

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/002731]

8 FEVRIER 2024. — Arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 16, 17, 46, 47, 59, 60, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 89, 95, 112 et 119 ;

Vu le décret du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments ;

Vu l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des Personnes handicapées, les articles 73 à 75;

Vu l'arrêté 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées ;

Vu l'arrêté 2017/626 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 20 juin 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 20 juin 2023 ;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la Santé, donné en séance du 6 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Comité ministériel de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, donné le 25 octobre 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 3 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 7 juillet 2023 ;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 46, 59 et 60 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. - DISPOSITIONS GENERALES ET DEFINITIONS

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

2^o le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées ;

3^o l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13^o du décret qui organise un logement collectif adapté ;

4^o le centre : le centre d'activités de jour visé aux articles 46, 4^o, 59 et 60 du décret ;

5^o l'équipe pluridisciplinaire : l'équipe visée à l'article 12, alinéa 1^{er} du décret ;

6^o l'arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle ;

7^o le Plan Tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de la carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02;

8^o la capacité agréée de base : la capacité maximale de subventionnement ;

9^o la capacité maximale d'accueil : la capacité déterminée sur base des normes relatives à l'infrastructure telles que définies à la section 2 du chapitre 3 et selon les termes du rapport visé à l'article 4, 13^o de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 01^{er} mars 2018 fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée soit le nombre de personnes qu'il est permis d'héberger en même temps par infrastructure ;

10^o la personne en situation de handicap accueillie : la personne en situation de handicap qui est accueillie par un centre sur la base de la décision d'intervention favorable de l'équipe pluridisciplinaire et dans le respect des modalités que cette décision précise ;

11^o l'enfant : la personne âgée de 0 à 18 ans accomplis ;

12° le jeune : la personne âgée de 16 à 25 ans accomplis ;

13° l'adulte : la personne âgée de 18 ans et plus ;

14° ETP : équivalent temps plein, tel que fixé par l'article 36, § 1^{er}, du présent arrêté ;

15° le décret du 29 octobre 2010 : le décret du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments ;

16° l'arrêté 2011/149 du 14 juillet 2011 : l'arrêté 2011/149 du 14 juillet 2011 du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

CHAPITRE 2 – MISSIONS DES CENTRES

SECTION 1^{re} - MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 3. Un centre est constitué conformément aux dispositions de l'article 59 du décret pour remplir les missions définies à l'article 60 du décret. Il est destiné soit aux adultes, soit aux enfants et aux jeunes non scolarisés.

Le centre assure durant toute l'année l'accueil à temps plein ou à temps partiel, prioritairement en journée, des personnes en situation de handicap en assurant le repas de midi.

SECTION 2 - MISSIONS SPÉCIFIQUES

Art. 4. § 1^{er}. En dehors de la capacité agréée de base mais au sein de la capacité maximale, une asbl peut demander à réserver un certain nombre de places à des personnes en situation de handicap pour de courtes périodes.

§ 2. Au sein de sa capacité agréée de base, un centre peut organiser l'accueil de personnes en situation de handicap pour de courtes périodes.

§ 3. Une personne en situation de handicap en centre pour de courtes périodes peut en bénéficier pour une durée maximale de 90 jours par année civile, en une ou plusieurs périodes.

Conformément à l'article 3, 3° du décret, l'accueil pour de courtes périodes vise à développer les capacités d'autonomie de la personne en situation de handicap accueillie. Elle vise de manière accessoire par rapport au premier objet à accorder du court séjour aux aidants proches de la personne en situation de handicap.

CHAPITRE 3 - NORMES D'AGRÉMENT

SECTION 1^{re} - NORMES DE QUALITÉ

Art. 5. Le centre se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 6. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du centre indique le nom du centre, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de la rédaction du document.

Art. 7. Le centre rend accessible aux personnes en situation de handicap et aux représentants légaux les documents qui leur sont destinés et au minimum : le projet collectif, le règlement d'ordre intérieur, la convention individualisée et le projet individualisé.

Art. 8. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le centre les couvertures d'assurance suivantes :

1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occupe ;

2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl ;

3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

Art. 9. Le centre collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 10. Le centre assure durant toute l'année l'accueil de personnes en situation de handicap. Il est ouvert au moins huit heures par jour en assurant au moins six heures d'activités valorisantes, variées et adaptées aux besoins et aux intérêts des personnes accueillies, y compris le repas de midi.

Le centre est fermé les week-ends et les jours fériés, sauf exception prévue par le projet collectif visé à l'article 28.

Le projet collectif peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'accueil soit offerte par le centre aux personnes en situation de handicap accueillies qui en font la demande.

SECTION 2 - NORMES RELATIVES À L'INFRASTRUCTURE

Art. 11. Le centre est situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 12. Le centre dispose de locaux qui permettent :

1° de réaliser, sur le lieu de son siège d'activités, les missions définies aux articles 59 et 60 du décret ;

2° d'assurer un entretien individuel avec une personne handicapée accueillie dans le respect de la confidentialité.

Art. 13. Le centre assure l'accessibilité des bâtiments en tenant compte des spécificités des personnes en situation de handicap accueillies.

Art. 14. La capacité maximale d'accueil ne peut être dépassée. Elle peut être distincte de la capacité agréée de base.

Art. 15. Les mesures nécessaires sont prises par le centre pour prévenir et combattre l'incendie, ainsi que pour assurer l'évacuation des occupants en cas de sinistre.

Art. 16. Les bâtiments du centre sont régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration est combattue.

Art. 17. Par tous les temps, une température d'au moins 19° est atteinte dans les locaux de séjour et d'activités. Cette température doit notamment être augmentée en fonction du besoin des personnes handicapées.

Art. 18. L'aération de tous les locaux est assurée.

Art. 19. L'éclairage de tous les locaux est assuré.

Cet éclairage est naturel au minimum dans les locaux de séjour et d'activités à concurrence des superficies minimales précisées à l'article 24.

Art. 20. L'équipement du centre est adapté aux besoins des personnes en situation de handicap et l'espace vital aux contraintes spécifiques imposées par le handicap.

Art. 21. Les installations sanitaires sont aisément accessibles dans le centre.

Art. 22. Outre les installations destinées au personnel, le centre dispose au minimum de :

a) une salle d'eau adaptée disposant d'une baignoire ou d'une douche avec eau chaude et froide et comprenant un espace d'habillage permettant le respect de l'intimité ;

b) un WC pour sept personnes handicapées ;

Les WC destinés aux visiteurs sont distincts.

Art. 23. Si le centre dispose d'une buanderie ou d'une lingerie, ce local est organisé de façon à ne pas incommoder par ses odeurs et vapeurs et de manière à respecter les circuits propres et sales, elle ne peut communiquer avec des locaux d'infirmerie et de cuisine.

Art. 24. § 1^{er}. La surface des locaux de séjour et d'activités accessibles aux personnes en situation de handicap ne peut être inférieure à 4 m² par personne.

§ 2. Pour les centres en demande d'un premier agrément et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un accord de principe en vertu du décret du 29 octobre 2010 ainsi que de son arrêté d'application du 14 juillet à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la surface des locaux de séjour et d'activités accessibles aux personnes en situation de handicap ne peut être inférieure à 8 m² par personne.

Art. 25. Si un centre et un logement sont organisés dans la même infrastructure, dans la mesure où ces institutions en disposent, les locaux affectés à la gestion, au service social, à la consultation psychologique, à l'infirmerie et à la rééducation, peuvent leur être communs.

Art. 26. Un centre peut être constitué de plusieurs implantations. Néanmoins, chaque implantation doit accueillir au minimum 5 personnes en situation de handicap.

Art. 27. Dans le cadre de la procédure d'agrément, de renouvellement de l'agrément ou de modification de l'agrément et dans le respect des dispositions prévues par l'arrêté 2017/626 du

1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, le Collège peut accorder, à la demande motivée du responsable de la gestion journalière, jointe au dossier d'agrément, de renouvellement de l'agrément ou de modification de l'agrément, après avis conforme de la Section "Personnes handicapées" du Conseil consultatif, des dérogations aux normes architecturales fixées par le présent arrêté.

SECTION 3 - NORMES RELATIVES À L'ORGANISATION

SOUS-SECTION 1 - PROJET COLLECTIF

Art. 28. Le centre rédige un projet collectif. Il précise au minimum :

1° les valeurs sur lesquelles reposent les missions du centre ;

2° ses missions et son public cible ;

3° son offre de services ;

4° la description du centre et ses règles de fonctionnement ;

5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes en situation de handicap ;

6° les modalités de participation des personnes en situation de handicap visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret ;

7° les modalités de participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 4° du décret ;

8° les modalités de mise en œuvre d'une démarche de réseau visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 5° du décret ;

9° les modalités d'évaluation du projet individualisé des personnes en situation de handicap en y incluant leur participation.

Le projet collectif distinguera chaque fois qu'il y a lieu les dispositions spécifiques en rapport avec l'accueil pour de courtes périodes, la crise et l'accueil en journée.

Ce document est établi et revu au minimum tous les 5 ans en concertation avec les membres du personnel.

SOUS-SECTION 2 - FONCTIONNEMENT

Art. 29. Le centre dispose :

1° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du centre.

2° d'un site internet régulièrement mis à jour qui reprend les renseignements concernant le centre et qui est rendu accessible au public-cible.

SECTION 4 - NORMES RELATIVES AU PERSONNEL

SOUS-SECTION 1 - NORMES GENERALES

Art. 30. Les membres du personnel du centre correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplômes déterminées par l'annexe III de l'arrêté NM.

Le caractère pluridisciplinaire du personnel d'encadrement est assuré.

Art. 31. Toute fonction rémunérée au sein du centre est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 32. Lors du premier engagement d'un membre du personnel d'encadrement qui comprend le personnel repris à l'article 34 et 36, le centre vérifie l'extrait de casier judiciaire communiqué par le membre du personnel dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction le centre évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes handicapées occupées.

Art. 33. Le centre tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel.

Il comprend au minimum :

- 1° le contrat de travail qui lie le centre et le travailleur et ses modifications ultérieures ;
- 2° la copie des titres et diplômes utiles à la fonction ;
- 3° Les attestations prouvant l'ancienneté ;
- 4° Les formations suivies par le travailleur depuis son engagement ;
- 5° Tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 34. Les volontaires effectuent leurs prestations en appui du personnel du centre.

Une convention de volontariat règle leurs relations avec le centre dans le respect de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Le centre conserve une copie de ces conventions individuelles.

Art. 35. Le centre assure la formation continuée du personnel et des volontaires en lien avec l'exercice des missions définies au chapitre II.

SOUS-SECTION 2 - NORMES SPECIFIQUES

SOUS-SECTION 2.1 - GENERALITÉS

Art. 36. § 1^{er}. Les normes d'encadrement du centre sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

Par dérogation, le temps de travail hebdomadaire des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003 est fixé à 24h00.

§ 2. La vérification de la satisfaction aux normes d'encadrement peut s'opérer à tout moment de l'année.

Pour opérer cette vérification, il n'est pas tenu compte de la réduction du temps de travail accordée individuellement au personnel des centres en vertu des dispositions du titre IV de l'arrêté NM.

§ 3. Les membres du personnel sont répartis entre les cinq catégories suivantes :

1. l'équipe psychosociale, paramédicale et éducative ;
2. le personnel technique ;
3. le personnel médical ;
4. le personnel de direction ;
5. le personnel administratif et comptable.

§ 4. En application de la disposition prévue à l'article 9, § 2, 2° de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, la capacité agréée de base prise en compte pour la détermination des normes d'encadrement est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

SOUS-SECTION 2.2 – EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE, ET ÉDUCATIVE POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 37. Les normes d'encadrement pour l'équipe psychosociale, paramédicale, et éducative tiennent compte :

1. de la capacité agréée de base ;
2. des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap fixée par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le centre au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3, sauf pour les personnes accueillies en courtes périodes, en capacité maximale ou en convention prioritaire.

A chaque personne en situation de handicap, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme d'encadrement du centre.

Art. 38. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe psychosociale, paramédicale, et éducative comprennent pour les missions générales du centre décrites à l'article 3 :

a) La norme individuelle de base (NIB)

La norme individuelle de base garantit le fonctionnement viable du centre dans le cadre de ses missions. La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre.

NIB par personne en situation de handicap	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
Centre d'activité de jour	0,38	0,25

b) La norme individuelle complémentaire (NIC)

La norme individuelle complémentaire est accordée pour les personnes accueillies en centre au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne en situation de handicap à la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

Si la personne en situation de handicap obtient un résultat supérieur à 66 points sur 100, elle est reprise en catégorie A et aucune norme individuelle complémentaire n'est accordée.

Si la personne en situation de handicap obtient un résultat compris de 48 à 66 points, elle est reprise en catégorie B et sa norme individuelle complémentaire est égale à 30 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la norme individuelle de base (NIB).

Si la personne en situation de handicap obtient un résultat inférieur à 48 points, elle est reprise en catégorie C et sa norme individuelle complémentaire est égale à 100 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la norme individuelle de base (NIB).

NIC maximum par personne en situation de handicap	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
Centre d'activité de jour	0,86 x (NIB)	0,50 x (NIB)

c) La norme individuelle motrice (NIM)

Dans le centre pour adultes, la norme individuelle motrice est accordée en faveur des personnes en situation de handicap dont le résultat à la rubrique D de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3 est inférieur à 10 points.

NIM par personne handicapée en ETP
Centre d'activités de jour
0,15

d) La norme individuelle complémentaires de besoins vitaux (NIBV)

Pour une personne en situation de handicap accueillie dans un centre, une norme individuelle complémentaire de besoins vitaux peut lui être attribuée lorsque celle-ci rencontre quotidiennement une situation particulière à caractère médical pour laquelle l'absence d'intervention rapide en matière de prestations paramédicales ou de soins infirmiers est de nature à entraîner un risque majeur pour sa santé.

Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date d'évaluation.

NIBV par personne handicapée en ETP
Centre d'activités de jour
0,06

e) La norme individuelle de courte période (NIR)

En fonction du nombre de places réservées en vue de l'accueil de courte période, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservées à ce type de prises en charge et la capacité agréée.

Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation.

f) La norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC)

La norme d'encadrement intensif est accordée aux personnes en situation de handicap qui sont reprises en catégorie C au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée à la grille d'évaluation jointe en annexe 3.

Pour le calcul de la norme, il convient d'obtenir, soit 0 en E11, soit obtenir un total de moins de 30 à la somme des items A1, A5, A7, A8, B1, B2, B3, B4, E1, jusqu'à E8. Le cas échéant, la note de synthèse est diminuée des points obtenus en accès.

NEIC par personne handicapée en ETP
Centre d'activités de jour
0,08

SOUS-SECTION 2.3 – EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE, ET EDUCATIVE : NORMES MINIMALES POUR LES MISSIONS GENERALES

Art. 39. Le centre assure l'accueil d'au moins 15 personnes en situation de handicap.

Si la même asbl est également agréée pour la gestion d'un logement, la capacité minimale ne peut être inférieure à 10.

Si le résultat de la somme des normes Individuelles de base (NIB) d'un centre est inférieure à 4,25 ETP, ce dernier chiffre est attribué au centre sauf si l'asbl dont dépend le centre comprend au moins un centre et un logement collectif adapté.

Art. 40. Pour une capacité agréée de base inchangée, un centre dont les normes d'encadrement sont déterminées en fonction de l'article 39 garde le bénéfice de la disposition si une variation des éléments servant à déterminer la norme individuelle complémentaire (NIC), la norme individuelle motrice (NIM), la norme individuelle complémentaire de besoins vitaux (NIBV) ou la norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC) provoque une diminution injustifiée de la norme.

Art. 41. La norme du personnel de l'équipe psychosociale paramédicale et, éducative, prend en compte au maximum 0,067 ETP de la fonction éducateur chef de groupe par ETP.

Art. 42. Au sein de la norme du personnel de l'équipe psychosociale paramédicale et éducative, la proportion d'emplois équivalents temps plein réservée pour des travailleurs titulaires d'un titre de master et correspondant à des fonctions pouvant nécessiter ce titre ne peut dépasser 8 %.

Sur proposition du Service PHARE, compte tenu du projet collectif du logement et de la spécificité des personnes handicapées hébergées, le membre du Collège peut octroyer une dérogation exceptionnelle à ce pourcentage.

SOUS-SECTION 2.4 – PERSONNEL TECHNIQUE POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 43. Les normes d'encadrement pour le personnel technique tiennent compte :

1. de la capacité agréée de base ;
2. des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap fixé par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le logement au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

A chaque personne en situation de handicap, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme maximale de subventionnement du logement.

Art. 44. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe technique comprennent pour les missions générales du centre décrites à l'article 3 :

a) La norme individuelle de base technique (NIB T)

Cette norme garantit le bon fonctionnement du centre en permettant l'approvisionnement et la confection des repas, le nettoyage, l'entretien et la réparation des locaux, le nettoyage, l'entretien et

la réparation du matériel et le transport. La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre.

NIB T par personne en situation de handicap en ETP
Centre d'activités de jour
0,073

b) La norme individuelle complémentaire technique (NIC T)

La norme individuelle complémentaire est accordée pour les seules personnes accueillies en centre au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée à la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

Elle équivaut à :

NIC par personne en situation de handicap en ETP
Centre d'activités de jour
0,03

Seules les personnes handicapées relevant de la catégorie C en bénéficient.

c) La norme individuelle de courte période (NIR T)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil de courte période, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservée à ce type de prises en charge et la capacité agréée de base.

Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation.

SOUS-SECTION 2.5 – PERSONNEL TECHNIQUE POUR LES MISSIONS SPÉCIFIQUES

Art. 45. Au sein d'une même asbl, la répartition des emplois du personnel technique entre centre et logement est fixée par l'asbl et tient compte de leurs besoins respectifs.

SOUS-SECTION 2.6 – PERSONNEL MÉDICAL

Art. 46. § 1^{er}. Une norme médicale est octroyée au centre afin de permettre la coordination des activités de soins et paramédicales à l'exclusion de toutes prestations figurant à la nomenclature des prestations de santé établies sur la base de la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

§ 2. Les normes d'encadrement pour le personnel médical tiennent compte de la capacité agréée de base et des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap fixé par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le centre au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe.

A chaque personne en situation de handicap, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme maximale de subventionnement du logement.

Art. 47. La norme individuelle de base médicale (NIB M)

a) La norme individuelle de base médicale (NIB M)

Toutes les personnes accueillies en centre bénéficient de la même norme individuelle de base médicale.

La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre.

La norme médicale est octroyée comme suit :

Par personne en situation de handicap en ETP
Centre d'activités de jour
0,00325

Elle n'est pas octroyée pour les personnes en situation de handicap qui disposent de cette norme dans le logement collectif adapté de la même asbl.

b) La norme individuelle complémentaire médicale (NIC M)

La norme individuelle complémentaire médicale est accordée pour les seules personnes accueillies en centre au prorata de la fréquentation prévue dans la convention individualisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée accueillie au moyen de la grille d'évaluation jointe en annexe 3.

NIC par personne en situation de handicap en ETP
Centre d'activités de jour
0,0065

Seules les personnes handicapées relevant de la catégorie C en bénéficient.

c) La norme individuelle de courte période (NIR M)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil de courte période, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservé à ce type de prises en charge et la capacité agréée de base.

Art. 48. Les normes d'encadrement relatives à la direction et à l'équipe administrative et comptable sont fixées conformément aux éléments repris ci-dessous :

a) Normes de direction

Capacité agréée de base	Nombre d'équivalents temps plein		
	1 agrément	2 agréments	Plus de 2 agréments
Par asbl			
De 15 à 39	1	1	1 $\frac{1}{2}$
De 40 à 59	1	1 $\frac{1}{2}$	2
De 60 à 89	1 $\frac{1}{2}$	2	3
De 90 à 139	2	2 $\frac{1}{2}$	3
De 140 à 199	2 $\frac{1}{2}$	3	3 $\frac{1}{2}$
De 200 à 299	3	3 $\frac{1}{2}$	4

b) Normes de l'équipe administrative et comptable

Capacité agréée de base	Nombre d'équivalents temps plein		
	1 agrément	2 agréments	Plus de 2 agréments
Par asbl			
De 15 à 29	1,3	1,4	1,5
De 30 à 39	1,8	2	2,2
De 40 à 59	2	2	2,4
De 60 à 89	2,4	2,6	3
De 90 à 139	3	3,2	3,4
De 140 à 199	4	4,2	4,4
De 200 à 299	5	5,2	5,4

Si une asbl dispose de plusieurs agréments comme centre ou comme logement collectif adapté, les normes du personnel de direction et du personnel administratif et comptable sont fixées au niveau de l'asbl.

La répartition du personnel de direction et du personnel administratif et comptable est fixée par l'asbl et tient compte des besoins respectifs de chaque agrément. Au moins 1/2 équivalent temps plein de direction doit être affecté à chaque agrément.

Lorsque la direction délègue un membre du personnel pour la remplacer, celui-ci doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

SOUS-SECTION 3 - EQUIPE PSYCHOSOCIALE, PARAMEDICALE ET EDUCATIVE - PERSONNEL TECHNIQUE : MODALITES DE CALCUL DES NORMES D'ENCADREMENT

Art. 49. Les résultats des grilles d'évaluation des personnes en situation de handicap validés par l'équipe pluridisciplinaire font l'objet d'un enregistrement deux fois par an. Si à la date de ces enregistrements, il apparaît que des évaluations n'ont pas encore pu être validées pour certaines personnes en situation de handicap, la somme des résultats existants est convertie proportionnellement au nombre de personnes en situation de handicap accueillies dans le centre.

La modification des besoins spécifiques d'encadrement des personnes en situation de handicap d'un centre est établie sur base du résultat présentant les besoins d'encadrement les plus favorables au centre.

Elle prend cours le premier jour du mois qui suit la notification, par le Service PHARE, de la décision de révision.

Art. 50. Dans les limites du budget disponible, le résultat le plus favorable au centre entraîne la révision des normes d'encadrement concernées du centre à partir du 1^{er} janvier suivant. A cette fin, un coefficient réducteur peut être appliqué sur les normes d'encadrement.

Art. 51. Si en application des articles 15, 23 et 36, 1^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, les normes d'encadrement sont revues à la hausse, elles prennent cours le premier jour du mois qui suit la notification, par le Service PHARE, de la décision de révision.

Art. 52. Si en application des articles 15, 23 et 36, 1° de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, les normes d'encadrement sont revues à la baisse, elles prennent cours :

1. soit le premier jour qui suit la fin de préavis du travailleur concerné, celui-ci étant donné au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par le Service PHARE;
2. soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du travailleur concerné, celui-ci étant communiqué au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par le Service PHARE;
3. soit, à défaut, immédiatement.

Art. 53. Si dans un centre, la révision des normes d'encadrement entraîne une diminution du volume de l'emploi, le centre est tenu d'objectiver de manière paritaire les licenciements éventuellement prévus et d'en informer le Service PHARE. Avec l'accord du membre du personnel concerné, le Service PHARE transmet ses coordonnées aux centres dont les nouvelles normes d'encadrement entraînent l'augmentation du volume de l'emploi. Ces centres s'engagent à examiner prioritairement la candidature de ces membres du personnel.

SECTION 5 - NORMES RELATIVES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Art. 54. Le centre assure l'accueil d'au moins 15 personnes en situation de handicap.

Si la même asbl est également agréée pour la gestion d'un logement, la capacité minimale ne peut être inférieure à 10.

Art. 55. Pour être accueillie en centre, sauf exceptions citées à l'article 57, la personne en situation de handicap doit disposer préalablement d'une décision d'intervention du Service PHARE favorable pour un accueil en centre telle que visée à l'article 17 du décret et dont la catégorie correspond à l'agrément du centre.

La demande d'intervention pour un accueil en centre est établie selon le modèle fixé par le Service PHARE.

Art. 56. La décision de subventionnement, qui fixe les normes d'encadrement, prend effet à partir du jour où la personne en situation de handicap est accueillie par le centre, pour autant que la demande ait été introduite dans le délai des 5 jours ouvrables ; à défaut, elle prend effet à la date de réception de la demande.

En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de notification.

La demande d'intervention doit être introduite par le centre au moyen d'un formulaire signé par le responsable du centre dans un délai de 5 jours ouvrables, à compter du jour de l'accueil ou de la prise en charge de la personne en situation de handicap.

Celle-ci ou son représentant légal y atteste son entrée dans le centre.

Le modèle de la demande est établi par le Service PHARE.

La demande est complétée par des données récentes extraites du dossier individuel (excepté pour les entrées en capacité maximale, l'accueil en e courtes périodes, avec octroi d'une subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé et en conventions prioritaires).

Comprenant :

1. un volet médical ;
2. un volet psychologique ;
3. un volet socio-éducatif :
 - a) l'anamnèse ;
 - b) l'analyse des besoins ;
 - c) le projet individualisé qui comprend notamment les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

Art. 57. Ne sont pas soumis à une décision d'intervention antérieure à l'accueil en centre telle que visée à l'article 17 du décret : l'accueil pour de courtes périodes, l'accueil d'une personne en situation de handicap dont le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission ou lorsque la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne en situation de handicap ou de son entourage.

Art. 58. Les journées des présences et assimilées prises en compte pour la personne en situation de handicap accueillie au sens du présent arrêté sont les journées pendant lesquelles la personne :

- 1° est, en semaine, présente dans des activités extérieures organisées sous la responsabilité du centre et s'intégrant dans le projet individualisé de la personne en situation de handicap ;
- 2° est en absence justifiée par un certificat médical ou d'hospitalisation ;
- 3° est en absence justifiée par un document probant attestant d'un événement familial, ou par une décision judiciaire à concurrence de 10 jours maximum par an ;
- 4° est en absence justifiée par un écrit de la personne en situation de handicap, des parents de la personne en situation de handicap ou de son représentant légal à concurrence de 12 journées maximum par an ;
- 5° est en absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord du Service PHARE ;
- 6° est en absence pour les vacances à raison de maximum 24 jours ouvrables par année civile pour les adultes non scolarisés et à raison des vacances scolaires pour les autres.

Le total des journées de prise en charge d'une personne en situation de handicap accueillie comprend la journée durant laquelle a lieu sa sortie sauf en cas de transfert dans un autre centre.

La date de sortie doit être fixée au plus tard au dernier jour de présence de la personne en situation de handicap accueillie. Est assimilé au dernier jour de présence, le dernier jour d'une période de maladie ou d'hospitalisation visé au 4°.

Art. 59. L'évaluation des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne en situation de handicap est réalisée selon les modalités définies par le Service PHARE au cours du 1^{er} semestre qui suit l'entrée de la personne au sein du logement au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 3.

Cette évaluation ne vise pas la personne en situation de handicap accueillie en centre pour de courtes périodes, en capacité maximale ou en convention prioritaire.

Art. 60. Dans un délai de 30 jours à dater de la réalisation de l'évaluation par le Service PHARE, la catégorie de besoins complémentaires d'encadrement fixée par l'équipe pluridisciplinaire est communiquée au centre. Cette communication précise, s'il échet, le délai au terme duquel la catégorie peut être réévaluée.

Art. 61. Une réévaluation de la catégorie de besoins complémentaires d'encadrement peut être demandée soit par le centre soit par le Service PHARE.

La décision de l'équipe pluridisciplinaire est enregistrée à partir du mois qui suit celle-ci.

SECTION 6 - NORMES RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE LE CENTRE ET LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP

SOUS-SECTION 1 - RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR

Art. 62. Le centre rédige un règlement d'ordre intérieur.

Il indique au minimum :

- 1° les devoirs et droits du centre à l'égard de la personne en situation de handicap ;
- 2° les droits et devoirs de la personne en situation de handicap ;
- 3° dans le respect du projet collectif, du projet individualisé de la personne et des décisions judiciaires, l'engagement du logement de laisser à la personne en situation de handicap la liberté d'être présente selon son choix pendant les périodes de week-end et de vacances ;
- 4° l'engagement du centre de répondre aux demandes individualisées d'information émanant des personnes en situation de handicap ou de leurs représentants ;
- 5° les modalités d'introduction des demandes d'informations et des réclamations et leur mode de traitement ;
- 6° les mesures mises en œuvre lorsqu'une personne en situation de handicap accueillie contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel ;
- 7° les noms de la personne chargée de la gestion journalière et, le cas échéant, du président du conseil d'administration ;
- 8° la disposition inscrite à l'article 95 du décret ;
- 9° les modalités de participation des personnes handicapées et en particulier les modalités de fonctionnement du Conseil des usagers ;
- 10° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le logement ;
- 11° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB ;
- 12° l'existence d'une possibilité de médiation par le Service PHARE, en cas de désaccord persistant entre les parties ne permettant plus l'exécution de la convention personnalisée.

Ce document est établi dès la prise d'effet de l'agrément. Il est revu, au moins tous les cinq ans, en collaboration avec l'équipe psychosociale, paramédicale, et éducative. Le Conseil des usagers émet un avis sur le règlement d'ordre intérieur ainsi que sur toute modification de celui-ci.

SOUS-SECTION 2 - LA CONVENTION INDIVIDUALISÉE

Art. 63. Dans le cadre des missions définies aux articles 59 et 60 du décret, le centre conclut avec la personne en situation de handicap accueillie une convention individualisée.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties : l'identité de la personne en situation de handicap, et s'il échet, celle de son représentant légal, mandataire, ou administrateur ainsi que l'identité de la personne physique ou morale qui répond du paiement si celle-ci est différente ;
- 2° la date de prise d'effet de la convention, la durée de la convention, la période d'essai éventuelle ;
- 3° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée avant le terme convenu (conditions, durée de préavis) en ce compris l'obligation de concertation préalable entre le centre et la personne en situation de handicap ou son représentant légal sauf cas de force majeure ou d'extrême urgence auxquels cas la concertation doit se tenir dans les trois jours ouvrables après la prise de ces mesures ;
- 4° Les critères et modalités de réorientation de la personne en situation de handicap ;
- 5° Le montant de la contribution financière, l'identification des suppléments à facturer et les modalités de son versement ;
- 6° la date de signature.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet collectif et le règlement d'ordre intérieur du centre tels que définis aux articles 28 et 62 sont expliqués et remis contre accusé de réception et moyennant signature pour accord à la personne en situation de handicap ou son représentant légal.

SOUS-SECTION 3 - LE DOSSIER INDIVIDUEL

Art. 64. Un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne en situation de handicap avec laquelle une convention est signée. Il doit contenir les données nécessaires à l'accomplissement du suivi individuel et au minimum :

- 1° des données administratives ;
- 2° la convention individualisée ;
- 3° l'attestation de réception du projet collectif et du règlement d'ordre intérieur par la personne en situation de handicap lors de la signature de la convention individualisée ;
- 4° le projet individualisé avec demande ou premier entretien, l'analyse des besoins, les objectifs et moyens mis en œuvre pour y parvenir et les évaluations auxquelles la personne en situation de handicap accueillie participe et qui ont lieu au moins tous les 18 mois ;
- 5° le dossier des directives médicales ;

6° le résultat de la grille d'évaluation ;

7° la décision d'intervention, et s'il échet la reconnaissance du statut de grande dépendance.

Lorsque le logement collectif adapté et un centre se trouvent dans la même infrastructure, un seul dossier individuel peut être tenu en y distinguant les spécificités de chacun.

SOUS-SECTION 4 - MODALITÉS DE PARTICIPATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Art. 65. La participation des personnes en situation de handicap visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret se traduit soit par la mise en place d'un conseil des usagers, soit par un processus annuel consultatif individualisé adapté aux spécificités des personnes en situation de handicap déterminé par le service et précisé dans le projet collectif.

Si un conseil des usagers est organisé, celui-ci est constitué des personnes en situation de handicap accueillies qui peuvent être accompagnées par une personne de leur choix ou par leur représentant légal ou de leurs représentants désignés parmi les usagers.

Le conseil des usagers a pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'accueil des personnes en situation de handicap. Il donne son avis sur le règlement d'ordre intérieur et ses modifications.

Le conseil des usagers fixe son mode de fonctionnement, il se réunit au minimum une fois par an.

Des procès – verbaux sont établis et sont accessibles à toutes les personnes en situation de handicap ou leur représentant légal ainsi qu'aux membres du personnel.

SOUS-SECTION 5 - CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Art. 66. En tenant compte des absences au cours du mois précédent, le centre établit et adresse à la personne en situation de handicap accueillie ou à son représentant légal une facture mensuelle des frais correspondant à son accueil.

Art. 67. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, les frais généraux, les frais personnalisés excepté le remboursement des frais liés à la détérioration du matériel ou du bien mis à la disposition de la personne en situation de handicap.

Art. 68. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

a) la partie du coût qui reste à charge de la personne en situation de handicap dans les frais de soins de santé et de prothèse ;

b) les frais spécifiques liés à l'incontinence ;

c) les frais d'aides techniques ;

d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur.

Art. 69. Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière conformément aux modalités prévues dans la convention individualisée, les frais exposés en vue d'assurer à la personne en situation de handicap accueillie, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans le projet collectif.

Art. 70. Si la personne en situation de handicap est protégée au sens de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, le centre se conforme, selon ce statut, aux dispositions du contrat de mandat ou de l'ordonnance du juge de paix et consulte, si nécessaire, le mandataire ou l'administrateur des biens désigné dans cet acte.

Art. 71. Toute somme d'argent dont dispose la personne en situation de handicap, pour ses dépenses courantes et éventuellement pour couvrir les frais prévus aux articles 68 et 69, doit figurer sur une fiche comptable individuelle.

Le cas échéant, une attestation d'ouverture d'un compte individuel auprès d'un organisme bancaire est jointe à cette fiche comptable. Toute opération effectuée dans le cadre de la gestion des dépenses visées à l'alinéa 1^{er} est portée sur la fiche comptable, dans les huit jours. A la demande de la personne en situation de handicap ou de son représentant légal, un relevé de la comptabilité personnelle lui est fourni dans les huit jours.

Le décompte annuel est transmis automatiquement à la personne en situation de handicap ou à son représentant légal au terme de l'année civile et au départ de la personne en situation de handicap.

Art. 72. La fiche comptable individuelle ainsi que les documents relatifs au compte individuel ouvert par le centre conformément à l'article 70 sont tenus à la disposition du Service PHARE qui peut les contrôler à tout moment.

SECTION 7 - NORMES RELATIVES AUX RAPPORTS ENTRE LE CENTRE ET LE SERVICE PHARE

SOUS-SECTION 1 - RAPPORT D'ACTIVITÉS

Art. 73. Le centre transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activités.

Il contient au minimum :

1° des éléments relatifs à la mise en œuvre du projet du logement et à l'exercice des missions ;

2° des éléments globalisés relatifs aux personnes en situation de handicap dont au moins le nombre, le sexe, l'âge, le type de handicap ;

3° les moyens mis en œuvre en termes de participation et d'inclusion des personnes en situation de handicap, en ce compris la participation à des actions communautaires telles que prévues à l'article 71, 4°, du décret ;

4° les faits marquants de l'activité du centre ;

5° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus au cours de l'année ;

6° les moyens mis en œuvre en termes de participation à des actions communautaires visées à l'article 71, 4° du décret ;

7° les moyens mis en œuvre en termes de travail en réseau visé à l'article 71, 5° du décret ;

8° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret sur base des modalités fixées par le Service PHARE ;

9° les perspectives d'évolution du centre, en termes d'activités et d'organisation.

SOUS-SECTION 2 - AUTRES RAPPORTS À ÉTABLIR

Art. 74. Le centre transmet au Service PHARE au plus tard dans les 5 jours ouvrables les avis d'entrée et de sortie selon les modèles fixés par le Service PHARE.

Art. 75. Le centre informe le Service PHARE de toute absence d'une personne en situation de handicap de plus de 3 mois consécutifs. Le centre transmet au Service PHARE un rapport médical ou d'hospitalisation afin que l'équipe pluridisciplinaire puisse prendre une décision de maintien de prise en charge.

Le centre informe le Service PHARE de toute absence non reprise à l'article 58, de plus de 20 jours par an.

Art. 76. En application de l'article 16 du décret, le centre communique pour le 30 juin de chaque année au Service PHARE selon le modèle défini par celui-ci un relevé actualisé des demandes d'accueil que les personnes en situation de handicap ont introduites auprès du centre.

Art. 77. Le centre tient à la disposition du Service PHARE un registre des présences des personnes en situation de handicap accueillies selon le modèle défini par celui-ci.

Art. 78. Le centre informe le Service PHARE dans les quinze jours calendrier de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 30.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 36, le centre communique dans les quinze jours calendrier de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul de la subvention sont transmis au Service PHARE.

SOUS-SECTION 3 - COMPTABILITÉ

Art. 79. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le centre transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal de l'entreprise. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 80. Le centre transmet au service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 127.

Sur demande justifiée, le Service PHARE peut accorder un délai complémentaire.

Art. 81. Le Service PHARE fixe les modalités de la transmission des rapports et informations prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4 – SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

SECTION 1 – MODALITÉS GÉNÉRALES D'OCTROI DES SUBVENTIONS

Art. 82. La subvention due à un centre agréé est annuelle.

Elle comprend :

- 1) une subvention pour frais généraux ;
- 2) une subvention pour frais personnalisés ;
- 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées
- 4) une subvention pour la prise en charge du personnel visé à la section 3 du chapitre 2 du présent arrêté.

Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées, hormis les dispositions prévues aux articles 87 et 88.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées à l'exception du mois de janvier où l'avance est versée pour le 15 du mois au plus tard.

Elle est soldée après examen par le Service PHARE du dossier justificatif visé à l'article 127.

Art. 83. L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, de la capacité agréée, de l'évolution annuelle du personnel repris à l'article 36 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 4 du chapitre 3 relative aux normes d'encadrement.

Art. 84. Lorsque le Service PHARE constate que les avances mensuelles versées au centre sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop-perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du centre par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du centre, faire l'objet de termes et délais. Le Service PHARE établit un plan d'apurement.

Art. 85. Lorsque le Service PHARE constate que le trop-perçu obtenu par le centre procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le Service PHARE récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le Service PHARE transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de modification contrainte ou de retrait d'agrément.

Art. 86. Lorsque le Service PHARE constate que le total des charges de personnel du centre atteint un pourcentage inférieur à celui fixé à l'article 92, le Service PHARE récupère la différence.

Art. 87. Les subventions accordées par les pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs publics subventionnent sont déduites de la subvention annuelle dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent chapitre, à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation, des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur ainsi que de la dispense de versement du précompte professionnel à condition que ces montants soient réinvestis dans des frais de personnel.

Art. 88. Les frais admissibles au niveau de la subvention pour frais de personnel peuvent justifier la subvention pour frais généraux visée à la section 2 du présent chapitre.

Art. 89. Les frais admissibles pouvant justifier les subventions pour frais généraux et frais personnalisés sont précisés à l'annexe 1.

Les frais admissibles au niveau des subventions pour frais généraux et pour frais personnalisés peuvent justifier l'une ou l'autre subvention, pour autant que 25 % de la somme de ces subventions justifient des frais personnalisés.

Art. 90. Si en application des articles 15, 23 et 36, 1^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, le Collège diminue la capacité agréée de base d'un centre, les montants maxima des subventions sont adaptés à la date de modification ou de renouvellement de l'agrément fixée par le Collège.

SECTION 2 – MODALITES D'OCTROI DE LA SUBVENTION ANNUELLE

SOUS-SECTION 1 - SUBVENTION ANNUELLE

Art. 91. La subvention annuelle des frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement prévues à la section 4 du chapitre 3, à aucun moment et quelle que soit la circonstance.

Art. 92. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Au montant ainsi obtenu, est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 2, augmenté de 0,5 %.

Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Le dépassement du taux de charges patronales d'un agrément peut être transféré à un autre agrément de la même asbl où le plafond n'est pas atteint.

Art. 93. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 106 et 107 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision, des frais de l'évaluation à usage interne, telle que prévue par l'article 103 du décret.

Art. 94. Si après analyse du dossier justificatif, il est constaté que le taux de charges patronales est inférieur ou égal de 4 % à celui fixé à l'annexe 2, le Service PHARE peut réduire ce taux de 4 % maximum. Le nouveau taux est d'application à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de notification par le Service PHARE au centre.

Si après analyse du dossier justificatif, il est constaté que le taux de charges patronales est supérieur de 4 % à celui fixé à l'annexe 2, le membre du Collège peut, sur proposition du Service PHARE, octroyer une dérogation à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de notification du nouveau taux. L'augmentation doit être justifiée par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C.

Art. 95. Pour un centre agréé après l'entrée en vigueur du présent arrêté, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément.

Si le nouveau centre accueille au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des centres qui accueillent au moins 75 % de personnes évaluées en C.

Art. 96. La subvention annuelle des frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, le Service PHARE communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.

Art. 97. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations qui étaient d'un trois - quart ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

1^o les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM ;

2^o les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM ;

3^o la cotisation versée au Fonds social " Old Timer " en application du Plan Tandem.

Art. 98. La subvention pour frais de personnel couvre en outre une indemnité octroyée au directeur et sous-directeur subventionné d'un centre selon les modalités suivantes :

1^o le directeur ou sous-directeur porteur d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoit une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur barème ;

2^o le directeur ou sous-directeur porteur d'un diplôme non universitaire, perçoit une indemnité correspondant à la différence entre son barème et celui d'un directeur porteur d'un diplôme universitaire.

Art. 99. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 100. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 101. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de blanchisserie, frais des laveurs de vitres, frais d'entretien de jardin, ou tout frais de remplacement ponctuel de personnel de service extérieur, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 102. La subvention pour frais de personnel peut être augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

Art. 103. En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

- les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une asbl dont dépend au moins un centre ;
- les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003 ;
- le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1^{er} janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants : 30,85 pour le médecin généraliste ; 40,92 pour le médecin spécialiste.

Art. 104. La subvention pour frais de personnel prend en compte le coût des éventuels licenciements consécutifs à l'application des dispositions de l'article 52 sans dépasser une durée de vingt - sept semaines, sauf dérogation accordée par le Membre du Collège et justifiée par le respect de la législation sociale en matière de durée dit préavis.

SOUS-SECTION 2 : SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX

Art. 105. La subvention annuelle pour frais généraux octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux mentionnés à l'annexe 1.

Art. 106. La subvention annuelle des frais généraux est limitée à un montant maximum de 1.314 euros multiplié par la capacité agréée de base.

En application de la disposition prévue à l'article 9, § 2, 2^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, la capacité agréée de base prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

SOUS-SECTION 3 - SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES

Art. 107. La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux mentionnés à l'annexe 1.

Art. 108. La subvention annuelle des frais personnalisés octroyée à un centre est limitée à un montant maximum de 1.041,00 euros multiplié par la capacité agréée de base.

Pour les centres qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de 645 euros est octroyé pour chacun d'eux.

En application de la disposition prévue à l'article 9, § 2, 2^o de l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 susvisé, la capacité agréée de base prise en compte pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes handicapées accueillies pour une courte période, la subvention forfaitaire accordée est de 5 euros par demi-jour de prise en charge.

Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée de base n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.

SOUS-SECTION 3 - SUBVENTION POUR FRAIS DE TRANSPORT COLLECTIF

Art. 109. Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum 1,09 euros (HT.V.A.) par kilomètre ou à maximum 3,07 euros (HT.V.A.) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres.

SOUS-SECTION 4 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE D'ENCADREMENT RENFORCE POUR UNE NOUVELLE ENTREE EN CENTRE D'UN JEUNE OU D'UN ADULTE EN SITUATION D'ENCADREMENT COMPLEXE ET INTENSIF

Art. 110. Afin de faciliter l'accueil du jeune ou de l'adulte, une subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé correspondant à 0,5 ETP peut être octroyée à un centre pour une durée de 6 mois.

Elle s'ajoute à sa norme individuelle complémentaire qui sera automatiquement C.

Le cas échéant, la norme individuelle de besoins vitaux et la norme individuelle motrice peuvent être accordées. Le logement ne pourra pas bénéficier de la norme individuelle d'encadrement intensif durant le financement de cette subvention exceptionnelle.

Celle-ci pourrait être octroyée le cas échéant à la fin de la durée d'octroi de cette subvention.

Ces différentes normes prennent court dès l'entrée au sein du centre pour autant que l'avis d'entrée en centre soit transmis dans les 5 jours ouvrables.

A défaut, elle prend effet à la date de réception de la demande.

La subvention exceptionnelle est diminuée au prorata du taux de présence.

Art. 111. § 1^{er}. Afin de bénéficier de la subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé, le jeune ou l'adulte doit remplir les conditions cumulatives suivantes :

1. ce dernier doit se trouver en situation d'encadrement complexe et intensif ;

2. ce dernier nécessite, au niveau de son encadrement :

- soit une présence active et continue d'une ou plusieurs tierces personnes afin de le protéger de lui-même ou de protéger son entourage en raison de comportements violents ou dangereux ;

PHARE ; un encadrement très spécifique en raison d'une association de pathologies qui habituellement de sont pas prises en charges par le centre qui souhaite l'accueillir et qui empêcheraient cette personne d'être accueilli dans ce même centre sans cette subvention complémentaire ;

3. ce dernier est, au niveau de sa situation avant l'entrée en centre :

- dans un processus d'exclusion du logement, service ou de l'école qu'elle fréquentait jusqu'à présent ;

- en hospitalisation de longue durée

- ou à domicile sans solution par absence de solution adéquate vu le profil complexe de la personne.

§ 2. La volonté du centre doit être de pouvoir continuer cette prise en charge par la suite, sans cette subvention exceptionnelle, en formant l'équipe à la prise en charge des besoins spécifiques de cette personne.

Art. 112. La subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé peut être renouvelée au maximum une fois.

Art. 113. Avant l'entrée de la personne au sein du centre, celui-ci demande à l'équipe pluridisciplinaire une décision favorable d'octroi de subvention exceptionnelle d'encadrement renforcé en centre d'activités de jour.

Le renouvellement de 6 mois est conditionné par l'obtention d'une nouvelle décision favorable de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 114. Une grille d'évaluation des besoins d'encadrement reprise à l'annexe 3 est réalisée le plus rapidement possible après l'entrée en centre.

Si un renouvellement est demandé, au terme du cinquième mois, le centre établit un rapport d'évaluation en utilisant la grille d'évaluation des besoins d'encadrement reprise à l'annexe 3.

Ce rapport est basé sur le projet individualisé de la personne handicapée et détaille les besoins de la personne, les objectifs et moyens mis en œuvre pour y parvenir, les résultats atteints et non atteints. Il donne un avis motivé relatif à la demande de maintien de la subvention complémentaire pour une nouvelle période de six mois, justifiée notamment par l'exigence d'une prise en charge supplémentaire en comparaison à la prise en charge des autres personnes handicapées accueillies. Il est signé, d'une part, par un professionnel de la santé, à savoir un médecin, un kinésithérapeute, un infirmier ou un paramédical et, d'autre part, par la Direction du centre.

SECTION 3 - CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Art. 115. Le Service PHARE peut après réception des pièces justificatives, effectuer une vérification aléatoire des montants communiqués par le centre.

Lorsque le Service PHARE constate des erreurs régulières et volontaires dans les modalités de calcul de la contribution financière, le Service PHARE transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de modification contrainte ou de retrait d'agrément.

Art. 116. La contribution financière de la personne handicapée accueillie représente sa participation à son accueil ainsi qu'au fonctionnement global du centre.

Le centre en perçoit son montant auprès de la personne handicapée dans le respect des taux, des réductions et des modalités prévues à la présente section.

SOUS-SECTION 1 - CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LES MISSIONS GÉNÉRALES

Art. 117. § 1^{er}. Le centre perçoit auprès de la personne en situation de handicap une contribution financière mensuelle fixée comme suit :

- pour sa prise en charge par le centre :

a) lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans : euro 84;

b) lorsqu'elle est âgée de 21 ans et plus : euro 164.

- pour les frais de transports :

s'il y a lieu, un forfait, pour les personnes à partir de 21 ans seulement, fixé comme suit :

- a) à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : euro 42;
- b) à l'extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : euro 60.

§ 2. En fonction de la présence hebdomadaire indiquée dans la convention personnalisée, la contribution financière est réduite par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus.

Art. 118. Les montants prévus à l'article 117 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence ouvrables du mois suivants :

- a) les jours d'absences justifiés par la personne en situation de handicap ou ses parents ou ceux qui en ont la charge à raison d'un maximum de 12 jours ouvrables par année civile ;
- b) les jours d'absence justifiés par un certificat médical ou d'hospitalisation ;
- c) les jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation ;
- d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire ;
- e) les jours d'absence justifiés par un document probant attestant d'un des événements à l'occasion d'événements familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles et en cas de comparution en justice à concurrence de 10 jours maximum par an ;
- f) les jours d'absence pour les vacances à raison de maximum 24 jours ouvrables par année civile pour les adultes non scolarisés et à raison des vacances scolaires pour les autres ;
- g) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord du Service PHARE ;
- h) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal ;
- i) les journées pédagogiques prévues dans le projet collectif du centre, selon la formule suivante : $A - 90 \% \text{ de } A \times B/C$;
- j) les jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention individualisée débute ou s'achève, selon la formule suivante : $A - 100 \% \text{ de } A \times B/C$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 116 ;

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article ;

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré.

SOUS-SECTION 2 - MODALITES D'OCTROI D'UNE REDUCTION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Art. 119. La personne en situation de handicap âgée de moins de 21 ans obtient sur le montant calculé sur base des articles 116 et 117 ainsi que sur le montant prévu à l'article 128 une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à euro 9 000. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

Art. 120. Pour la personne en situation de handicap de 21 ans et plus bénéficie sur le montant obtenu au § 1^{er} d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens liés directement aux revenus pris en compte dans le cadre de la détermination de la contribution financière et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 euros.

Art. 121. Pour la personne en situation de handicap accueillie à la fois dans un centre et dans un logement agréé par la Commission communautaire française ou par un autre pouvoir public, le forfait en centre agréé par la Commission communautaire française est fixé à euro 0.

SOUS - SECTION 3 - CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA MISSION SPÉCIFIQUE

Art. 122. Par dérogation aux articles 117 et 118, 120 paragraphe 1^{er} à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes en situation de handicap en situation de répit s'établit à 5 euros par demi-jour de prise en charge.

La personne en situation de handicap âgée de moins de 21 ans obtient une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à 9.000 euros. La personne en situation de handicap n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

La personne en situation de handicap de 21 ans et plus bénéficie d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à 750 euros.

Art. 123. Pour la personne en situation de handicap accueillie à la fois dans un centre et dans un logement collectif adapté agréés par la Commission communautaire française ou par un autre pouvoir public, le forfait en centre agréé par la Commission communautaire française est fixé à euro 0.

Art. 124. Pour une personne en situation de handicap visée à l'article 119, la réception par sa famille d'un nouvel avertissement-extrait de rôle entraîne sa communication immédiate au centre aux fins de révision éventuelle de la contribution financière pour une année civile entière.

Art. 125. A titre exceptionnel, pour les personnes en situation de handicap visées à l'article 119, s'il est constaté que la contribution financière d'une personne en situation de handicap ne pourra être payée suite à une modification de la situation fiscale telle que les revenus disponibles de la famille ouvrent manifestement le droit à une réduction de la contribution financière, celle-ci lui est accordée. Cette réduction n'est plus accordée dès l'extinction du motif ayant justifié son octroi.

Art. 126. En cas de versement d'arriérés de revenus, la contribution financière d'une personne en situation de handicap sera corrigée avec effet rétroactif sur la période concernée et au prorata de sa présence dans le centre.

SECTION 4 – DOSSIER JUSTIFICATIF DES SUBVENTIONS

Art. 127. § 1^{er}. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

1° en ce qui concerne les frais de personnel :

- les comptes individuels des travailleurs ventilés par agrément, par fonction et par type de contrat (subventionné ou non subventionné) ;
- le détail des prestations irrégulières selon le modèle établi par le Service PHARE si ces dernières ne sont pas reprises dans les comptes individuels ;
- le détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée ;
- l'attestation C 450 bis de l'Office national de sécurité sociale ;
- l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel ;
- le décompte définitif de l'assurance-loi, pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le logement et le décompte des indemnités versées ;
- le décompte définitif de la médecine du travail ;
- un tableau récapitulatif des frais de personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût ;
- la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé ;

- le détail des indemnités versées dans le cadre des séjours extérieurs ;

- pour les travailleurs entrés en cours d'exercice : l'attestation de vacances délivrée par l'employeur précédent ;

2° en ce qui concerne les frais généraux et les frais personnalisés :

- la balance générale ;
- les tableaux des amortissements des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital ;
- le grand livre ou historique des charges et des produits ;
- le nombre de personnes accueillies sur une base annuelle moyenne.

3° en ce qui concerne le transport collectif :

- les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nombre de personnes handicapées transportées, leurs noms, leurs adresses et le nombre de kilomètres parcourus.

4° en ce qui concerne les contributions financières des personnes en situation de handicap :

- un relevé annuel des présences et des absences ;
- un relevé annuel des contributions mensuelles par personne handicapée et une synthèse annuelle globale ;
- la preuve du versement des 2/3 des allocations familiales ;
- en cas de réduction :

° Pour la personne en situation de handicap qui bénéficie exclusivement d'allocations familiales : un avertissement-extrait de rôle et le cas échéant, une copie de l'engagement sur l'honneur de la personne habilitée par le centre pour l'examen de ce dossier.

° Pour la personne en situation de handicap à partir de 21 ans : la preuve des revenus et le cas échéant, le justificatif d'une pension alimentaire, le relevé des honoraires d'un administrateur de biens et la preuve du paiement d'une contribution financière.

Les éléments justificatifs des décomptes des contributions financières sont consignés au centre.

Le Service PHARE peut compléter la liste des pièces sollicitées.

§ 2. Si le nombre de personnes en situation de handicap accueillies en centre sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au centre en vertu des articles 64 et 70 du décret sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base.

Art. 128. Le Service PHARE vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au centre. Le centre dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations.

A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du Service PHARE est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le Service PHARE transmet le décompte définitif de la subvention.

Art. 129. La contribution financière visée à la section 3 du présent chapitre est déduite de la subvention.

CHAPITRE 5 – CONVENTIONS PRIORITAIRES

Art. 130. Dans le cadre des places ouvertes en dehors de la capacité agréée de base d'un centre mais au sein de la capacité maximale d'un centre, la prise en charge de personnes en situation de handicap dont les besoins sont jugés prioritaires par l'équipe pluridisciplinaire fait l'objet d'un financement forfaitaire spécifique accordé au centre et précisé dans une convention dite " prioritaire " dont le modèle est fixé en annexe 4 du présent arrêté.

La convention prioritaire est signée entre le centre et la Commission communautaire française. Son existence ne modifie pas l'agrément accordé au centre par le Collège. Elle prend automatiquement fin au départ de la personne handicapée.

Art. 131. Pour éventuellement bénéficier d'une convention prioritaire, la demande de la personne en situation de handicap doit répondre aux critères suivants :

* l'urgence de l'accueil en centre en raison de l'importance du suivi et des soins que nécessite l'état physique, mental ou psychique de la personne en situation de handicap ;

* justifier l'un des motifs sociaux suivants :

- le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission ;
- la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne en situation de handicap ou de tiers ;
- la personne en situation de handicap a subi plusieurs exclusions ou de refus de prise en charge.

Art. 132. Les dispositions des articles 62 à 65 ainsi que l'article 29 s'appliquent à la personne en situation de handicap prise en charge dans le cadre d'une convention prioritaire.

Art. 133. Le financement forfaitaire accordé à un centre dans le cadre d'une convention prioritaire a pour objet de couvrir les frais supplémentaires de toute nature liés à la prise en charge de la personne en situation de handicap dont les coordonnées sont insérées dans la convention prioritaire.

Sur une base annuelle, ce financement équivaut pour une fréquentation à temps plein à maximum le coût moyen d'une place dans le centre concerné, fixé à la date de prise d'effet de la convention prioritaire et qui prend en compte l'évolution du personnel engagé en termes de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté. Le financement est réduit par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus dans la convention personnalisée.

La contribution financière de la personne en situation de handicap est déterminée en vertu des dispositions de la section 7 du chapitre 3 du présent arrêté.

Art. 134. Les conventions prioritaires sont à charge d'une allocation de base spécifique distincte de celle des centres au sein du budget du Service PHARE.

CHAPITRE 6 - DISPOSITION MODIFICATIVE

Art. 135. Le paragraphe 2 de l'article 38 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le montant maximum par an équivaut pour les centres à euro 1 820 multipliés par la capacité agréée. Dans les centres qui accueillent des enfants qui ne sont pas pris en charge dans un logement collectif adapté, un montant complémentaire maximum de 254 euros par an est octroyé pour chacun d'eux".

CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS ABROGATOIRES

Art. 136. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées est abrogé, à l'exception de son article 55, alinéas 5 et 6, en ce qui concerne les centres de jour pour enfants scolarisés visés par l'arrêté 99/262/E2 du 18 juillet 2002 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés.

Art. 137. En ce qui concerne les centres de jour, les articles 73, 74 et 75 de l'arrêté 99/262A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

CHAPITRE 8 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DEROGATOIRES ET FINALES

SECTION 1 – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DEROGATOIRES

Art. 138. § 1^{er}. Les centres agréés au 31 décembre 2023 restent agréés à partir du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au terme de la période d'agrément mentionnée dans la dernière décision d'agrément adoptée par le Collège à leur égard.

§ 2. Les centres ayant introduit une demande de renouvellement d'agrément avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis à la procédure d'agrément prévue au chapitre II de l'arrêté n° 2006/554 du 21 septembre 2006 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées.

§ 3. Par dérogation à l'article 13 de l'Arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018, fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, le délai d'introduction de la demande de renouvellement d'agrément est réduit à 6 mois pour les logements dont l'agrément se termine entre le 1^{er} juillet 2024 et 31 décembre 2024.

Art. 139. Par dérogation à l'article 61, les normes d'encadrement sont revues dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

SECTION 2 - DISPOSITIONS FINALES

Art. 140. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024 :

- 1° la section 4 du chapitre 5 du décret ;
- 2° les articles 16, 17, 62, 63, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 92, 94, 95, 102 et 119 du décret ;
- 3° le présent arrêté.

Art. 141. Les montants repris aux articles 105, 108, 109, 116, 119, 120, 122 dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2001.

A partir du 1^{er} juillet 2024, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2001}}$$

Art. 142. Le Membre du Collège chargé de la politique d'aide aux personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 février 2024.

Par le Collège :

B. TRACHTE,
Présidente du Collège de
la Commission communautaire française

R. VERVOORT,
Membre du Collège chargé de la
Politique d'aide aux personnes handicapées

Annexe 1 de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX ET DE LA SUBVENTION POUR FRAIS PERSONALISES DES CENTRES D'ACTIVITES DE JOUR

SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES	
1.	Soins
	Achats de biens pharmaceutique – Spécialités
	Achats de lunettes et autres prothèses de l'œil
	Achats de prothèses orthopédiques, acoustiques et voiturettes
	Achats de matériel disposable
	Achats d'accessoires et de produits de toilette
	Services extérieurs de toilette et de soins
2.	Education, rééducation et activités spécifiques
	Achats de biens et de services pour l'éducation, la rééducation et activités spécifiques
	Achats de matériel didactique
	Achats de matières premières pour activités artisanales
	Frais de défraiement de volontaires
3.	Transport et déplacements
	Accompagnement des personnes handicapées
	Personnes handicapées non accompagnées
4.	Alimentation
	Frais de restauration de la personne handicapée
	Achats de biens alimentaires
	Achats de services alimentaires
5.	Habillement
	Achat de vêtements
	Achats de petit matériel et petites fournitures pour vêtements
	Achats de chaussures et de produits d'entretien pour chaussures
	Achats de petit matériel et petites fournitures pour chaussures
	Services extérieurs d'entretien et de réparation de vêtements
	Services extérieurs de réparation de chaussures
6.	Vacances (c'est-à-dire séjours résidentiels hors logement)
	Locations (y compris charges locatives)
	Transports
	Loisirs
	Vacances achetées
7.	Lingerie
	Achats de petit matériel et fournitures de literie (draps et housses)
8.	Buanderie
	Achats de produits pour buanderie
	Services extérieurs de buanderie
9.	Informatique
	Entretien et réparations matériel informatique
	Fournitures informatiques
	Internet
	Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)
10.	Entretien et réparation voiturettes pour personnes handicapées

SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX	
1.	Soins
	Achats de biens pharmaceutiques - produits courants Achats de petit matériel de soin
2.	Alimentation
	Achats de petit matériel de cuisine
3.	Lingerie
	Achats de linge de maison Services extérieurs de réparation de literie
4.	Frais de gestion du personnel
	Frais de formation Abonnements aux revues professionnelles et documentation Frais de recrutement Secrétariat social
5.	Loyers et charges locatives
	Loyers immeubles Redevances emphytéotiques Charges locatives immeubles Location matériel et équipement
6.	Energie
	Mazout de chauffage Electricité Gaz Eau
7.	Entretiens et réparations
	<u>7.1. Terrains et constructions</u>
	Nettoyage Entretien et réparations extérieurs des bâtiments Entretien et réparations intérieurs des bâtiments Entretiens jardins
	<u>7.2. Installations</u>
	Entretien et réparations installations techniques Entretien et réparations installations et équipement de cuisine Entretien et réparations installations et équipement de buanderie Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical Entretien et réparations équipement médical et paramédical Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien Contrôles obligatoires opérés par des tiers
	<u>7.3. Mobilier et matériel roulant</u>
	Entretien et réparations mobilier Entretien et réparations matériel de bureau Entretien et réparations matériel informatique Entretien et réparations matériel roulant
8.	Assurances
	Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel Assurances vol, incendie et dégâts Assurances voitures et véhicules de l'institution Assurances omnium missions Autres assurances
9.	Transports, déplacements
	Carburant pour véhicules de service Locations véhicules de service Missions
10.	Autres frais de gestion générale
	Fournitures de bureau Fournitures informatiques Téléphone, fax Frais postaux Internet Frais de réunion des conseils et assemblées Frais de représentation Frais de défraiement de volontaire Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)

	Honoraires comptables externes Honoraires réviseur Honoraires avocats et notaires, à l'exclusion des honoraires liés au licenciement d'un travailleur Honoraires Conseiller en prévention Autres honoraires, à l'exclusion des honoraires liés au licenciement d'un travailleur Publicité, annonces et insertions Frais d'affiliation à divers organismes (plafonnés à 2000,00 euros)
11.	Amortissements
	Amortissements sur frais de premier établissement Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles Dotation aux amortissements sur constructions Dotation aux amortissements sur installations Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles
12.	Autres charges d'exploitation
	Précompte immobilier Taxe sur le patrimoine des A.S.B.L. Taxe de circulation Taxe et redevances radio-T.V. Taxes locales (immondices, égouts, etc.) Autres taxes et redevances
13.	Charges financières
	Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés Charges financières sur dettes à long terme Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement Charges financières sur dettes à court terme Frais bancaires
14.	Charges sur exercices antérieurs
	Rattrapage sur exercices antérieurs Services et biens divers Rémunérations charges sociales et pensions Amortissements Autres charges d'exploitation Charges financières

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Sont déduites des dépenses admissibles :

- les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles sont octroyées pour couvrir précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur ;

- les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant d'opérations d'appel de fonds privés, de vente de produits à l'extérieur du logement. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à ces opérations font l'objet des mêmes distinctions ;

- les charges relatives à l'organisation d'opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du logement. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2019/1419 du Collège de Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Annexe 2 de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Centre d'activités de jour	Agrément	Taux de charges patronales
ANAI5	CJA	50,03%
CENTRE ESPOIR ET JOIE	CJA	53,23%
CEP FOUGERES	CJA	52,87%
CLC LES PLATANES	CJA	51,92%
ESTREDA	CJA	51,84 %
FACERE	CJA	51,15%
FARRA STRATEGIE	CJA	53,33 %
FARRA MERIDIEN	CJA	51,92 %
HOPPA	CJA	51,92 %
IRSA (AUBIER)	CJA	49,85%
LA BASTIDE	CJA	51,74%
LA BRAISE	CJA	52,13%
LA FAMILLE	CJA	50,64%
LA FORESTIERE	CJA	52,09%
LA FORET	CJA	53,05%
LE GRAIN	CJA	51,91%
LE PRETEXTE	CJA	51,28%
LES TROPIQUES	CJA	49,92%
LES VRAIES RICHESSES	CJA	51,66%
SESAME	CJA	52,93%
CENTRE ARNAUD FRAITEUR	CJE	51,30 %
CREB EVEIL	CJE	51,69%
CREB SOLIDARITAS	CJE	51,49%
GRANDIR	CJE	50,73%
IRSA	CJE	51,30 %
WAR MEMORIAL	CJE	51,30%

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1419 du Collège de Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Annexe 3 de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

GRILLE D'ÉVALUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP EN CENTRE D'ACTIVITÉS DE JOUR PERMETTANT DE DÉTERMINER LEURS BESOINS SPÉCIFIQUES D'ENCADREMENT

A. Habilités adaptatives sociales	20 points
B. Aspects psychologiques	10 points
C. Habilités cognitives et intellectuelles	20 points
D. Habilités motrices et psychomotrices	20 points
E. Vie quotidienne	30 points

Total 100 points

Norme individuelle besoins vitaux (NI BV) : oui/non

Norme individuelle motrice (NIM) : oui/non

Norme individuelle vieillissement (NIVL /) : oui/non

Norme d'encadrement intensif complémentaire (NEIC) : oui/non

A. Habilités adaptatives sociales	Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
A.1: Adaptation du comportement.					
A.2: Référence au temps.					
A.3: Détermination des choix.					
A.4: Utilisation des services.					
A.5: Relation avec autrui.					
A.6: Recours à une aide.					
A.7: Participation à un ensemble d'activités collectives.					
A.8: Adaptabilité au changement					
Sous-total A			/40	/16	
Total A	<u>/ 2 = /20</u>			<u>/ 2 = / 8</u>	
B. Aspects psychologiques	Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
B.1: Reconnaissance et gestion de ses capacités et limites					
B.2: Reconnaissance de l'autre.					

B.3	Reconnaissance et expression des émotions.					
B.4	Gestion des pulsions.					
Sous-total B				/20	/8	
Total B		/ . 2= /10		/ . 2= /4		

C. Habilités cognitives et intellectuelles	Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
C.1	Compréhension.				
C.2	Expression.				
C.3	Lecture.				
C.4	Ecriture.				
C.5	Calcul.				
C.6	Mémorisation.				
C.7	Attention, Concentration				
C.8	Apprentissage				
C.9	Utilisation des acquis et des expériences				
Sous-total C				/45	/18
Total C		I. <u>X0,44= /20</u>		X0,44= /8	

D. Habilités motrices et Psychomotrices	Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
D.1	Mobilité.				
D.2	Dextérité.				
Sous-total D				/10	/4
Total D		X2= /20		X2= /8	

E. Vie quotidienne		Centre	Evaluateur	Synthèse	Accès	Vieillessement
E.1	Orientation dans l'espace.					
E.2	Habillage, déshabillage.					
E.3	Hygiène corporelle.					
E.4	Médication.					
E.5	Gestion de la santé					
E.6	Autonomie fonctionnelle à table.					
E.7	Temps libre					
E.8	Niveau d'initiative au quotidien					
E.9	Gestion de l'argent.					
E.10	Situation particulière à caractère médical					

E.11	Situation particulière à caractère comportemental					
Sous-total E				/55	/18	
Total E		X0,55= /30		X0,55= /		
TOTAL GENERAL		synthèse = /100				Total Accès X1,05
(Synthèse moins Total Accès)						/40
		/100				

Norme individuelle vieillissement (NIVL) Nombre de critères différents :

O Trouble de l'humeur O Besoin de calme O Maniaquerie O Anxiété

NIVL: Oui Non	NIBV : Oui Non	NIC : A B C	NIM : Oui Non	NEIC : Oui Non
---------------	----------------	-------------	---------------	----------------

Définition des items

A. Habiletés adaptatives sociales

A.1 Adaptation du comportement.

Adapte son comportement aux règles (lois, consignes, bon sens).

5. Tient compte de manière correcte des règles.
4. Adapte son comportement aux règles mais pas tout le temps ou nécessite des rappels occasionnels.
3. Adapte son comportement moyennant des rappels fréquents.
2. Adapte rarement son comportement aux règles et consignes.
1. Ne respecte pas les règles, les rejette systématiquement ou n'en n'a pas conscience

A.2 Référence au temps.

Anticipe ou organise le temps : années, mois, jours, heures et minutes ; passé, présent, avenir ; périodes de la journée (matin, journée, midi, après- midi, soirée, nuit)

5. Anticipe et planifie seul.
4. Anticipe seul et planifie moyennant l'aide d'un tiers.

3. Anticipe les événements importants de la semaine mais ne planifie pas.
2. Anticipe les événements importants de la journée mais ne planifie pas.
1. Ne révèle aucun comportement d'anticipation et de planification.

A.3 Détermination des choix.

Etablit ses choix en fonction des paramètres de la situation.

5. Tient compte de manière réfléchie des différents éléments en sa connaissance pour opérer un choix en toutes circonstances.
4. A un comportement de choix autonome pour la plupart des circonstances.
3. Doit être guidé pour établir un choix, sur le processus ou sur l'adéquation du choix.
2. Doit être guidé pour établir un choix, à la fois sur le processus et sur l'adéquation du choix. .
1. Manifeste ses choix de manière impulsive, irréfléchie et inadéquate, ou pas de notion de choix.

A.4 Utilisation des services.

Utilise des services publics et privés, commerciaux ou non.

5. Utilise seul tous les services de manière satisfaisante.
4. Utilise tous les services moyennant un accompagnement ou un recours à un service spécialisé limité occasionnel.
3. Utilise seul certains services simples.
2. Utilise certains services, moyennant un accompagnement.
1. N'utilise aucuns services, même accompagné.

A.5 Relation avec autrui.

Aisance à nouer, maintenir et conclure des contacts sociaux.

5. Noue, entretient et conclut des contacts sociaux positifs avec autrui, y compris dans un groupe.
4. Noue, entretient et conclut des contacts sociaux mais pas toujours de manière adéquate.

3. Initie et répond aux contacts mais d'une manière limitée ou sur un mode élémentaire.
2. Répond aux contacts d'autrui lorsqu'il est sollicité mais ne les poursuit pas, ou pas toujours de manière adéquate.
1. N'entre pas en relation avec autrui ou le fait toujours de manière inadéquate.

A.6 Recours à une aide.

En fonction d'une situation nécessitant une aide, fait appel à un tiers.

5. Recourt spontanément à l'aide nécessaire en toute situation
4. Recourt à l'aide nécessaire, uniquement dans les situations connues, habituelles.
3. Recourt rarement à une aide en cas de nécessité, même dans des situations connues, habituelles.
2. Entrepren des démarches inadéquates pour obtenir de l'aide. (Ex : Demande de l'aide alors qu'elle n'est pas nécessaire).
1. Ne recourt jamais à une aide.

A.7 Participation à un ensemble d'activités collectives.

Présent, participe activement ou passivement à l'activité collective.

5. Participe activement et avec intérêt sans aide.
4. Participe activement moyennant l'intervention ponctuelle d'un tiers.
3. Ne participe pas mais accepte d'être présent sans perturber l'activité et sans l'aide d'un tiers.
2. Est présent ou participe à une activité moyennant l'intervention constante d'un tiers mais sans perturbation constante.
1. Perturbe l'activité collective.

A.8 Adaptabilité au changement.

S'adapte, fait preuve d'une tolérance psychologique aux changements du cadre de vie (lieux, personnes, activités, ...) sans présenter des comportements extravagants, hors mesure.

5. S'adapte bien à tout changement.
4. S'adapte sans trop de difficultés à un changement.
3. S'adapte avec aide et soutien préparés et progressifs à un changement.

2. S'adapte très difficilement au moindre changement malgré une aide et un soutien.

1. Ne s'adapte à aucun changement malgré une aide et un soutien.

B. Aspects psychologiques.

B.1 Reconnaissance et gestion de ses capacités et de ses limites.

5. Reconnaît et gère ses capacités et ses limites de manière autonome.

4. Reconnaît et gère ses capacités et ses limites moyennant une aide occasionnelle d'un tiers.

3. Reconnaît et gère ses capacités et ses limites moyennant une aide soutenue d'un tiers.

2. Est confus ou adopte des comportements ambivalents par ses capacités et ses limites.

1. Pas de reconnaissance ni de gestion de ses capacités et ses limites même avec l'aide d'un tiers.

B. 2 Reconnaissance de l'autre. (Son corps, son être, ses biens)

Rapport à soi et aux autres.

5. Tient compte de l'autre et le respecte : il interagit de manière positive et constante.

4. Agit en tenant compte de l'autre de manière inconstante. Il interagit de manière inconstante mais de manière positive.

3. Reconnaît peu ou pas l'autre. Est passif et a peu d'interactions mais celles-ci sont positives

2. Reconnaît l'autre mais n'en crée pas d'interaction ou adopte un comportement d'évitement. L'interaction peut être négative

1. Ne reconnaît pas l'autre, ne le considère que comme un simple prolongement. L'aspect fusionnel prédomine.

B.3 Expression des émotions.

Reconnaît ses émotions (peur, colère, joie, tristesse) et les exprime

5. Exprime de manière adéquate ses émotions.

4. Exprime ses émotions mais se laisse envahir à certains moments.

3. Manifeste une inadéquation entre l'émotion vécue et son expression

2. N'exprime pas ou peu, ou refuse d'exprimer ses émotions.

1. Se laisse envahir par ses émotions sans en être conscient (labilité émotionnelle).

B.4 Gestion des pulsions.

Contrôle ses pulsions (agressivité, violence, pulsions sexuelles, ...) Passage à l'acte.

5. Est habituellement capable de contrôler ses pulsions.
4. Réagit impulsivement de manière verbale ou symbolique, puis est capable de prendre distance.
3. Manifeste occasionnellement un des états décrits aux points 2 et 1.
2. Manifeste régulièrement et de manière intense un état de crise (colère, agitation, stéréotypes, angoisse,...).
1. Manifeste régulièrement et de manière intense un comportement destructif, de l'agressivité ou de la violence vis-à-vis de lui-même, des autres et/ou de son environnement.

C. Habilités cognitives et intellectuelles.

C.1 Compréhension.

Comprend un message non écrit.

5. Comprend immédiatement tout message, même complexe.
4. Comprend un message complexe (par exemple : plusieurs consignes ou message abstrait) moyennant certaines explications.
3. Comprend un message simple.
2. Comprend un message simple moyennant des explications ou des moyens dérivés (outils).
1. Ne manifeste aucune compréhension d'un message simple (par exemple : une seule consigne).

C.2 Expression.

Transmet un message non écrit cohérent.

5. Transmet correctement un message complexe de manière verbale : construction logique des phrases, messages immédiatement compréhensibles (éventuellement abstraits).
4. Transmet un message complexe (par exemple : plusieurs consignes ou message abstrait) avec un support technique ou l'aide d'un tiers.
3. Transmet un message simple éventuellement avec un support technique ou l'aide d'un tiers.
2. Transmet un message simple mais avec peu ou pas de cohérence, ou uniquement quelques mots.

1. Ne transmet pas de message identifiable, décodable par l'interlocuteur.

C.3 Lecture.

Utilise la lecture dans des situations de vie courante.

5. Lit couramment et comprend le sens du texte.
4. Déchiffre un texte et comprend le sens moyennant une aide technique (braille,...) ou une aide ponctuelle.
3. Déchiffre un texte mais n'en comprend pas entièrement le sens, malgré une aide éventuelle.
2. Décode quelques mots, pictogrammes ou symboles, et les comprend.
1. Ne décode aucun mot, ni pictogramme, ni symbole.

C.4 Ecriture.

Utilise l'écriture dans des situations de vie courante.

5. Rédige normalement.
4. Rédige normalement avec un support technique ou avec l'aide d'un tiers.
3. Rédige des phrases simples.
2. Ecrit son nom et quelques mots clés.
1. N'écrit pas ou ne peut que signer

C.5 Calcul.

Maîtrise des opérations arithmétiques fondamentales, sans calculatrice.

5. Maîtrise les 4 opérations arithmétiques sans difficultés.
4. Maîtrise les 4 opérations arithmétiques avec difficulté.
3. Effectue des calculs simples (additions et soustractions) sans difficultés.
2. Effectue des calculs simples (additions et soustractions) avec difficultés.
1. N'a pas la notion de nombre.

C.6 Mémorisation.

Retient une information, un événement.

5. Restitue les événements passés et retient sans difficulté tout message, même complexe.
4. Restitue une majorité d'événements passés ou récents moyennant un support technique ou l'aide d'un tiers.
3. Restitue une faible partie d'événements passés ou récents
2. Restitue le temps de son utilisation immédiate une information récente.
1. Ne restitue ni des événements ni les messages passés ou récents . Oublie tout, tout le temps

C.7 Concentration.

Maintient son attention sur des activités diverses, en tenant compte de la motivation et du plaisir.

5. Maintient son attention sur une activité au moins 1 heure.
4. Maintient son attention sur une activité au moins 30 minutes.
3. Maintient son attention sur une activité au moins 15 minutes.
2. Maintient son attention sur une activité au moins 5 minutes.
1. Est constamment inattentif.

C.8 Apprentissage.

Capacité à apprendre.

5. Retient la marche à suivre de plusieurs activités différentes même complexes. Applique aisément une explication donnée une fois. Analyse, anticipe et résout une difficulté pas trop importante.
4. Retient la marche à suivre de plusieurs activités différentes, retient les explications données clairement une fois. Résout seul les difficultés simples déjà rencontrées et évite qu'elles ne se reproduisent.
3. Retient la marche à suivre de plusieurs activités différentes, retient les explications données plusieurs fois. Après avoir rencontré plusieurs fois la même difficulté et reçu une aide extérieure, finit par la résoudre seul.
2. Retient la marche à suivre uniquement pour un nombre réduit d'activités.
1. Oublie d'un jour à l'autre ce qu'on lui apprend, a besoin de nouvelles explications chaque jour.

C.9 Utilisation des acquis et des expériences.

Tire profit des acquis et expériences.

5. Adapte spontanément son comportement en fonction des acquis et des expériences vécues et en fait un usage adéquat.
4. Adapte son comportement en fonction d'expériences souvent répétées et fait usage partiel de ses acquis.
3. Adapte son comportement et utilise ses acquis et ses expériences si un tiers lui rappelle les expériences passées et/ou apporte des explications complémentaires.
2. Adapte très faiblement même avec l'aide d'un tiers son comportement en fonction des acquis et des expériences vécues.
1. Ne tire aucun profit des acquis et des expériences vécues.

D. Habilités motrices et psychomotrices.**D.1 Mobilité.**

Se déplace, se maintient et change de positions.

5. Se déplace debout et change de position sans aide technique ni intervention d'un tiers dans toutes les situations.
4. Se déplace debout et change de position, éventuellement avec une aide technique, sans intervention d'un tiers, lui permettant de satisfaire la majorité des besoins quotidiens.
3. Se déplace et change de position avec une aide technique, sans intervention d'un tiers lui permettant de satisfaire la majorité des besoins quotidiens.
2. Se déplace et change de position avec l'intervention d'un tiers, et/ou d'une aide technique éventuelle, lui permettant de satisfaire la majorité des besoins quotidiens.
1. Ne maintient que la position couchée, ou se déplace et change de position avec l'intervention impérative d'un tiers et d'une aide technique lui permettant de satisfaire la majorité de ses besoins quotidiens.

D.2 Dextérité.

Adresse et habilité manuelle efficace dans la vie quotidienne.

5. Manipule, tient et lâche sans difficulté, y compris de petits objets, à une ou deux mains et sans aide technique.
4. Manipule, tient et lâche la plupart des objets, à une ou deux mains sans aide technique.

3. Prend, tient et lâche avec une aide technique importante ou l'aide d'un tiers.
2. Tient certains objets avec l'intervention impérative d'un tiers et éventuellement l'aide d'une aide technique, mais ne peut les manipuler.
1. N'accède à aucune préhension ni manipulation.

E. Vie quotidienne.

E.1 Orientation dans l'espace (retrouver ou trouver son chemin)

S'oriente et/ou se déplace seul en milieu connu et inconnu.

5. S'oriente correctement dans tous les milieux.
4. S'oriente dans tous les milieux connus avec aide matérielle et/ou intervention préalable d'un tiers (explication, montrer un plan,...).
3. S'oriente uniquement en milieux connus
2. S'oriente difficilement en milieux connus, même avec une aide matérielle et/ou préalable d'un tiers.
1. Ne s'oriente pas dans l'espace.

E.2 Habillage, déshabillage.

S'habille, se déshabille avec ou sans aide technique.

5. S'habille correctement seul, dans un ordre logique et sait se chausser.
4. S'habille seul mais nécessite à certaines étapes l'intervention d'un tiers (boutonner, fermer ou ouvrir une tirette, boucler, nouer, ...).
3. Enfile chaque vêtement sous la supervision permanente d'un tiers.
2. Participe à son habillage en tendant bras et jambes.
1. Ne s'habille ni ne se chausse.

E.3 Hygiène corporelle (y compris propreté sphinctérienne)

Assure les soins corporels et son hygiène intime.

5. Accomplit sa toilette complète (lavabo, douche, bain) sans aide.
4. Accomplit sa toilette complète mais nécessite une supervision et des conseils (hygiène intime).

3. Assure son hygiène corporelle élémentaire, mais a besoin de l'aide d'un tiers (contrôle, directives, adéquation des ustensiles, et produits) ou d'une aide technique.
2. Participe à sa toilette avec l'aide d'un tiers ou d'une aide technique.
1. Est entièrement dépendant d'autrui pour son hygiène personnelle.

E.4 Médication.

Gère et prend un traitement médicamenteux régulier ou occasionnel.

5. Utilise correctement des produits pharmaceutiques de base. Comprend et suit un traitement médicamenteux en quantité et dans le temps.
4. Comprend et suit un traitement médicamenteux, sous la supervision d'un tiers quant à la quantité et au temps (p.ex. : semainier).
3. Sait qu'il suit un traitement médicamenteux, le rappelle mais ne le prend pas à son initiative.
2. Est totalement dépendant d'un tiers pour sa médication (car oublie ou ne fait pas le bon choix).
1. Est totalement dépendant d'un tiers pour sa médication et présente des difficultés pour l'ingérer.

E.5 Gestion de la santé physique et mentale

Adopte des comportements préventifs, reconnaît, manifeste et situe une souffrance, et prend une médication.

5. Gère adéquatement sa santé
4. Nécessite la supervision occasionnelle d'un tiers pour gérer sa santé
3. Nécessite fréquemment des rappels ou de l'aide.
2. Est totalement dépendant d'un tiers pour gérer sa santé
1. Multiplie les comportements à risque ou refuse soins et médication.

E.6 Autonomie fonctionnelle à table.

Se sert, coupe ses aliments, s'alimente (aliments solides et/ou liquides) et respecte l'hygiène de base (sans tenir compte des aspects relationnels et comportementaux.)

5. Est entièrement autonome à table.
4. Nécessite une aide occasionnelle (à certains repas et pas à d'autres) d'un tiers.

3. Nécessite une aide technique et/ou l'intervention d'un tiers à une des étapes et ce, à tous les repas.
2. Nécessite une aide technique et/ou l'intervention d'un tiers à la plupart des étapes.
1. Nécessite l'intervention permanente d'un tiers pour toutes les étapes du repas.

E.7 Utilisation ou occupation du temps libre.

S'organise et s'occupe en dehors des activités organisées.

5. Organise ses temps libres et s'occupe seul.
4. Organise ses temps libres et s'occupe seul moyennant une présence occasionnelle
3. Organise et/ou occupe ses temps libres moyennant la présence permanente d'un tiers..
2. S'occupe seul pendant une période limitée moyennant des consignes précises et la présence d'un tiers (présence proche).
1. Ne peut à aucun moment être laissé à lui-même car interfère de manière négative avec les autres ou se met en situation de danger.

E.8 Niveau d'initiative au quotidien.

Prend une initiative et la concrétise.

5. Prend et concrétise des initiatives adéquates en toutes circonstances.
4. Prend et concrétise des initiatives adéquates dans certaines circonstances particulières.
3. Prend et concrétise des initiatives limitées avec l'aide d'un tiers mais pas toujours adéquates aux circonstances.
2. Prend rarement des initiatives ou aucunes ou ne peut les concrétiser.
1. Prend trop d'initiatives inadéquates sans tenir compte de l'environnement et des conséquences. Prend fréquemment ou toujours des initiatives inadéquates

E.9 Gestion de l'argent.

Comprend la notion de l'argent et l'utilise.

5. Gère de manière autonome son budget.
4. Gère moyennant l'aide d'un tiers son budget hebdomadaire.
3. Gère moyennant l'aide d'un tiers son budget quotidien (la notion de valeur est présente).

2. Manipule l'argent sans avoir une notion précise de sa valeur (a cependant conscience qu'il faut de l'argent pour faire une transaction).

1. N'a pas la notion de l'argent.

E.10 Situation particulière à caractère médical pour laquelle l'absence d'intervention entraîne un risque

Situations particulières à risque de jour et/ou de nuit nécessitant l'intervention d'un tiers (épilepsie, difficulté respiratoire, sondage, gavage, énurésie ou besoin d'aide pour aller aux toilettes, encoprésie, prothèse auditive ...).

5. Ne nécessite aucune intervention.

4. Nécessite une intervention ponctuelle et/ou la demande.

3. Nécessite une intervention ponctuelle et récurrente.

2. Nécessite des interventions importantes et répétées jour ou nuit.

1. Nécessite des interventions importantes et répétées jour ou nuit.

E.11 Situation particulière à caractère comportemental pour laquelle l'absence d'intervention entraîne un risque.

Situations particulières à risque de jour et/ou de nuit nécessitant l'intervention d'un tiers (angoisse, automutilation, passage à l'acte violent et dangereux, ...).

5. Ne nécessite aucune intervention.

4. Nécessite une intervention ponctuelle et/ou la demande.

3. Nécessite une intervention ponctuelle et récurrente.

2. Nécessite des interventions répétées le jour ou la nuit.

1. Nécessite des interventions importantes et répétées jour ou nuit.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1419 du Collège de Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

La Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Annexe 4 de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

MODELE DE CONVENTION PRIORITAIRE

Convention relative à l'octroi d'une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire d'une personne en situation de handicap

Entre

La Commission communautaire française
Rue des Palais 42 à 1030 Bruxelles
représentée par
ci-après dénommée la Commission,

et l'ASBL " " pour le centre d'activités de jour : " "
sis à Bruxelles,

représenté par :

ci-après dénommé le centre;

Vu le chapitre V de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La Commission accorde au centre à partir du; jusqu'au 31 décembre, une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire de la personne handicapée dont les coordonnées suivent :

Nom :

Adresse : à Bruxelles N° SH :

Elle prend automatiquement fin au départ de la personne en situation de handicap.

Art. 2

Les dispositions des articles 62 à 65 de de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée s'appliquent au centre.

Art. 3

Les dispositions des articles 11 à 27 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée s'appliquent au centre.

Art. 4

La subvention s'élève à ... euro sur une base annuelle pour une fréquentation à temps plein. Le financement est réduit de dixième en fonction du nombre de demi-jours d'absence prévus dans la convention personnalisée.

Elle est allouée dans le cadre de l'article budgétaire du budget du Service PHARE pour l'année 20...

Art. 5

La subvention visée à l'article 4 est liquidée par avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée.

Art. 6

Elle est justifiée par des dépenses relatives aux frais généraux, aux frais liés à la personne handicapée et aux frais de personnel se rapportant à la prise en charge prioritaire de la personne handicapée visée à l'article 1^{er}.

Art. 7

Un dossier justificatif relatif à ces dépenses doit parvenir à l'administration au plus tard le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est accordée. Il intègre la déduction des contributions financières perçues auprès de la personne handicapée visée à l'article 1^{er}.

Ce dossier justificatif comprend :

1. le compte de résultats accompagné du rapport du réviseur ;
2. le grand livre des charges et produits ;
3. le(s) compte(s) individuel(s) des travailleurs affectés à cette prise en charge prioritaire.

Art. 8

Les dépenses admises au titre des frais généraux et des frais liés à la personne handicapée sont visées à l'annexe 1 de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Les dépenses admises au titre des frais de personnel sont visées à l'article 91 de l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Art. 9

Si le contrôle du dossier justificatif laisse apparaître un montant justifié inférieur à la subvention octroyée, la différence sera récupérée selon les modalités définies par la Commission.

Fait à Bruxelles, le ...

Pour la commission communautaire française,
Pour le centre,
(signatures)

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1419 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'activités de jour mettant en œuvre la section 4 du chapitre 5 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

Le Ministre,

Membre du Collège
chargé de la Politique d'Aide aux
Personnes handicapées

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/002731]

8 FEBRUARI 2024. — Besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 16, 17, 46, 47, 59, 60, 70, 71, 72, 74,75, 77, 89, 95, 112 en 119;

Gelet op het decreet van 29 oktober 2010 betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen;

Gelet op het besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, artikelen 73 tot 75;

Gelet op het besluit 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen;

Gelet op het besluit 2017/626 van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 20 juni 2023;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 20 juni 2023;

Gelet op het advies van de afdeling “personen met een handicap” van de Franstalige Brusselse adviesraad voor bijstand aan personen en gezondheid, gegeven op de zitting van 6 september 2023;

Gelet op het advies van het intrafranstalige ministerieel comité voor overleg inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, bedoeld in de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen dat naar de Raad van State werd gestuurd op 13 december 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen die termijn werd meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juli 2023;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, gegeven op 7 juli 2023;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 46, 59 en 60;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. - ALGEMENE BEPALINGEN EN DEFINITIES

Artikel 1. Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

2° het Lid van het College: het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat bevoegd is voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap;

3° de vzw: de vereniging zonder winstoogmerk, bepaald in artikel 2, 13° van het decreet, die een aangepaste collectieve woonomgeving inricht;

4° het centrum: het dagactiviteitencentrum bedoeld in de artikelen 46, 4°, 59 en 60 van het decreet;

5° het multidisciplinaire team: het team bedoeld in artikel 12, eerste lid van het decreet;

6° het NM-besluit: het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

7° het Plan Tandem: de voorziening voor de inrichting van het einde van de loopbaan die tot stand gebracht is door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009 binnen het paritair subcomité 319.02;

8° de erkende basiscapaciteit: de maximale capaciteit die voor subsidiëring in aanmerking komt;

9° de maximale opvangcapaciteit: de capaciteit bepaald op basis van de normen met betrekking tot de infrastructuur zoals bepaald in afdeling 2 van hoofdstuk 3 en overeenkomstig de bepalingen van het verslag bedoeld in artikel 4, 13° van het besluit van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld

in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, dat wil zeggen het aantal personen dat op eenzelfde moment per infrastructuur kan worden opgevangen;

10° de opgevangen persoon met een handicap: de persoon met een handicap die opgevangen wordt in een centrum op basis van een gunstige beslissing tot ondersteuning van het multidisciplinaire team en met inachtneming van de voorwaarden die in deze beslissing zijn vastgesteld;

11° het kind: persoon die tussen 0 en 18 jaar oud is;

12° de jongere: persoon die tussen 16 en 25 jaar oud is;

13° de volwassene: persoon van 18 jaar of ouder;

14° VTE: voltijdse equivalent, zoals vastgesteld in artikel 36, § 1, van dit besluit;

15° het decreet van 29 oktober 2010: het decreet van 29 oktober 2010 betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen;

16° het besluit 2011/149 van 14 juli 2011: het besluit 2011/149 van 14 juli 2011 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de inrichting van dagcentra, verblijfscentra en centra voor begeleid wonen en de organisatie van vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap door de begeleidingsdiensten evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de grote herstellingen, de verbetering van de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit, de uitrusting en de eerste meubilering van die gebouwen.

HOOFDSTUK 2 – OPDRACHTEN VAN DE CENTRA

AFDELING 1 - ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 3. Een centrum wordt opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 59 van het decreet om de onder artikel 60 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen. Het is bestemd voor hetzij volwassenen, hetzij niet-schoolgaande kinderen en jongeren.

Het centrum staat het hele jaar door in voor de voltijdse of deeltijdse opvang, bij voorkeur overdag, van personen met een handicap waarbij voorzien wordt in een middagmaal.

AFDELING 2 - SPECIFIEKE OPDRACHTEN

Art. 4. § 1. Buiten de erkende basiscapaciteit maar binnen de grenzen van de maximale capaciteit kan een vzw verzoeken om voor korte periodes een bepaald aantal plaatsen te reserveren voor personen met een handicap.

§ 2. Binnen de grenzen van zijn erkende basiscapaciteit kan een centrum voor korte periodes opvang voor personen met een handicap organiseren.

§ 3. Een persoon met een handicap die voor korte periodes in een centrum verblijft, kan maximaal 90 dagen per kalenderjaar van deze regeling gebruik maken, gespreid over een of meerdere periodes.

Overeenkomstig artikel 3, 3° van het decreet wordt met de opvang gedurende korte periodes beoogd om de autonomie te ontwikkelen van de persoon met een handicap die opgevangen wordt. Bijkomend aan de eerste doelstelling wordt beoogd kort verblijf toe te staan aan de verzorgers die dicht bij de persoon met een handicap staan.

HOOFDSTUK 3 - ERKENNINGSNORMEN

AFDELING 1 - KWALITEITSNORMEN

Art. 5. Het centrum onderwerpt zich aan de evaluaties, bezoeken en controles die door de overheden georganiseerd worden en verstrekt hen ieder document dat vereist is voor de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 6. In naleving van de bepalingen die in artikel 74 van het decreet bepaald zijn, vermeldt ieder document dat van het centrum afkomstig is de naam van het centrum, de naam van de vzw indien die verschillend is, het ondernemingsnummer, het adres van de activiteitenzetel, het adres van de maatschappelijke zetel indien die verschillend is, de verleende erkenning en de datum van opstelling van het document.

Art. 7. Het centrum zorgt ervoor dat de personen met een handicap en hun wettelijke vertegenwoordigers toegang hebben tot de documenten die voor hen bestemd zijn en op zijn minst tot: het collectieve project, het huishoudelijk reglement, de geïndividualiseerde overeenkomst en het geïndividualiseerde project.

Art. 8. Naast de wettelijk verplichte verzekeringen sluit de vzw voor het centrum de volgende verzekeringen af:

1° burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder zijn verantwoordelijkheid verricht worden, met inbegrip van de externe samenkomsten, en voor de vrijwilligers die het tewerkstelt;

2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;

3° brand en diefstal voor het gebouw en het meubilair.

Art. 9. Het centrum werkt mee aan de externe wetenschappelijke evaluatie betreffende de uitvoering van de beginselen van het decreet zoals bedoeld in diens artikel 103.

Art. 10. Het centrum staat het hele jaar door in voor de opvang van personen met een handicap. Het centrum is minstens acht uur per dag open en verstrekt minstens zes uur zinvolle en gevarieerde activiteiten die aangepast zijn aan de behoeften en interesses van de personen die opgevangen worden, het middagmaal inclusief.

Het centrum is tijdens het weekend en op feestdagen gesloten, behoudens uitzonderingen bepaald in het collectieve project zoals bedoeld in artikel 28.

Het collectieve project kan andere sluitingsperiodes vastleggen, voor zover er door het centrum een andere oplossing wordt geboden voor de opvang van de personen met een handicap die erom verzoeken.

AFDELING 2 - NORMEN IN VERBAND MET DE INFRASTRUCTUUR

Art. 11. Het centrum is gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 12. Het centrum beschikt over lokalen waar:

1° op de plaats van zijn activiteitenzetel de opdrachten die in de artikelen 59 en 60 van het decreet omschreven zijn, tot stand gebracht kunnen worden;

2° een individueel gesprek met een persoon met een handicap die opgevangen wordt verzekerd kan worden met inachtneming van de vertrouwelijkheid.

Art. 13. Het centrum verzekert de toegankelijkheid van de gebouwen door rekening te houden met de specifieke kenmerken van de personen met een handicap die opgevangen worden.

Art. 14. De maximale opvangcapaciteit mag niet overschreden worden. Deze kan verschillen van de erkende basiscapaciteit.

Art. 15. Het centrum neemt de nodige maatregelen om brand te voorkomen en te bestrijden en om de bewoners te evacueren in geval van brand.

Art. 16. De gebouwen van het centrum worden regelmatig onderhouden en vochtigheid of insijpeling van water wordt bestreden.

Art. 17. In alle weersomstandigheden wordt een temperatuur van minstens 19°C behouden in de leef- en activiteitenruimten. De temperatuur moet met name verhoogd worden afhankelijk van de behoeften van de personen met een handicap.

Art. 18. Er wordt op toegezien dat alle ruimten verlucht worden.

Art. 19. Er wordt op toegezien dat alle ruimten verlicht zijn.

Deze verlichting moet op zijn minst in de leef- en activiteitenruimten natuurlijk van aard zijn voor de in artikel 24 vermelde minimale oppervlakten.

Art. 20. De faciliteiten van het centrum zijn aangepast aan de behoeften van de personen met een handicap en de leefruimte aan de specifieke beperkingen die de handicap met zich meebrengt.

Art. 21. De sanitaire voorzieningen zijn gemakkelijk toegankelijk in het centrum.

Art. 22. Naast de voorzieningen bestemd voor het personeel beschikt het centrum op zijn minst over:

a) een aangepaste wasruimte met een bad of douche met warm en koud water en een kleedruimte waar men zich in alle intimiteit kan omkleeden;

b) een toilet voor zeven personen met een handicap;

Voor de bezoekers zijn er aparte toiletten.

Art. 23. Indien het centrum beschikt over een washok of een linnenkamer, wordt dit lokaal zodanig ingericht dat het geen geur- noch dampvinder veroorzaakt en dat er geen onderbreking is van de aan- en afvoerleidingen; het mag niet aan de verpleeglokalen noch aan de keuken aanpalen.

Art. 24. § 1. De oppervlakte van de leef- en activiteitenruimten die toegankelijk zijn voor de personen met een handicap mag niet kleiner zijn dan 4 m² per persoon.

§ 2. Voor de centra die een aanvraag voor een eerste erkenning ingediend hebben en waarvoor op het ogenblik dat het onderhavige besluit in werking treedt nog geen principeakkoord gesloten werd krachtens het decreet van 29 oktober 2010 en zijn uitvoeringsbesluit van 14 juli mag de oppervlakte van de leef- en activiteitenruimten die toegankelijk zijn voor de personen met een handicap niet kleiner zijn dan 8 m² per persoon.

Art. 25. Indien binnen dezelfde infrastructuur een centrum en een woonomgeving worden georganiseerd, dan kunnen, voor zover deze instellingen erover beschikken, de lokalen bestemd voor het beheer, de sociale dienst, de psychologische raadpleging, de verpleging en de revalidatie gemeenschappelijk zijn.

Art. 26. Een centrum kan bestaan uit meerdere vestigingen. Elke vestiging moet evenwel opvang bieden aan minimaal 5 personen met een handicap.

Art. 27. In het kader van de erkenningsprocedure, de procedure van de hernieuwing van de erkenning of de wijziging van de erkenning en in naleving van de bepalingen van het besluit 2017/626 van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, kan het College, op met redenen omkleed verzoek van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer, gevoegd bij het erkenningsdossier, het dossier van hernieuwing van de erkenning of van wijziging van de erkenning, na gelijkkluidend advies van de Afdeling "Gehandicapte Personen" van de Adviserende raad, afwijkingen toestaan aan de architecturale normen die door dit besluit worden vastgesteld.

AFDELING 3 - NORMEN IN VERBAND MET DE ORGANISATIE**ONDERAFDELING 1 - COLLECTIEF PROJECT**

Art. 28. Het centrum stelt een collectief project op. Daarin staat op zijn minst het volgende vermeld:

1° de waarden waarop de opdrachten van het centrum gebaseerd zijn;

2° de opdrachten en het doelpubliek;

3° het dienstenaanbod;

4° de beschrijving van het centrum en de werkingsregels ervan;

5° de methoden voor de organisatie van het werk, met de bedoeling het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;

6° de modaliteiten voor de participatie van de personen met een handicap, zoals bedoeld in artikel 71, eerste lid, 3° van het decreet;

7° de modaliteiten voor de participatie aan gemeenschapsacties, bedoeld in artikel 71, eerste lid, 4° van het decreet;

8° de modaliteiten voor het uitbouwen van een netwerk, bedoeld in artikel 71, eerste lid, 5° van het decreet;

9° de modaliteiten voor de evaluatie van het individueel project van de personen met een handicap, met inbegrip van hun participatie.

Telkens wanneer nodig zal het collectieve project de specifieke bepalingen onderscheiden met betrekking tot de opvang voor korte periodes, de crisisopvang en de dagopvang.

Dit document wordt opgesteld en minstens om de vijf jaar herzien in overleg met de personeelsleden.

ONDERAFDELING 2 - WERKING

Art. 29. Het centrum beschikt over:

1° een elektronisch adres, een antwoordapparaat en elk aangepast communicatiemiddel dat de personen toelaat een boodschap achter te laten buiten de openingsuren van het centrum;

2° een website met informatie over het centrum, die regelmatig wordt geüpdatet en die toegankelijk is voor de doelgroep.

AFDELING 4 - NORMEN IN VERBAND MET HET PERSONEEL

ONDERAFDELING 1 - ALGEMENE NORMEN

Art. 30. De personeelsleden van het centrum stemmen overeen met de functies en beantwoorden aan de diplomaverenissen die worden bepaald door bijlage III van het NM-besluit.

Het multidisciplinaire karakter van het begeleidingspersoneel wordt gegarandeerd.

Art. 31. Iedere bezoldigde functie binnen het centrum is onverenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 32. Bij de eerste aanwerving van een lid van het begeleidingspersoneel, dat het personeel vermeld in de artikelen 34 en 36 omvat, beschikt het centrum over een door het personeelslid bezorgd uittreksel uit het strafregister waarvan de afgifte datum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. Het centrum evalueert of het personeelslid de functie waarvoor hij of zij zich kandidaat stelt, mag uitoefenen en neemt daarbij de specifieke kenmerken van de personen met een handicap in aanmerking.

Art. 33. Het centrum houdt een individueel dossier bij dat voor elk personeelslid toegankelijk is.

Het dossier bevat op zijn minst:

1° de arbeidsovereenkomst die het centrum en de werknemer aan elkaar verbindt, met inbegrip van de latere wijzigingen hiervan;

2° een afschrift van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;

3° de attesten die de anciënniteit aantonen;

4° de opleidingen die de werknemer sinds zijn of haar aanwerving gevolgd heeft;

5° elk document in verband met de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheid.

Art. 34. De vrijwilligers voeren hun activiteiten uit ter ondersteuning van het personeel van het centrum.

Een vrijwilligersovereenkomst regelt hun verhoudingen met het centrum conform de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Het centrum bewaart een afschrift van de individuele overeenkomsten.

Art. 35. Het centrum staat in voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden en de vrijwilligers in verband met de uitoefening van de opdrachten bepaald in hoofdstuk II.

ONDERAFDELING 2 - SPECIFIEKE NORMEN

ONDERAFDELING 2.1 - ALGEMEENHEDEN

Art. 36. § 1. De omkaderingsnormen van het centrum worden berekend op basis van een voltijds equivalent waarvan de wekelijkse arbeidsduur op 37 uur is vastgesteld.

Bij afwijking is de wekelijkse arbeidsduur voor de dokters die aangenomen zijn onder arbeidscontract vóór 1 januari 2003 vastgesteld op 24 uur.

§ 2. De controle van de voldoening aan de omkaderingsnormen kan op elk moment van het jaar uitgevoerd worden.

Om deze controle uit te voeren wordt geen rekening gehouden met de arbeidsduurvermindering die krachtens de bepalingen van titel IV van het NM-besluit individueel aan het personeel van de centra werd toegekend.

§ 3. De personeelsleden worden over de volgende vijf categorieën verdeeld:

1. het psychosociaal, paramedisch en educatief team;

2. het technisch personeel;

3. het medisch personeel;

4. het directiepersoneel;

5. het administratief en boekhoudkundig personeel.

§ 4. Overeenkomstig wat bepaald is in artikel 9, § 2, 2° van het bovengenoemde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018, is de erkende basiscapaciteit waarmee voor de vaststelling van de omkaderingsnormen rekening is gehouden, de erkende basiscapaciteit die aan het einde van de in de erkenningsbeslissing van het College opgenomen planning wordt beoogd.

ONDERAFDELING 2.2 – PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 37. De omkaderingsnormen voor het psychosociaal, paramedisch en educatief team houden rekening met:

1. de erkende basiscapaciteit;

2. de specifieke omkaderingsbehoeften van elke persoon met een handicap, bepaald door het multidisciplinaire team in samenwerking en overleg met het centrum, aan de hand van het evaluatierooster in bijlage 3, behalve voor de personen die opgenomen zijn voor korte periodes, aan maximale capaciteit of met een voorrangsovereenkomst.

Met elke persoon met een handicap stemt een individuele omkaderingsnorm overeen. Deze individuele normen worden opgeteld om de omkaderingsnorm van het centrum te bepalen.

Art. 38. De omkaderingsnormen voor het personeel van het psychosociaal, paramedisch en educatief team omvatten voor de in artikel 3 beschreven algemene opdrachten van het centrum:

a) De individuele basisnorm (IBN)

De individuele basisnorm waarborgt de leefbare werking van het centrum in het kader van zijn opdrachten. De individuele basisnorm wordt vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit van het centrum.

<i>IBN per persoon met een handicap</i>	In voltijdse equivalenten	
	Kinderen	Volwassenen
Dagactiviteitencentrum	0,38	0,25

b) De complementaire individuele norm (CIN).

De complementaire individuele norm wordt toegekend voor de personen die in een centrum opgevangen worden naar rata van de in de geïndividualiseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke persoon met een handicap behaalde resultaten in het in bijlage 3 bijgevoegde evaluatierooster.

Indien de persoon met een handicap een resultaat van meer dan 66 punten op 100 behaalt, dan wordt hij of zij in categorie A opgenomen en wordt geen enkele complementaire individuele norm toegekend.

Indien de persoon met een handicap een resultaat behaalt begrepen tussen 48 en 66 punten, dan wordt hij of zij in categorie B opgenomen en zijn, respectievelijk haar complementaire individuele norm is gelijk aan 30 % van de maximale complementaire individuele norm berekend op de individuele basisnorm (IBN).

Indien de persoon met een handicap een resultaat van minder dan 48 punten behaalt, dan wordt hij of zij in categorie C opgenomen en zijn, respectievelijk haar complementaire individuele norm is gelijk aan 100 % van de maximale complementaire individuele norm berekend op de individuele basisnorm (IBN).

<i>Maximale CIN per persoon met een handicap</i>	In voltijdse equivalenten	
	Kinderen	Volwassenen
Dagactiviteitencentrum	0,86 x (IBN)	0,50 x (IBN)

c) De individuele motorische norm (IMN)

In het centrum voor volwassenen wordt de individuele motorische norm toegekend aan personen met een handicap waarvan het resultaat in rubriek D van het evaluatierooster in bijlage 3 lager ligt dan 10 punten.

IMN per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,15

d) De complementaire individuele norm van vitale behoeften (INVB)

Aan een persoon met een handicap die in een centrum wordt opgevangen kan een complementaire individuele norm van vitale behoeften worden toegekend wanneer deze persoon dagelijks in een bijzondere medische toestand verkeert waarbij de afwezigheid van een snelle paramedische of verpleegkundige zorg een verhoogd risico voor zijn of haar gezondheid inhoudt.

Ze wordt toegekend vanaf 1 januari volgend op de datum van de evaluatie.

INVB per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,06

e) De individuele norm voor korte periodes (INR)

In functie van het aantal plaatsen gereserveerd voor de opvang voor korte periodes, wordt de aldus berekende omkaderingsnorm evenredig aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en van het aantal extra plaatsen gereserveerd voor dit soort opvang en de erkende capaciteit.

Indien gedurende een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van deze plaatsen lager ligt dan 60 %, dan wordt de nieuwe omkaderingsnorm voor deze plaatsen binnen het centrum het jaar daarop berekend in verhouding tot deze bezettingsgraad.

f) De complementaire intensieve omkaderingsnorm (CION)

De complementaire intensieve omkaderingsnorm wordt toegekend voor personen met een handicap die in categorie C zijn opgenomen naar rata van de in de geïndividualiseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke persoon met een handicap behaalde resultaten in het in bijlage 3 bijgevoegde evaluatierooster.

Om de norm te berekenen, moet ofwel 0 worden behaald in E11, ofwel een totaal van minder dan 30 voor de som van de items A1, A5, A7, A8, B1, B2, B3, B4, E1 tot en met E8. Desgevallend wordt het eindresultaat verminderd met de punten die zijn behaald voor de rubriek toegang.

CION per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,08

ONDERAFDELING 2.3 – PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM: MINIMUMNORMEN VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 39. Het centrum biedt opvang aan ten minste 15 personen met een handicap.

Als dezelfde vzw ook erkend is voor het beheer van een woonomgeving, dan mag de minimale capaciteit niet minder dan 10 bedragen.

Indien het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN) van een centrum lager ligt dan 4,25 VTE, dan wordt dit laatste cijfer aan het centrum toegekend, behalve indien de vzw waarvan dit centrum afhangt minstens een centrum en een aangepaste collectieve woonomgeving telt.

Art. 40. Bij een ongewijzigde erkende basiscapaciteit behoudt een centrum, waarvan de omkaderingsnormen zijn vastgelegd op grond van artikel 39, het voordeel van de bepaling indien een verandering van de elementen op grond van dewelke de complementaire individuele norm (CIN), de individuele motorische norm (IMN), de complementaire individuele norm van vitale behoeften (INVB) of de complementaire intensieve omkaderingsnorm (CION) worden bepaald, tot een ongerechtvaardigde vermindering van de norm leidt.

Art. 41. De personeelsnorm van het psychosociaal, paramedisch en educatief team neemt maximaal 0,067 VTE in aanmerking voor de functie van opvoeder-groepsleider per VTE.

Art. 42. Binnen de personeelsnorm van het psychosociaal, paramedisch en educatief team mag de verhouding van de functies in voltijds equivalent gereserveerd voor werknemers die houder zijn van een masterdiploma en overeenstemmend met functies waarvoor dit diploma vereist is, 8 % niet overschrijden.

Op voorstel van de dienst PHARE, rekening houdend met het collectieve project van de woonomgeving en met de specificiteit van de gehuisveste personen met een handicap, kan het lid van het College voor dit percentage een uitzonderlijke afwijking toekennen.

ONDERAFDELING 2.4– TECHNISCH PERSONEEL VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 43. De omkaderingsnormen voor het technisch personeel houden rekening met:

1. de erkende basiscapaciteit;
2. de specifieke omkaderingsbehoeften van elke persoon met een handicap, bepaald door het multidisciplinaire team in samenwerking en overleg met de woonomgeving, aan de hand van het evaluatierooster in bijlage 3.

Met elke persoon met een handicap stemt een individuele omkaderingsnorm overeen. Deze individuele normen worden opgeteld om de maximale subsidiëeringsnorm van de woonomgeving te bepalen.

Art. 44. De omkaderingsnormen voor het technisch personeel omvatten voor de in artikel 3 beschreven algemene opdrachten van het centrum:

a) De technische individuele basisnorm (T IBN)

Deze norm waarborgt de goede werking van het centrum door de bevoorrading en bereiding van de maaltijden, de reiniging, het onderhoud en de herstelling van lokalen, alsook de reiniging, het onderhoud en de herstelling van het materiaal en het transport mogelijk te maken. De individuele basisnorm wordt vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit van het centrum.

T IBN per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,073

b) De technische complementaire individuele norm (T CIN)

De complementaire individuele norm wordt uitsluitend toegekend voor de personen die in een centrum opgevangen worden naar rata van de in de geïndividualiseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke persoon met een handicap behaalde resultaten in het in bijlage 3 bijgevoegde evaluatierooster.

Ze stemt overeen met:

CIN per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,03

Enkel de personen met een handicap behorend tot categorie C komen ervoor in aanmerking.

c) De individuele norm voor korte periodes (T INR)

In functie van het aantal plaatsen gereserveerd voor de opvang voor korte periodes, wordt de aldus berekende omkaderingsnorm evenredig aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en van het aantal extra plaatsen gereserveerd voor dit soort opvang en de erkende basiscapaciteit.

Indien gedurende een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van deze plaatsen lager ligt dan 60 %, dan wordt de nieuwe omkaderingsnorm voor deze plaatsen binnen het centrum het jaar daarop berekend in verhouding tot deze bezettingsgraad.

ONDERAFDELING 2.5 – TECHNISCH PERSONEEL VOOR DE SPECIFIEKE OPDRACHTEN

Art. 45. Binnen eenzelfde vzw wordt de verdeling van de betrekkingen van het technisch personeel tussen het centrum en de woonomgeving door de vzw bepaald. Daarbij wordt rekening gehouden met hun specifieke behoeften.

ONDERAFDELING 2.6 – MEDISCH PERSONEEL

Art. 46. § 1. Er wordt aan het centrum een medische norm toegekend om de coördinatie van de zorg- en paramedische activiteiten mogelijk te maken, met uitzondering van alle diensten die in de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen opgenomen is op basis van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

§ 2. De omkaderingsnormen voor het medisch personeel houden rekening met de erkende basiscapaciteit en met de specifieke omkaderingsbehoeften van elke persoon met een handicap, bepaald door het multidisciplinaire team in samenwerking en overleg met het centrum aan de hand van het evaluatierooster in bijlage.

Met elke persoon met een handicap stemt een individuele omkaderingsnorm overeen. Deze individuele normen worden opgeteld om de maximale subsidiëringnorm van de woonomgeving te bepalen.

Art. 47. De medische individuele basisnorm (M IBN)

a) De medische individuele basisnorm (M IBN)

Alle personen die in een centrum opgevangen worden, genieten dezelfde medische individuele basisnorm.

De individuele basisnorm wordt vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit van het centrum.

De medische norm wordt als volgt toegekend:

Per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,00325

Ze wordt niet toegekend aan personen met een handicap die over deze norm beschikken in de aangepaste collectieve woonomgeving van dezelfde vzw.

b) De medische complementaire individuele norm (M CIN)

De medische complementaire individuele norm wordt uitsluitend toegekend voor de personen die in een centrum opgevangen worden naar rata van de in de geïndividualiseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke opgevangen persoon met een handicap behaalde resultaten in het in bijlage 3 bijgevoegde evaluatierooster.

CIN per persoon met een handicap in VTE
Dagactiviteitencentrum
0,0065

Enkel de personen met een handicap behorend tot categorie C komen ervoor in aanmerking.

c) De individuele norm voor korte periodes (M INR)

In functie van het aantal plaatsen gereserveerd voor de opvang voor korte periodes, wordt de aldus berekende omkaderingsnorm evenredig aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en van het aantal extra plaatsen gereserveerd voor dit soort opvang en de erkende basiscapaciteit.

Art. 48. De omkaderingsnormen met betrekking tot de directie en het administratief en boekhoudkundig team worden overeenkomstig de onderstaande elementen vastgesteld:

a) Directienormen

Erkende basiscapaciteit	Aantal voltijdse equivalenten		
	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
Per vzw	1	2	3
Van 15 tot 39	1	1	1 $\frac{1}{2}$
Van 40 tot 59	1	1 $\frac{1}{2}$	2
Van 60 tot 89	1 $\frac{1}{2}$	2	3
Van 90 tot 139	2	2 $\frac{1}{2}$	3
Van 140 tot 199	2 $\frac{1}{2}$	3	3 $\frac{1}{2}$
Van 200 tot 299	3	3 $\frac{1}{2}$	4

b) Normen voor het administratief en boekhoudkundig team

Erkende basiscapaciteit	Aantal voltijdse equivalenten		
	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
Per vzw	1	2	3
Van 15 tot 29	1,3	1,4	1,5
Van 30 tot 39	1,8	2	2,2
Van 40 tot 59	2	2	2,4
Van 60 tot 89	2,4	2,6	3
Van 90 tot 139	3	3,2	3,4
Van 140 tot 199	4	4,2	4,4

Van 200 tot 299	5	5,2	5,4
-----------------	---	-----	-----

Als een vzw over meerdere erkenningen als centrum of als aangepaste collectieve woonomgeving beschikt, worden de normen voor het directiepersoneel en het administratief en boekhoudkundig personeel op het niveau van de vzw vastgesteld.

De verdeling van het directiepersoneel en het administratief en boekhoudkundig personeel wordt door de vzw bepaald en houdt rekening met de respectieve behoeften van elke erkenning. Aan elke erkenning moet minstens een 1/2 voltijds equivalent directie worden toegewezen.

Wanneer de directie een personeelslid delegeert om haar te vervangen, dan moet dit personeelslid houder zijn van een diploma hoger onderwijs.

ONDERAFDELING 3 - PSYCHOSOCIAAL, PARAMEDISCH EN EDUCATIEF TEAM - TECHNISCH PERSONEEL: MODALITEITEN VOOR DE BEREKENING VAN DE OMKADERINGSNORMEN

Art. 49. De resultaten van de door het multidisciplinaire team bekrachtigde evaluatieroosters van de personen met een handicap, maken tweemaal per jaar het voorwerp uit van een registratie. Indien op de datum van de registratie blijkt dat evaluaties voor bepaalde personen met een handicap nog niet konden worden bekrachtigd, dan wordt de som van de bestaande resultaten verhoudingsgewijs omgezet volgens het aantal personen met een handicap die in het centrum worden opgevangen.

De wijziging van de specifieke omkaderingsbehoeften van de personen met een handicap van een centrum wordt vastgesteld op basis van het resultaat van de voor het centrum meest gunstige omkaderingsbehoeften.

Deze wordt van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de betekening, door de dienst PHARE, van de herzieningsbeslissing.

Art. 50. Binnen de beperkingen van de beschikbare begroting heeft het voor het centrum meest gunstige resultaat de herziening tot gevolg van de betrokken omkaderingsnormen van het centrum vanaf 1 januari van het volgende jaar. In dit opzicht kan op de omkaderingsnormen een reductiecoëfficiënt worden toegepast.

Art. 51. Indien, in toepassing van de artikelen 15, 23 en 36, 1° van het bovengenoemde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018, de omkaderingsnormen naar boven worden herzien, dan worden deze normen van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de betekening, door de dienst PHARE, van de herzieningsbeslissing.

Art. 52. Indien, in toepassing van de artikelen 15, 23 en 36, 1° van het bovengenoemde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018, de omkaderingsnormen naar beneden worden herzien, dan worden deze normen van kracht:

1. ofwel op de eerste dag volgend op het einde van de voorafgaande kennisgeving van de werknemer in kwestie. Deze voorafgaande kennisgeving wordt gegeven in de loop van de maand volgend op die van de betekening van de beslissing van herziening door de dienst PHARE;

2. ofwel op de dag waarop het aanhangsel aan het arbeidscontract van de werknemers in kwestie van kracht wordt. Dit aanhangsel wordt medegedeeld in de loop van de maand volgend op de maand van de betekening van de beslissing van herziening door de dienst PHARE;

3. of, bij gebrek, onmiddellijk.

Art. 53. Indien in een centrum de herziening van de omkaderingsnormen een vermindering van het werkgelegenheidsvolume tot gevolg heeft, moet het centrum de eventuele ontslagen paritair objectiveren en de dienst PHARE erover inlichten. Met het akkoord van het betrokken personeelslid geeft de dienst PHARE zijn gegevens door aan de centra waarvan de nieuwe omkaderingsnormen een stijging van het werkgelegenheidsvolume tot gevolg hebben. Deze centra verbinden zich ertoe de kandidatuur van deze personeelsleden prioritair te bestuderen.

AFDELING 5 – NORMEN IN VERBAND MET PERSONEN MET EEN HANDICAP

Art. 54. Het centrum biedt opvang aan ten minste 15 personen met een handicap.

Als dezelfde vzw ook erkend is voor het beheer van een woonomgeving, dan mag de minimale capaciteit niet minder dan 10 bedragen.

Art. 55. Om opgevangen te worden in een centrum moet de persoon met een handicap, behoudens de uitzonderingen vermeld in artikel 57, eerst een gunstige beslissing tot ondersteuning voor opvang in een centrum ontvangen hebben van de dienst PHARE, zoals bedoeld in artikel 17 van het decreet en waarvan de categorie overeenkomt met de erkenning van het centrum.

De ondersteuningsaanvraag voor opvang in een centrum wordt opgesteld volgens het door de dienst PHARE vastgestelde model.

Art. 56. De subsidiebeslissing, waarin de omkaderingsnormen zijn vastgelegd, wordt van kracht op de dag dat de persoon met een handicap wordt opgevangen door het centrum, op voorwaarde dat de aanvraag binnen de 5 werkdagen wordt ingediend; anders wordt zij van kracht op de dag van ontvangst van de aanvraag.

Als de ondersteuning geweigerd wordt, dan gaat de weigering in op de datum van de kennisgeving.

De ondersteuningsaanvraag moet door het centrum worden ingediend aan de hand van een formulier dat ondertekend wordt door de verantwoordelijke van het centrum en dit binnen de 5 werkdagen vanaf de opname van de persoon met een handicap.

Deze laatste of zijn of haar wettelijke vertegenwoordiger bevestigt daarin de opname in het centrum.

De vorm van de aanvraag wordt bepaald door de dienst PHARE.

De aanvraag wordt vervolledigd met recente gegevens uit het individuele dossier (behalve voor opnames aan maximale capaciteit, opvang voor korte periodes, met toekenning van een uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding en met voorrangsovereenkomst) dat samengesteld is uit:

1. een medisch luik;
2. een psychologisch luik;
3. een socio-educatief luik:
 - a) met de anamnese;

b) de analyse van de behoeften;

c) het geïndividualiseerde project dat onder meer de doelstellingen en de aangewende middelen omvat om dit te verwezenlijken.

Art. 57. Zijn niet onderworpen aan een beslissing tot ondersteuning voorafgaand aan de opvang in een centrum, zoals bedoeld in artikel 17 van het decreet: de opvang voor korte periodes, de opvang van een persoon met een handicap van wie de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn of haar opdracht te vervullen of wanneer de huidige toestand een gevaar vormt voor de integriteit van de persoon met een handicap of zijn of haar omgeving.

Art. 58. De dagen van aanwezigheid en de daarmee gelijkgestelde dagen die in aanmerking worden genomen voor de persoon met een handicap die wordt opgevangen in de zin van dit besluit, zijn de dagen waarop de persoon:

1° tijdens de week aanwezig is op externe activiteiten georganiseerd onder de verantwoordelijkheid van het centrum en die deel uitmaken van het geïndividualiseerde project van de persoon met een handicap;

2° afwezig is met een medisch attest of een hospitalisatieattest;

3° maximaal 10 dagen per jaar afwezig is, gerechtvaardigd door een document waaruit een familiale gebeurtenis blijkt of door een rechterlijke beslissing;

4° maximaal 12 dagen per jaar afwezig is, schriftelijk gemotiveerd door de persoon met een handicap of door de ouders of de wettelijke vertegenwoordiger van de persoon met een handicap;

5° afwezig is omwille van een collectieve gebeurtenis waardoor het onmogelijk is om naar het centrum te komen, met het akkoord van de dienst PHARE;

6° afwezig is wegens vakantie gedurende maximaal 24 werkdagen per kalenderjaar voor niet-schoolgaande volwassenen en tijdens de schoolvakanties voor de anderen.

In het totaal aantal dagen dat een opgevangen persoon met een handicap wordt opgenomen, is inbegrepen de dag waarop de afvloeiing plaatsvindt, behalve indien hij naar een andere dienst wordt overgeplaatst.

De dag waarop de afvloeiing plaatsvindt, wordt uiterlijk vastgesteld de laatste dag waarop de opgevangen persoon met een handicap aanwezig is. Met de laatste aanwezigheidsdag wordt gelijkgesteld, de laatste dag van een periode van ziekte of hospitalisatie, zoals bedoeld in 4°.

Art. 59. De beoordeling van de specifieke omkaderingsbehoeften van elke persoon met een handicap gebeurt op grond van de door de dienst PHARE vastgestelde modaliteiten gedurende de eerste zes maanden nadat de persoon zijn of haar intrek heeft genomen in de woonomgeving, met behulp van het in bijlage 3 opgenomen evaluatierooster.

Deze beoordeling is niet van toepassing op personen met een handicap die voor korte periodes, aan maximale capaciteit of met een voorrangsovereenkomst in een centrum opgevangen worden.

Art. 60. Binnen 30 dagen nadat de beoordeling door de dienst PHARE is uitgevoerd, wordt het centrum op de hoogte gesteld van de categorie van complementaire omkaderingsbehoeften die door het multidisciplinaire team is vastgesteld. Deze mededeling vermeldt, indien nodig, de periode waarna de categorie opnieuw beoordeeld kan worden.

Art. 61. Het centrum of de dienst PHARE kan verzoeken om een herbeoordeling van de categorie van complementaire omkaderingsbehoeften.

De beslissing van het multidisciplinaire team wordt geregistreerd vanaf de maand die erop volgt.

AFDELING 6 - NORMEN IN VERBAND MET DE VERHOUDINGEN TUSSEN HET CENTRUM EN DE PERSOON MET EEN HANDICAP

ONDERAFDELING 1 - HUISHOUELIJK REGLEMENT

Art. 62. Het centrum stelt een huishoudelijk reglement op.

Dit reglement vermeldt ten minste:

1° de rechten en plichten van het centrum ten aanzien van de persoon met een handicap;

2° de rechten en plichten van de persoon met een handicap;

3° de verbintenis van de woonomgeving, met inachtneming van het collectieve project, het geïndividualiseerde project van de persoon en de rechterlijke beslissingen, om de persoon met een handicap de vrijheid te laten naar eigen keuze aanwezig te zijn tijdens het weekend en vakantieperiodes;

4° de verbintenis van het centrum aan de persoonlijke vragen voor informatie vanwege de persoon met een handicap of zijn of haar vertegenwoordigers tegemoet te komen;

5° de modaliteiten voor het indienen van de informatieaanvragen en klachten en hun behandelingsmethode;

6° de maatregelen die worden genomen wanneer een persoon met een handicap die opgevangen wordt de werkingsregels overtreedt of wanneer het materiaal met opzet beschadigd wordt;

7° de namen van de persoon die instaat voor het dagelijkse beheer en desgevallend van de voorzitter van de raad van bestuur;

8° de bepaling die in artikel 95 ingeschreven is;

9° de regels voor deelname van personen met een handicap aan en in het bijzonder de werkingsregels van de raad van gebruikers;

10° de vermelding van de risico's die gedekt worden door de verzekeringen die de woonomgeving heeft afgesloten;

11° de gegevens van de dienst PHARE en de inspectiedienst van de SPFB;

12° het bestaan van de mogelijkheid van bemiddeling door de dienst PHARE ingeval van een blijvende onenigheid tussen de partijen die de uitvoering van de gepersonaliseerde overeenkomst niet langer toelaat.

Dit document wordt opgesteld van bij de start van de erkenning. Het wordt ten minste om de vijf jaar herzien in samenwerking met het psychosociale, paramedische en educatieve team. De raad van gebruikers brengt een advies uit over het huishoudelijk reglement en elke wijziging ervan.

ONDERAFDELING 2 - DE GE'INDIVIDUALISEERDE OVEREENKOMST

Art. 63. Het centrum sluit in het licht van de in de artikelen 59 en 60 van het decreet omschreven opdrachten een geïndividualiseerde overeenkomst met de persoon met een handicap.

Die overeenkomst vermeldt ten minste:

1° de identiteit van de partijen: de identiteit van de persoon met een handicap en desgevallend die van zijn wettelijke vertegenwoordiger, lasthebber of bewindvoerder, en wanneer een andere natuurlijke of rechtspersoon instaat voor de betaling, ook diens identiteit;

2° de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, de duur van de overeenkomst, de eventuele proefperiode;

3° de wijze waarop de overeenkomst voor het verstrijken van de overeengekomen termijn kan worden gewijzigd, aangevuld of verbroken (voorwaarden, duur van de opzeggingstermijn), met inbegrip van de verplichting tot voorafgaand overleg tussen het centrum en de persoon met een handicap of diens wettelijke vertegenwoordiger, behoudens overmacht of hoogdringendheid, in welke gevallen het overleg binnen de drie werkdagen na het nemen van deze maatregelen moet plaatsvinden;

4° de criteria en regels voor het doorverwijzen van de persoon met een handicap;

5° het bedrag van de financiële bijdrage, de bepaling van de te factureren toeslagen en de betalingswijze daarvan;

6° de datum van ondertekening.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het collectief project en het huishoudelijk reglement van het centrum, zoals omschreven in de artikelen 28 en 62, worden toegelicht en met ontvangstbewijs en na ondertekening voor akkoord aan de persoon met een handicap of diens wettelijke vertegenwoordiger overhandigd.

ONDERAFDELING 3 - HET INDIVIDUEEL DOSSIER

Art. 64. Er wordt in naam van de persoon met een handicap met wie een overeenkomst is ondertekend, een gecentraliseerd individueel dossier geopend. Dat dossier moet minstens de volgende gegevens bevatten die nodig zijn om de individuele follow-up te verzorgen:

1° administratieve gegevens;

2° de geïndividualiseerde overeenkomst;

3° de bevestiging dat de persoon met een handicap het collectief project en het huishoudelijk reglement bij de ondertekening van de geïndividualiseerde overeenkomst ontvangen heeft;

4° het geïndividualiseerde project met een aanvraag of een eerste gesprek, een analyse van de behoeften, de doelstellingen en de ingezette middelen om die te bereiken en de beoordelingen waaraan de opgevangen persoon met een handicap deelneemt en die minstens om de 18 maanden plaatsvinden;

5° het zorgdossier;

6° het resultaat van het beoordelingsrooster;

7° de beslissing tot ondersteuning, en desgevallend de erkenning van het statuut van zwaar zorgbehoevende.

Wanneer de aangepaste collectieve woonomgeving en het centrum in dezelfde infrastructuur zijn ondergebracht, volstaat het om één individueel dossier bij te houden met specifieke bepalingen voor elk deel.

ONDERAFDELING 4 - REGELS IN VERBAND MET DE PARTICIPATIE VAN DE PERSONEN MET EEN HANDICAP

Art. 65. Met het oog op de participatie van de personen met een handicap bedoeld in artikel 71, eerste lid, 3° van het decreet wordt een gebruikersraad opgericht of wordt voorzien in een geïndividualiseerde jaarlijkse raadpleging die de dienst bepaalt en nader omschreven staat in het collectief project en die afgestemd is op de specifieke situatie van de personen met een handicap.

Indien een gebruikersraad wordt opgericht, wordt deze samengesteld uit de opgevangen personen met een handicap die zich kunnen laten vergezellen door iemand van hun keuze of door hun wettelijke vertegenwoordiger ofwel uit hun vertegenwoordigers die onder de gebruikers worden gekozen.

De opdracht van de gebruikersraad bestaat erin allerlei voorstellen met betrekking tot de levenskwaliteit en de praktische organisatie van de opvang van de personen met een handicap te formuleren. Hij brengt adviezen uit over het huishoudelijk reglement en de wijzigingen daarvan.

De gebruikersraad bepaalt zijn werking en vergadert minstens een keer per jaar.

Er worden notulen opgesteld, die toegankelijk zijn voor alle personen met een handicap of hun wettelijke vertegenwoordiger en voor de personeelsleden.

ONDERAFDELING 5 - FINANCIËLE BIJDRAGEN

Art. 66. Het centrum stelt een maandelijkse factuur van de opvangkosten op, rekening houdend met de afwezigheden van de vorige maand, en richt die aan de opgevangen persoon met een handicap of diens wettelijke vertegenwoordiger.

Art. 67. Er kan geen bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd voor het dekken van de personeelskosten, de algemene kosten en de persoonsgebonden kosten, behalve voor de terugbetaling van de kosten verbonden aan de beschadiging van het materiaal of het goed dat aan de persoon met een handicap ter beschikking wordt gesteld.

Art. 68. In een centrum kan, in zoverre er geen wettelijke of reglementaire tegemoetkoming voor is, een bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd voor:

a) het deel van de kosten voor de gezondheidszorg en voor prothesen die ten laste blijven van de persoon met een handicap;

b) de specifieke kosten voor incontinentiemateriaal;

c) de kosten voor technische hulpmiddelen;

d) het deel van de farmaceutische kosten waarvoor door de Franse Gemeenschapscommissie niet in een tegemoetkoming is voorzien, na aftrek van de tegemoetkomingen van de verzekeraar.

Art. 69. In een centrum kan overeenkomstig de regels die in de geïndividualiseerde overeenkomst zijn bepaald, een bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd voor de gemaakte kosten om de opgevangen persoon met een handicap op diens eigen verzoek een vorm van comfort of ontplooiings- en vrijetijdsmogelijkheden te bieden die geen deel uitmaken van het collectief project.

Art. 70. Indien de persoon met een handicap beschermd is in de zin van de wet van 17 maart 2013 tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid, houdt het centrum zich overeenkomstig die status aan de bepalingen van de lastgevingsovereenkomst of van de beschikking van de vrederechter en raadpleegt het, indien nodig, de in die akte aangestelde lasthebber of bewindvoerder over de goederen.

Art. 71. Elke som geld waarover de persoon met een handicap beschikt om zijn lopende uitgaven en eventueel de in de artikelen 68 en 69 bedoelde kosten te dekken, moet vermeld staan op een individuele boekhoudkundige fiche.

In voorkomend geval wordt bij die boekhoudkundige fiche een bewijs van opening van een individuele rekening bij een bankinstelling gevoegd. Elke verrichting die verband houdt met het beheer van de in het eerste lid bedoelde uitgaven, wordt binnen de acht dagen op de boekhoudkundige fiche vermeld. Als de persoon met een handicap of diens wettelijke vertegenwoordiger hierom verzoekt, wordt binnen de acht dagen een persoonlijk boekhoudkundig overzicht verstrekt.

De jaarlijkse afrekening wordt aan het einde van het kalenderjaar of bij het vertrek van de persoon met een handicap automatisch aan de persoon met een handicap of diens wettelijke vertegenwoordiger bezorgd.

Art. 72. De individuele boekhoudkundige fiche en de stukken met betrekking tot de door het centrum overeenkomstig artikel 70 geopende individuele rekening worden ter beschikking gehouden van de dienst PHARE, die ze om het even wanneer mag controleren.

AFDELING 7 - NORMEN IN VERBAND MET DE BETREKKINGEN TUSSEN HET CENTRUM EN DE DIENST PHARE

ONDERAFDELING 1 - ACTIVITEITENVERSLAG

Art. 73. Het centrum bezorgt de dienst PHARE een activiteitenverslag tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het desbetreffende boekjaar.

Dat verslag omvat ten minste:

- 1° gegevens in verband met de uitvoering van het woonproject en de uitoefening van de opdrachten;
- 2° samengevoegde gegevens over de personen met een handicap, met ten minste het aantal, het geslacht, de leeftijd en het soort handicap;
- 3° de middelen die ingezet worden voor de participatie en de inclusie van de personen met een handicap, waaronder ook de deelname aan gemeenschapsacties zoals bedoeld in artikel 71, 4° van het decreet;
- 4° de hoogtepunten van de activiteit van het centrum;
- 5° de samengevoegde gegevens over het tewerkgestelde personeel en de veranderingen die zich in de loop van het jaar hebben voorgedaan;
- 6° de middelen die ingezet worden voor de deelname aan gemeenschapsacties bedoeld in artikel 71, 4° van het decreet;
- 7° de middelen die ingezet worden voor de netwerkgerichte aanpak bedoeld in artikel 71, 5° van het decreet;
- 8° de uitvoeringswijze en de resultaten van de interne beoordeling bedoeld in artikel 102 van het decreet op basis van de door de dienst PHARE bepaalde regels;
- 9° de vooruitzichten in verband met de evolutie van het centrum, op het vlak van activiteiten en organisatie.

ONDERAFDELING 2 - ANDERE OP TE STELLEN VERSLAGEN

Art. 74. Het centrum bezorgt de berichten van opname en ontslag uiterlijk binnen de vijf werkdagen aan de dienst PHARE en maakt daarvoor gebruik van de door de dienst PHARE vastgestelde modellen.

Art. 75. Het centrum brengt de dienst PHARE op de hoogte van elke afwezigheid van een persoon met een handicap van meer dan drie opeenvolgende maanden. Het centrum bezorgt de dienst PHARE een medisch of een hospitalisatieverslag, zodat het multidisciplinaire team een beslissing kan nemen over de verdere zorgverlening.

Het centrum brengt de dienst PHARE op de hoogte van iedere afwezigheid van meer dan twintig dagen per jaar die niet in artikel 58 staat vermeld.

Art. 76. In toepassing van artikel 16 van het decreet bezorgt het centrum de dienst PHARE tegen 30 juni van elk jaar op basis van het door de dienst bepaalde model een up-to-date overzicht van de opvanganvragen die door personen met een handicap bij het centrum zijn ingediend.

Art. 77. Het centrum houdt voor de dienst PHARE een aanwezigheidsregister van de opgevangen personen met een handicap bij en maakt daarvoor gebruik van het door de dienst bepaalde model.

Art. 78. Het centrum brengt de dienst PHARE binnen de vijftien kalenderdagen op de hoogte van iedere wijziging in verband met de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden, evenals van iedere wijziging betreffende het in artikel 30 bedoelde personeel.

Voor elk personeelslid bedoeld in artikel 36 bezorgt het centrum binnen de vijftien kalenderdagen na de datum van aanwerving een kopie van de arbeidsovereenkomst, evenals alle bewijzen dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden in verband met zijn functie en anciënniteit. Alleen de elementen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de subsidie worden naar de dienst PHARE doorgestuurd.

ONDERAFDELING 3 - BOEKHOUDING

Art. 79. Het boekjaar waarvoor de rekeningen worden bijgehouden, stemt overeen met het kalenderjaar.

Het centrum bezorgt tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het desbetreffende boekjaar aan de dienst PHARE zijn rekeningen en zijn balans, zoals die bij de Nationale Bank van België of bij de griffie van de handelsrechtbank zijn neergelegd. In laatstgenoemd geval wordt het bewijs van neerlegging bijgevoegd.

Art. 80. Het centrum bezorgt het in artikel 127 bedoelde verantwoordingsdossier voor de subsidies tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het desbetreffende boekjaar aan de dienst PHARE.

De dienst PHARE kan op basis van een gerechtvaardigd verzoek een bijkomende termijn toestaan.

Art. 81. De dienst PHARE stelt de nadere regels in verband met de bezorging van de in dit hoofdstuk bedoelde verslagen en gegevens vast.

HOOFDSTUK 4 - SUBSIDIES EN FINANCIËLE BIJDRAGEN

AFDELING 1 - ALGEMENE REGELS VOOR DE TOEKENNING VAN DE SUBSIDIES

Art. 82. De subsidie voor een erkend centrum is jaarlijks verschuldigd.

Ze omvat:

- 1) een subsidie voor algemene kosten;
- 2) een subsidie voor persoonsgebonden kosten;
- 3) een subsidie voor het collectief vervoer van de personen met een handicap;
- 4) een subsidie voor de tenlasteneming van het personeel bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 2 van dit besluit.

Deze subsidies mogen niet worden gebruikt om andere kosten te dekken dan deze waarvoor ze zijn bestemd, afgezien van de bepalingen van de artikelen 87 en 88.

Ze wordt gestort in de vorm van maandelijks voorschotten en dat uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze worden toegekend, met uitzondering van het voorschot voor de maand januari dat uiterlijk op de 15de van de maand wordt gestort.

Ze wordt vereffend nadat de dienst PHARE het in artikel 127 bedoelde verantwoordingsdossier heeft onderzocht.

Art. 83. Voor het maandelijks voorschot wordt rekening gehouden met de verleende erkenning, de erkende capaciteit en de jaarlijkse evolutie van het in artikel 36 bedoelde personeel qua aantal, functie, anciënniteit en prestaties binnen de grenzen vastgesteld in afdeling 4 van hoofdstuk 3 met betrekking tot de omkaderingsnormen.

Art. 84. Wanneer de dienst PHARE vaststelt dat de aan het centrum gestorte maandelijks voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse subsidies, vordert hij het te veel geïnde bedrag na overleg met de directie van het centrum over een periode van maximaal 12 maanden terug door het te compenseren via de volgende te storten maandelijks voorschotten voor het lopende jaar.

Aan die terugvordering kunnen uitzonderlijk en op vraag van het centrum voorwaarden en termijnen worden gekoppeld. De dienst PHARE stelt een aflossingsplan op.

Art. 85. Wanneer de dienst PHARE vaststelt dat het centrum een te hoog bedrag geïnd heeft door opzettelijk verkeerde informatie te verstrekken of door zware beheersfouten, vordert hij de betaling van het onverschuldigde bedrag in één keer terug.

In dat geval stelt de dienst PHARE het Collegelid voor een procedure op te starten om de erkenning gedwongen te wijzigen of in te trekken.

Art. 86. Wanneer de dienst PHARE vaststelt dat het percentage van de totale personeelskosten van het centrum lager is dan het percentage dat bepaald is in artikel 92, vordert hij het verschil terug.

Art. 87. De subsidies die worden toegekend door de overheid of door organisaties die de overheid subsidieert, worden afgetrokken van de jaarlijkse subsidie, voor zover die subsidies zijn toegekend voor uitgaven die worden gedekt door de in toepassing van dit hoofdstuk toegekende subsidie, met uitzondering van de voor educatief verlof toegekende bedragen, de tegemoetkomingen ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer en de vrijstelling van de doorstorting van de bedrijfsvoorheffing op voorwaarde dat die bedragen in de personeelskosten worden geherinvesteerd.

Art. 88. De kosten die in aanmerking komen voor de subsidie voor personeelskosten, kunnen de in afdeling 2 van dit hoofdstuk bedoelde subsidie voor algemene kosten rechtvaardigen.

Art. 89. De toelaatbare kosten die de subsidies voor algemene en persoonsgebonden kosten kunnen rechtvaardigen, zijn nader bepaald in bijlage 1.

De kosten die in aanmerking komen voor subsidies voor algemene en persoonsgebonden kosten, kunnen een subsidiëring rechtvaardigen, in zoverre de persoonsgebonden kosten 25% van het subsidiebedrag rechtvaardigen.

Art. 90. Als het College in toepassing van de artikelen 15, 23 en 36, 1° van het bovengenoemde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 de erkende basiscapaciteit van een centrum vermindert, worden de maximumbedragen van de subsidies aangepast op de door het College vastgestelde datum waarop de erkenning gewijzigd of verlengd werd.

AFDELING 2 - REGELS VOOR DE TOEKENNING VAN DE JAARLIJKSE SUBSIDIE

ONDERAFDELING 1 - JAARLIJKSE SUBSIDIE

Art. 91. De jaarlijkse subsidie voor de personeelskosten dekt kosten van dergelijke aard die op geen enkel moment en in geen enkele omstandigheid hoger mogen zijn dan de in afdeling 4 van hoofdstuk 3 bepaalde omkaderingsnormen.

Art. 92. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten en wordt enkel berekend op basis van de in bijlage I NM van het NM-besluit vastgestelde barema's op basis van de in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgestelde anciënniteit.

De weddeschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn bepaald in bijlage II NM van het NM-besluit. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden voor die functies zijn bepaald in bijlage III NM van het NM-besluit.

Bovenop deze barema's komt de haard- en standplaatstoelage die wordt bepaald op basis van de principes die zijn vastgesteld in punt 9 van bijlage V NM van het NM-besluit.

Het aldus verkregen bedrag wordt aangevuld met een werkgeversbijdrage die begrensd is tot het in bijlage 2 vermelde percentage, vermeerderd met 0,5%.

Die procentuele werkgeversbijdrage heeft betrekking op de punten 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 en 11 van bijlage V NM van het NM-besluit.

Het overschreden gedeelte van de procentuele werkgeversbijdrage voor een erkenning kan worden overgedragen naar een andere erkenning van dezelfde vzw waarvoor het maximumbedrag niet is bereikt.

Art. 93. Een subsidie die overeenstemt met maximaal één procent van de in toepassing van de artikelen 106 en 107 berekende subsidie wordt toegekend om de verantwoorde kosten voor opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen ook supervisiekosten en kosten van de beoordeling voor intern gebruik, zoals bedoeld in artikel 103 van het decreet, omvatten.

Art. 94. Indien uit het onderzoek van het verantwoordingsdossier blijkt dat de procentuele werkgeversbijdrage 4% lager ligt of gelijk is aan de in bijlage 2 bepaalde procentuele werkgeversbijdrage, kan de dienst PHARE dat percentage met maximaal 4 % verminderen. Dat nieuwe percentage is van toepassing vanaf 1 januari volgend op de datum waarop de dienst PHARE het centrum daarvan in kennis heeft gesteld.

Indien uit het onderzoek van het verantwoordingsdossier blijkt dat de procentuele werkgeversbijdrage 4% hoger ligt dan de in bijlage 2 bepaalde procentuele werkgeversbijdrage, kan het Collegelid op voorstel van de dienst PHARE een afwijking toekennen vanaf 1 januari volgend op de datum waarop het nieuwe percentage ter kennis is gebracht. De vermeerdering moet worden gerechtvaardigd door een toename van het percentage in categorie C geëvalueerde personen met ten minste 25%.

Art. 95. Voor een centrum dat na de inwerkingtreding van dit besluit is erkend, stemt de procentuele werkgeversbijdrage overeen met het gemiddelde van de procentuele werkgeversbijdragen voor een gelijksoortige erkenning.

Indien het nieuwe centrum minstens 75% in categorie C geëvalueerde personen opvangt, dan is het gemiddelde percentage voor de centra die minstens 75% in categorie C geëvalueerde personen opvangen, erop van toepassing.

Art. 96. De jaarlijkse subsidie voor de personeelskosten is beperkt tot de personeelsleden die opgenomen zijn in het door het centrum gevalideerde kadaster van gesubsidieerd personeel. Daartoe bezorgt de dienst PHARE ieder centrum tegen 15 februari van het volgende jaar een tabel met een overzicht van al het gesubsidieerd en niet-gesubsidieerd personeel. Het centrum valideert dat document uiterlijk op 15 maart.

Art. 97. De subsidie voor de personeelskosten van een werknemer die een beroep doet op het Tandemplan, wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij presteerde voordat hij zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van een werknemer die aangeworven wordt om een werknemer te vervangen die zijn drievierdetijdse of voltijdse prestaties vermindert tot een halftijdse betrekking, wordt niet in aanmerking genomen.

De volgende kosten en bijdragen worden beschouwd als uitgaven die in aanmerking komen voor de subsidie voor de personeelskosten van een werknemer die een beroep doet op het Tandemplan:

1° de bezoldigingskosten, werkgeversbijdragen en andere voordelen voor een werknemer die een beroep doet op het Tandemplan, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

2° de bezoldigingskosten, werkgeversbijdragen en andere voordelen voor een werknemer die wordt aangeworven om een werknemer te vervangen die op basis van het Tandemplan zijn prestaties vermindert tot een halftijdse betrekking, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

3° de bijdrage die in toepassing van het Tandemplan aan het Sociaal Fonds "Old Timer" wordt gestort.

Art. 98. De subsidie voor de personeelskosten omvat tevens een vergoeding die op basis van de hieronder omschreven regels aan de gesubsidieerde directeur en onderdirecteur van een centrum wordt toegekend:

1° de directeur of onderdirecteur die houder is van een universitair of gelijkgesteld diploma op 31 december 2000, krijgt een vergoeding van 5% berekend op basis van zijn barema;

2° de directeur of onderdirecteur die houder is van een niet-universitair diploma, krijgt een vergoeding die overeenstemt met het verschil tussen zijn barema en dat van een directeur die houder is van een universitair diploma.

Art. 99. De subsidie voor de personeelskosten kan worden vermeerderd met de kosten van de boekhouding, op voorwaarde dat de boekhoudkundige norm waarmee voor de subsidie voor de personeelskosten rekening is gehouden, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-benutte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar in het barema van boekhouder, werkgeversbijdragen inbegrepen, uitgaande van 1.924 werkuren per jaar.

Art. 100. De subsidie voor de personeelskosten kan worden vermeerderd met de kosten van het sociaal secretariaat of de kosten van de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid erkende dienstverleners inzake loon- en salarisbeheer en op voorwaarde dat de norm van het administratief team waarmee voor de subsidie voor de personeelskosten rekening is gehouden, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-benutte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar in het barema van boekhouder, werkgeversbijdragen inbegrepen, uitgaande van 1.924 werkuren per jaar.

Art. 101. De subsidie voor de personeelskosten kan worden vermeerderd met de kosten van de wasserij, de ramenwassers, het tuinonderhoud of de gerichte vervanging van extern dienstpersoneel, op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee voor de subsidie voor de personeelskosten rekening is gehouden, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-benutte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar in het barema van technicus, werkgeversbijdragen inbegrepen, uitgaande van 1.924 werkuren per jaar.

Art. 102. De subsidie voor de personeelskosten kan worden vermeerderd met de kosten voor het bereiden van de maaltijden, op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee voor de subsidie voor de personeelskosten rekening is gehouden, niet volledig is opgebruikt.

In dat geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-benutte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar in het barema van technicus, werkgeversbijdragen inbegrepen, uitgaande van 1.924 werkuren per jaar.

Art. 103. Wat het medisch personeel betreft, dekt de subsidie:

- de activiteiten van de dokters die een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten met een vzw waar minstens één centrum aan verbonden is;
- de activiteiten van de dokters die aangenomen zijn met een arbeidscontract vóór 1 januari 2003;
- het medisch personeel dat in dienst getreden is vanaf 1 januari 2003, wordt gesubsidieerd op basis van een VTE van wie de wekelijkse arbeidsduur wordt vastgesteld op 37 uur, met de volgende maximumbedragen: 30,85 voor een huisarts; 40,92 voor een specialist.

Art. 104. De subsidie voor de personeelskosten dekt de kosten van eventuele ontslagen na toepassing van de bepalingen van artikel 52, maar voor niet langer dan zeventwintig weken, tenzij het Collegelid een afwijking heeft toegestaan ter wille van de naleving van de sociale wetgeving in verband met de duur van de opzeggingstermijn.

ONDERAFDELING 2: SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN

Art. 105. De jaarlijkse subsidie voor algemene kosten die aan de centra wordt toegekend, dient om de in bijlage 1 vermelde algemene kosten te dekken.

Art. 106. De jaarlijkse subsidie voor algemene kosten is beperkt tot een maximumbedrag van 1.314 euro vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit.

Overeenkomstig wat bepaald is in artikel 9, § 2, 2° van het bovengenoemde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018, is de erkende basiscapaciteit die voor de vaststelling van dat maximumbedrag in aanmerking is genomen, de erkende basiscapaciteit die aan het einde van de in de erkenningsbeslissing van het College opgenomen planning wordt beoogd.

ONDERAFDELING 3 - SUBSIDIE VOOR PERSOONS-GEBONDEN KOSTEN

Art. 107. De jaarlijkse subsidie voor persoonsgebonden kosten die aan de centra wordt toegekend, dient om de in bijlage 1 vermelde algemene kosten te dekken.

Art. 108. De jaarlijkse subsidie voor persoonsgebonden kosten die aan een centrum wordt toegekend, is beperkt tot een maximumbedrag van 1.041,00 euro vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit.

Voor de centra die kinderen opvangen, wordt per jaar een aanvullend bedrag van maximaal 645 euro toegekend voor elk van deze kinderen.

Overeenkomstig wat bepaald is in artikel 9, § 2, 2° van het bovengenoemde besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018, is de erkende basiscapaciteit waarmee voor de vaststelling van dat maximumbedrag rekening is gehouden, de erkende basiscapaciteit die aan het einde van de in de erkenningsbeslissing van het College opgenomen planning wordt beoogd.

In afwijking van de bepalingen van deze paragraaf bedraagt de forfaitaire subsidie voor personen met een handicap in korte opvang 5 euro per halve dag opvang.

Het maximumbedrag van de aldus berekende subsidie wordt met 4% of 2% verminderd, al naargelang de verhouding tussen het aantal opgevangen personen met een handicap op gemiddelde jaarbasis en de erkende basiscapaciteit lager is dan respectievelijk 90% of 95%.

ONDERAFDELING 3 - SUBSIDIE VOOR DE KOSTEN VAN COLLECTIEF VERVOER

Art. 109. Er wordt aan de centra een jaarlijkse subsidie voor collectieve vervoerskosten toegekend, die vastgesteld is op maximaal 1,09 euro (excl. btw) per kilometer of op maximaal 3,07 euro (excl. btw) per kilometer voor een aangepast voertuig.

ONDERAFDELING 4 - UITZONDERLIJKE SUBSIDIE VOOR DE VERSTERKTE BEGELEIDING VAN EEN JONGE OF VOLWASSEN NIEUWKOMER IN HET CENTRUM DIE COMPLEXE EN INTENSIEVE BEGELEIDING NODIG HEEFT

Art. 110. Om de opvang van de jongere of de volwassene vlotter te laten verlopen, kan aan het centrum gedurende zes maanden een uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding die overeenstemt met 0,5 VTE, worden toegekend.

Zij komt bovenop de complementaire individuele norm, die automatisch onder categorie C valt.

Desgevallend kunnen de individuele norm van de basisbehoeften en de individuele motorische norm worden toegekend. Zolang de uitzonderlijke subsidie wordt gefinancierd, komt het wooncentrum niet in aanmerking voor de individuele intensieve begeleidingsnorm.

Die norm kan eventueel worden toegekend, nadat de subsidietermijn verstreken is.

De verschillende voormelde normen zijn van kracht vanaf de opname in het centrum, op voorwaarde dat het bericht van opname in het wooncentrum binnen de vijf werkdagen wordt bezorgd.

Zo niet gaan ze in op de datum waarop de aanvraag is ontvangen.

De uitzonderlijke subsidie wordt verminderd in verhouding tot het aanwezigheidspercentage.

Art. 111. § 1. Om in aanmerking te komen voor de uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding moet de jongere of de volwassene voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1. de persoon in kwestie heeft complexe en intensieve begeleiding nodig;
2. die begeleiding vergt:

- ofwel de voortdurende actieve aanwezigheid van een derde of derden om de persoon in kwestie wegens het vertonen van gewelddadig of gevaarlijk gedrag te beschermen tegen zichzelf of om de mensen in zijn omgeving te beschermen;

- ofwel een zeer specifieke aanpak wanneer er sprake is van een combinatie van pathologieën waarover het centrum dat opvang wil bieden, zich normaal niet ontfemt, waardoor de persoon in kwestie er zonder de aanvullende subsidie niet terecht zou kunnen;

3. de persoon in kwestie was vóór zijn opname in het centrum:

- in een procedure van uitsluiting uit het wooncentrum, de dienst of de school waar hij tot dan naartoe ging;
- voor lange tijd opgenomen in het ziekenhuis
- of thuis bij gebrek aan een passende oplossing wegens zijn complexe profiel.

§ 2. Het wooncentrum moet ernaar streven de opvang nadien ook zonder de uitzonderlijke subsidie te kunnen voortzetten door het team te leren omgaan met de specifieke noden van die persoon.

Art. 112. De uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding kan maximaal één keer worden verlengd.

Art. 113. Alvorens de persoon op te nemen vraagt het centrum het multidisciplinaire team een gunstige beslissing te nemen over de toekenning van een uitzonderlijke subsidie voor versterkte begeleiding in een aangepaste collectieve woonomgeving.

De subsidie kan met zes maanden worden verlengd, op voorwaarde dat het multidisciplinaire team dan opnieuw een gunstige beslissing neemt.

Art. 114. Na de opname in het wooncentrum wordt zo snel mogelijk een rooster met een beoordeling van de begeleidingsbehoeften, zoals weergegeven in bijlage 3, opgesteld.

Bij het aanvragen van een verlenging stelt het centrum aan het eind van de vijfde maand een beoordelingsverslag op waarvoor het gebruik maakt van het in bijlage 3 opgenomen rooster met een beoordeling van de begeleidingsbehoeften.

Dat verslag is gebaseerd op het geïndividualiseerde project van de persoon met een handicap en omschrijft uitvoerig de behoeften van de persoon, de doelstellingen en de middelen die worden ingezet om die doelstellingen te bereiken en de behaalde en niet-behaalde resultaten. Het bevat een met redenen omkleed advies over de aanvraag om de aanvullende subsidie met zes maanden te verlengen, die wordt verantwoord door de nood aan extra begeleiding in vergelijking met de andere opgevangen personen met een handicap. Het wordt ondertekend door een beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg, meer bepaald een arts, een kinesitherapeut, een verpleger of een paramedicus, en door de directie van het centrum.

AFDELING 3 - FINANCIËLE BIJDRAGE

Art. 115. De dienst PHARE kan na ontvangst van de verantwoordingsstukken een willekeurige controle van de door het centrum meegedeelde bedragen uitvoeren.

Wanneer de dienst PHARE regelmatige en opzettelijke fouten in de berekeningswijze van de financiële bijdrage vaststelt, stelt diezelfde dienst het Collegelid voor een procedure op te starten om de erkenning gedwongen te wijzigen of in te trekken.

Art. 116. Met de financiële bijdrage komt de opgevangen persoon met een handicap tegemoet in zijn opvang en in de algemene werking van het centrum.

Het centrum int het bedrag van de financiële bijdrage bij de persoon met een handicap met inachtneming van de in dit deel bepaalde tarieven, kortingen en regels.

ONDERAFDELING 1 - FINANCIËLE BIJDRAGE VOOR DE ALGEMENE OPDRACHTEN

Art. 117. § 1. Het centrum int bij de persoon met een handicap een maandelijkse financiële bijdrage die als volgt is vastgesteld:

- voor zijn opvang door het centrum:
 - a) wanneer de persoon jonger is dan 21 jaar: 84 euro;
 - b) wanneer de persoon 21 jaar of ouder is: 164 euro.

- voor de vervoerskosten:

Desgevallend een forfaitair bedrag, uitsluitend voor personen vanaf 21 jaar, dat als volgt is vastgesteld:

- a) binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: 42 euro;
- b) buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: 60 euro.

§ 2. De financiële bijdrage wordt al naargelang van de in gepersonaliseerde overeenkomst vermelde wekelijkse aanwezigheid per tiende verminderd in verhouding tot de voorziene halve dagen afwezigheid.

Art. 118. De in artikel 117 voorziene bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal werkdagen van afwezigheid tijdens de maand. Die omvatten:

- a) afwezigheidsdagen verantwoord door de persoon met een handicap of diens ouders of diegenen die ermee belast zijn, met een maximum van 12 werkdagen per kalenderjaar;
- b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch of een hospitalisatieattest;
- c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;
- d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing;
- e) afwezigheidsdagen bij familiale gebeurtenissen, om burgerplichten of -taken te vervullen of om voor het gerecht te verschijnen, aangetoond aan de hand van een bewijsstuk en met een maximum van 10 dagen per jaar;
- f) afwezigheidsdagen wegens vakantie gedurende maximaal 24 werkdagen per kalenderjaar voor niet-schoolgaande volwassenen en tijdens de schoolvakanties voor de anderen;
- g) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement waardoor het niet mogelijk is om zich naar het centrum te begeven, mits de dienst PHARE zijn instemming geeft;
- h) sluitingsdagen van het centrum die het gevolg zijn van de overdracht van een wettelijke feestdag;
- i) pedagogische dagen die in het collectief project van het centrum zijn bepaald, op basis van de volgende formule:

$$A - 90\% \text{ van } A \times B/C;$$

j) afwezigheidsdagen in de maand waarin de geïndividualiseerde overeenkomst begint of afloopt, volgens de volgende formule: $A - 100\%$ van $A \times B/C$

waarbij

A = de financiële bijdrage voorzien in artikel 116;

B = het aantal werkdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel;

C = het aantal werkdagen in de desbetreffende maand.

ONDERAFDELING 2 - REGELS VOOR DE TOEKENNING VAN EEN KORTING VAN DE FINANCIËLE BIJDRAGE

Art. 119. De persoon met een handicap die minder dan 21 jaar oud is, krijgt op het bedrag berekend op basis van de artikelen 116 en 117 en op het bedrag bepaald in artikel 128 een korting van 50% gedurende een bepaald jaar, indien het globaal belastbaar inkomen van het gezin verminderd met de vrijgestelde quotiteiten en vermeerderd met een eventueel belastbaar inkomen dat duidelijk is vermeld op het aanslagbiljet van zijn gezin met betrekking tot het op twee jaar na laatste jaar lager is dan 9.000 euro. De persoon met een handicap heeft geen recht op een korting, indien de houder van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van andere onroerende goederen dan die welke als persoonlijke woning worden benut of van elk ander onroerend goed dat voor professionele doeleinden wordt gebruikt.

Art. 120. De persoon met een handicap van 21 jaar of ouder krijgt op het bedrag verkregen op basis van § 1 een korting van 50% indien zijn maandelijkse inkomens lager zijn dan 750 euro, na aftrek van een eventuele alimentatie, van medische, paramedische en farmaceutische kosten die verantwoord zijn door een medisch voorschrift en in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg zijn opgenomen voor zover ze betrekking hebben op prestaties uitgevoerd gedurende een periode van werkelijke aanwezigheid van de persoon met een handicap in het centrum, van de kosten van bewindvoerders over goederen die rechtstreeks verbonden zijn aan het inkomen waarmee voor de bepaling van de financiële bijdrage rekening is gehouden en van de huur of de terugbetaling van een hypotheeklening.

Art. 121. Voor de persoon met een handicap die zowel wordt opgevangen in een centrum als in een woonomgeving die door de Franse Gemeenschapscommissie of door een andere overheid zijn erkend, is het forfaitair bedrag in een door de Franse Gemeenschapscommissie erkend centrum vastgesteld op 0 euro.

ONDERAFDELING 3 - FINANCIËLE BIJDRAGE VOOR DE SPECIFIEKE OPDRACHT

Art. 122. In afwijking van de artikelen 117, 118 en 120, paragrafen 1 tot 3 van dit besluit, wordt de financiële bijdrage van personen met een handicap die respijtzorg krijgen, vastgesteld op 5 euro per halve dag verzorging.

De persoon met een handicap die minder dan 21 jaar oud is, krijgt een korting van 50% gedurende een bepaald jaar, indien het globaal belastbaar inkomen van het gezin verminderd met de vrijgestelde quotiteiten en vermeerderd met een eventueel belastbaar inkomen dat duidelijk is vermeld op het aanslagbiljet van zijn gezin met betrekking tot het op twee jaar na laatste jaar, lager is dan 9.000 euro. De persoon met een handicap heeft geen recht op een korting, indien de houder van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van andere onroerende goederen dan die welke als persoonlijke woning worden benut of van elk ander onroerend goed dat voor professionele doeleinden wordt gebruikt.

De persoon met een handicap van 21 jaar of ouder krijgt een korting van 50% indien zijn maandelijkse inkomens lager zijn dan 750 euro, na aftrek van eventuele alimentatie, van medische, paramedische en farmaceutische kosten die verantwoord zijn door een medisch voorschrift en in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg zijn opgenomen voor zover ze betrekking hebben op prestaties uitgevoerd in een periode van werkelijke aanwezigheid van de persoon met een handicap in het centrum, van de kosten van bewindvoerders over goederen en van de huur of de terugbetaling van een hypotheeklening.

Art. 123. Voor de persoon met een handicap die zowel wordt opgevangen in een centrum als in een aangepaste collectieve woonomgeving die door de Franse Gemeenschapscommissie of door een andere overheid zijn erkend, is het forfaitair bedrag in een door de Franse Gemeenschapscommissie erkend centrum vastgesteld op 0 euro.

Art. 124. Voor een in artikel 119 bedoelde persoon met een handicap geldt dat als zijn gezin een nieuw aanslagbiljet ontvangt, dit onmiddellijk aan het centrum moet worden bezorgd voor een eventuele herziening van de financiële bijdrage voor een volledig kalenderjaar.

Art. 125. Bij wijze van uitzondering voor de in artikel 119 bedoelde personen met een handicap en indien wordt vastgesteld dat de financiële bijdrage van een persoon met een handicap niet kan worden betaald ingevolge een wijziging van diens fiscale toestand, zoals de beschikbare inkomsten van het gezin, die onmiskenbaar recht geeft op een vermindering van de financiële bijdrage, dan wordt die vermindering toegekend. Deze vermindering wordt niet meer toegekend, zodra de reden die er aanleiding toe gaf, niet langer bestaat.

Art. 126. Indien er achterstallige inkomsten worden gestort, zal de financiële bijdrage van een persoon met een handicap met terugwerkende kracht voor de betrokken periode en in verhouding tot diens aanwezigheid in het centrum worden gecorrigeerd.

AFDELING 4 – VERANTWOORDINGSDOSSIER VOOR DE SUBSIDIES

Art. 127. § 1. Het verantwoordingsdossier bevat de volgende stukken:

1° wat de personeelskosten betreft:

- de individuele rekeningen van de werknemers uitgesplitst per erkenning, per functie en per soort contract (gesubsidieerd of niet-gesubsidieerd);

- een overzicht van de onregelmatige prestaties op basis van het door de dienst PHARE vastgestelde model, indien die niet zijn opgenomen in de individuele rekeningen;

- een overzicht van het dubbel vakantiegeld van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie voor het boekjaar dat volgt op het boekjaar waarvoor de jaarlijkse subsidie is bepaald;

- het C 450bis-attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

- het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;

- de eindafrekening van de wettelijke verzekering, voor ieder arbeidsongeval dat aanleiding heeft gegeven tot een schadevergoeding, een fotokopie van de door het wooncentrum gedane aangifte en de afrekening van de gestorte vergoedingen;

- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;

- een samenvattende tabel van de personeelskosten, met vermelding van het betrokken personeel, de aard van de gevolgde opleidingen en de kostprijs daarvan;
- de lijst van de personen die de aanvullende prepensioensvergoeding genieten samen met de individuele rekening van elke betrokkene;

- een overzicht van de gestorte vergoedingen voor extern verblijf;

- voor de werknemers die in de loop van het boekjaar in dienst zijn getreden: het door de vorige werkgever afgeleverde vakantieattest;

2° wat de algemene kosten en de persoonsgebonden kosten betreft:

- de algemene balans;

- de afschrijvingstabellen van de vaste activa en de giften en subsidies in kapitaal;

- het grootboek of de historiek van de lasten en opbrengsten;

- het aantal personen dat wordt opgevangen op gemiddelde jaarbasis.

3° wat het collectief vervoer betreft:

- de facturen met de bewijsstukken die een algemeen nader overzicht bieden van de data waarop de ritten zijn uitgevoerd, het aantal vervoerde personen met een handicap met hun naam en adres, en het aantal afgelegde kilometers.

4° wat de financiële bijdragen van de personen met een handicap betreft:

- een jaaroverzicht van de aanwezigheden en afwezigheden;

- een jaaroverzicht van de maandelijkse bijdragen van elke persoon met een handicap en een algemeen samenvattend jaaroverzicht;

- het bewijs van de storting van 2/3de van de kinderbijslag;

- in geval van korting:

- ° Voor de persoon met een handicap die uitsluitend kinderbijslag ontvangt: een aanslagbiljet en desgevallend een afschrift van de verklaring op erewoord van de persoon die door het centrum gemachtigd is om het dossier te onderzoeken.

- ° Voor de persoon met een handicap van 21 jaar of ouder: het bewijs van de inkomsten en desgevallend het bewijsstuk van de alimentatie, het overzicht van de erelonen van een bewindvoerder over de goederen en het bewijs van de betaling van een financiële bijdrage.

De bewijsstukken van de afrekeningen van de financiële bijdragen worden in het centrum bewaard.

De dienst PHARE kan de lijst van de gevraagde stukken aanvullen.

§ 2. Indien het aantal personen met een handicap die het centrum op gemiddelde jaarbasis opvangt hoger is dan de erkende basiscapaciteit, wordt de aftrek van de financiële bijdragen van de subsidie die krachtens de artikelen 64 en 70 van het decreet aan het centrum is toegekend, verlaagd in verhouding tot de erkende basiscapaciteit.

Art. 128. De dienst PHARE controleert het verantwoordingsdossier. Hij stelt het verschil tussen de som van de gestorte voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie vast.

Hij legt een voorstel van beslissing voor aan het centrum. Het centrum heeft zes weken tijd om zijn opmerkingen kenbaar te maken.

Komt er binnen die termijn geen reactie, dan wordt het voorstel van de dienst PHARE als aanvaard beschouwd.

Binnen de zes weken na de datum waarop de opmerkingen ontvangen zijn, bezorgt de dienst PHARE de eindafrekening van de subsidie.

Art. 129. De in afdeling 3 van dit hoofdstuk bedoelde financiële bijdrage wordt van de subsidie afgetrokken.

HOOFDSTUK 5 - VOORRANGSOVEREENKOMSTEN

Art. 130. Een centrum dat buiten zijn erkende basiscapaciteit maar binnen zijn maximumcapaciteit plaatsen openstelt voor de opvang van personen met een handicap wier behoeften het multidisciplinaire team als prioritair beoordeelt, krijgt een specifieke forfaitaire financiering toegekend, die nader bepaald wordt in een "voorrangsovereenkomst", waarvan het model in bijlage 4 van dit besluit is vastgesteld.

De voorrangsovereenkomst wordt gesloten tussen het centrum en de Franse Gemeenschapscommissie. Het bestaan ervan wijzigt de erkenning die door het College aan het centrum is toegekend, niet. Ze eindigt automatisch bij het vertrek van de persoon met een handicap.

Art. 131. Om eventueel in aanmerking te komen voor een voorrangsovereenkomst, moet de aanvraag van de persoon met een handicap beantwoorden aan de volgende criteria:

- * de hoogdringendheid van de opvang in een centrum gezien het belang van de follow-up en de verzorging die de persoon met een handicap door zijn fysieke, geestelijke of psychische toestand nodig heeft;

- * een van de volgende sociale redenen aantonen:

- de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, is niet meer in staat om zijn opdracht te vervullen;

- de huidige toestand vormt een gevaar voor de integriteit van de persoon met een handicap of voor de integriteit van derden;

- er is meerdere keren een uitsluitingsmaatregel opgelegd of opvang geweigerd aan de persoon met een handicap.

Art. 132. De bepalingen van de artikelen 62 tot 65 en artikel 29 zijn van toepassing op de persoon met een handicap die op basis van een voorrangsovereenkomst wordt verzorgd.

Art. 133. De forfaitaire financiering die op basis van een voorrangsovereenkomst aan een centrum wordt toegekend, is bedoeld om de bijkomende kosten van alle aard te dekken die verband houden met de zorg voor de persoon met een handicap wiens gegevens in de voorrangsovereenkomst zijn opgenomen.

Op jaarbasis komt deze financiering voor een voltijds verblijf overeen met maximaal de gemiddelde kostprijs van een plaats in het centrum in kwestie, vastgesteld op de datum van de inwerkingtreding van de voorrangsovereenkomst en waarbij rekening wordt gehouden met de evolutie van het aangeworven personeel qua aantal, scholing, barema en anciënniteit. De financiering wordt per tiende verminderd in verhouding tot de halve dagen afwezigheid die in de gepersonaliseerde overeenkomst zijn bepaald.

De financiële bijdrage van de persoon met een handicap wordt bepaald op grond van de bepalingen van afdeling 7 van hoofdstuk 3 van dit besluit.

Art. 134. De voorrangsovereenkomsten worden op de begroting van de dienst PHARE ten laste genomen op een aparte basisallocatie die losstaat van die voor de centra.

HOOFDSTUK 6 - WIJZIGINGSBEPALING

Art. 135. Paragraaf 2 van artikel 38 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

“Het maximumbedrag per jaar voor de centra is gelijk aan 1.820 euro vermenigvuldigd met de erkende capaciteit. In de centra die kinderen opvangen die niet in een aangepaste collectieve woonomgeving worden opgenomen, wordt een aanvullend bedrag van maximaal 254 euro per jaar toegekend voor elk van deze kinderen”.

HOOFDSTUK 7 - OPHEFFINGSBEPALINGEN

Art. 136. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor personen met een handicap wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 55, vijfde en zesde lid, voor wat betreft de dagcentra voor schoolgaande kinderen bedoeld door het besluit 99/262/E2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen.

Art. 137. Voor wat betreft de dagcentra, de artikelen 73, 74 en 75 van het besluit 99/262A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK 8 - OVERGANGS-, AFWIJKINGS- EN SLOTBEPALINGEN

AFDELING 1 - OVERGANGS- EN AFWIJKINGSBEPALINGEN

Art. 138. § 1. De centra die op 31 december 2023 erkend zijn, behouden vanaf 1 januari 2024 hun erkenning tot het einde van de erkenningsperiode die vermeld is in de meest recente erkenningsbeslissing die ze van het College hebben gekregen.

§ 2. De centra die voor de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot verlenging van hun erkenning hebben ingediend, blijven onderworpen aan de erkenningsprocedure die bepaald is in hoofdstuk II van het besluit nr. 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor personen met een handicap.

§ 3. In afwijking van artikel 13 van het besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van personen met een handicap, wordt de termijn voor het indienen van een aanvraag tot verlenging van de erkenning tot zes maanden verkort voor wooncentra waarvan de erkenning tussen 1 juli 2024 en 31 december 2024 afloopt.

Art. 139. De omkaderingsnormen worden in afwijking van artikel 61 herzien, zodra dit besluit van kracht wordt.

AFDELING 2 - SLOTBEPALINGEN

Art. 140. Treden in werking op 1 januari 2024:

1° afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet;

2° de artikelen 16, 17, 62, 63, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 92, 94, 95, 102 en 119 van het decreet;

3° dit besluit.

Art. 141. De bedragen vermeld in de artikelen 105, 108, 109, 116, 119, 120 en 122 van dit besluit zijn gekoppeld aan de gezondheidsindex van december 2001.

Vanaf 1 juli 2024 worden ze op 1 januari van elk jaar aangepast rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna genoemd de gezondheidsindex, op basis van de volgende formule:

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2001}}$$

Art. 142. Het collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 februari 2024.

Namens het College :

B. TRACHTE,
Voorzitster van het College van
de Franse Gemeenschapscommissie

R. VERVOORT,
Lid van het College bevoegd voor
het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap

Bijlage 1 bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

IN AANMERKING KOMENDE UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN EN VAN DE SUBSIDIE VOOR PERSOONSGEBONDEN KOSTEN VAN DE DAGACTIVITEITENCENTRA

SUBSIDIE VOOR PERSOONSGEBONDEN KOSTEN	
1.	Verzorging
	Aankoop van farmaceutische goederen - Specialiteiten
	Aankoop van brillen en andere oogprothesen
	Aankoop van orthopedische prothesen, gehoorprothesen en rolstoelen
	Aankoop van wegwerpmateriaal
	Aankoop van accessoires en toiletgerief
	Externe was- en verzorgingsdiensten
2.	Opvoeding, heropvoeding en specifieke activiteiten
	Aankoop van goederen en diensten voor opvoeding, heropvoeding en specifieke activiteiten
	Aankoop van didactisch materiaal
	Aankoop van grondstoffen voor ambachtelijke activiteiten
	Vergoedingskosten vrijwilligers
3.	Vervoer en verplaatsingen
	Begeleiding van personen met een handicap
	Niet-begeleide personen met een handicap
4.	Voeding
	Restauratiekosten voor personen met een handicap
	Aankoop van voedingsmiddelen
	Aankoop van voedingsdiensten
5.	Kledij
	Aankoop van kledij
	Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor kledij
	Aankoop van schoenen en onderhoudsproducten voor schoenen
	Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor schoenen
	Externe diensten voor het onderhoud en de herstelling van kledij
	Externe diensten voor de herstelling van schoenen
6.	Vakantie (d.w.z. residentieel verblijf buiten het wooncentrum)
	Huur (met inbegrip van de huurlasten)
	Vervoer
	Ontspanning
	Gekochte vakantie
7.	Linnengoed
	Aankoop van klein materiaal en beddengoed (lakens en hoeslakens)
8.	Washok
	Aankoop van wasproducten
	Externe wasserijdiensten
9.	Informatica
	Onderhoud en herstellingen van computermateriaal
	Computerbenodigdheden
	Internet
	Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)
10.	Onderhoud en herstelling van rolstoelen voor personen met een handicap

SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN	
1.	Verzorging
	Aankoop van farmaceutische producten - courante producten Aankoop van klein verzorgingsmateriaal
2.	Voeding
	Aankoop van klein keukenmateriaal
3.	Linnengoed
	Aankoop van huislinnen Externe diensten voor het herstel van beddengoed
4.	Beheerskosten personeel
	Opleidingskosten Abonnementen op professionele tijdschriften en documentatie Aanwervingskosten Sociaal secretariaat
5.	Huur en huurlasten
	Huur gebouwen Erfpachtvergoedingen Huurlasten gebouwen Huur materiaal en uitrusting
6.	Energie
	Stookolie Elektriciteit Gas Water
7.	Onderhoud en herstellingen
	7.1. Terreinen en gebouwen
	Schoonmaak Onderhoud en herstellingen buiten de gebouwen Onderhoud en herstellingen in de gebouwen Tuinonderhoud
	7.2. Installaties
	Onderhoud en herstellingen technische installaties Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting Onderhoud en herstellingen washokinstallaties en -uitrusting Onderhoud en herstellingen van niet-medische of paramedische uitrusting Onderhoud en herstellingen van medische en paramedische uitrusting Onderhoud en herstellingen van onderhoudsmateriaal en -instrumenten Verplichte controles uitgevoerd door derden
	7.3. Meubilair en rollend materieel
	Onderhoud en herstellingen van meubilair Onderhoud en herstellingen van kantoormateriaal Onderhoud en herstellingen van computermateriaal Onderhoud en herstellingen van rollend materieel
8.	Verzekeringen
	Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid personen met een handicap en personeel Verzekeringen diefstal, brand en schade Verzekeringen auto's en voertuigen van de instelling Omniumverzekeringen opdrachten Andere verzekeringen
9.	Vervoer, verplaatsingen
	Brandstof voor dienstvoertuigen Huur van dienstvoertuigen Opdrachten
10.	Andere algemene beheerskosten
	Kantoorbenodigdheden Computerbenodigdheden Telefoon, fax Postkosten Internet Vergaderkosten raden en assemblees Representatiekosten

	Vergoedingskosten vrijwilligers Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen) Erelonen externe boekhouders Erelonen revisor Erelonen advocaten en notarissen, met uitzondering van de erelonen verbonden aan het ontslag van een werknemer Erelonen preventieadviseur Andere erelonen, met uitzondering van de erelonen verbonden aan het ontslag van een werknemer Reclame, advertenties en boodschappen Lidmaatschapskosten van verschillende instellingen (beperkt tot 2000,00 euro)
11.	Afschrijvingen
	Afschrijvingen op kosten eerste vestiging Dotatie afschrijvingen immateriële activa Dotatie afschrijvingen bouwwerken Dotatie afschrijvingen installaties Dotatie afschrijvingen meubilair en rollend materieel Dotatie afschrijvingen gehuurde activa, financieringen en aanverwante rechten Dotatie afschrijvingen andere materiële activa
12.	Andere bedrijfskosten
	Onroerende voorheffing Belasting van het patrimonium van vzw's Verkeersbelasting Kijk- en luistergeld Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.) Andere belastingen en retributies
13.	Financiële lasten
	Financiële lasten op huurschulden - financiering en gelijkgesteld Financiële lasten op langetermijnschulden Interesten van leningen ingevolge vertragingen subsidies Financiële lasten op kortetermijnschulden Bankkosten
14.	Lasten op vorige boekjaren
	Inhalingen op vorige boekjaren Diensten en diverse goederen Bezoldigingen sociale lasten en pensioenen Afschrijvingen Andere bedrijfskosten Financiële lasten

De teruggevorderde kosten worden afgetrokken van de daarmee overeenstemmende lasten.

Worden afgetrokken van de in aanmerking komende uitgaven:

- de van de overheid ontvangen subsidies wanneer ze worden toegekend om precies dezelfde lasten te dekken als degene die op basis van de bepalingen van dit besluit in aanmerking komen, met uitzondering van de bedragen toegekend voor educatief verlof en de tegemoetkomingen ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer;

- de verschillende terugvorderingen van kosten, met uitzondering van private giften, opbrengsten uit verrichtingen die verband houden met de opvraging van private fondsen en de verkoop van producten buiten het wooncentrum. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten op aparte rekeningen of subrekeningen worden geboekt en als de lasten met betrekking tot deze verrichtingen eveneens apart worden geboekt;

- de lasten met betrekking tot de organisatie van verrichtingen die verband houden met de opvraging van private fondsen en de verkoop van producten buiten het wooncentrum. Ze moeten naargelang van hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze verrichtingen voortkomen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2019/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,

Barbara TRACHTE

De minister,

Collegelid
bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan
personen met een handicap

Rudi VERVOORT

Bijlage 2 bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

Dagactiviteitencentrum	Erkenning	Procentuele werkgeversbijdrage
ANAI5	DCV	50,03%
CENTRE ESPOIR ET JOIE	DCV	53,23%
CEP FOUGERES	DCV	52,87%
CLC LES PLATANES	DCV	51,92%
ESTREDA	DCV	51,84%
FACERE	DCV	51,15%
FARRA STRATEGIE	DCV	53,33%
FARRA MERIDIEN	DCV	51,92%
HOPPA	DCV	51,92%
IRSA (AUBIER)	DCV	49,85%
LA BASTIDE	DCV	51,74%
LA BRAISE	DCV	52,13%
LA FAMILLE	DCV	50,64%
LA FORESTIERE	DCV	52,09%
LA FORET	DCV	53,05%
LE GRAIN	DCV	51,91%
LE PRETEXTE	DCV	51,28%
LES TROPIQUES	DCV	49,92%
LES VRAIES RICHESSES	DCV	51,66%
SESAME	DCV	52,93%
CENTRE ARNAUD FRAITEUR	DCK	51,30%
CREB EVEIL	DCK	51,69%
CREB SOLIDARITAS	DCK	51,49%
GRANDIR	DCK	50,73%
IRSA	DCK	51,30%
WAR MEMORIAL	DCK	51,30%

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,

De minister,

Collegelid
bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan
personen met een handicap

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Bijlage 3 bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

ROOSTER VOOR DE EVALUATIE VAN PERSONEN MET EEN HANDICAP IN DAGACTIVITEITENCENTRA OP BASIS WAARVAN HUN SPECIFIEKE BEGELEIDINGSBEHOEFTE BEPAALD KUNNEN WORDEN

A. Sociaal aanpassingsvermogen	20 punten
B. Psychologische aspecten	10 punten
C. Cognitieve en intellectuele vaardigheden	20 punten
D. Motorische en psychomotorische vaardigheden	20 punten
E. Dagelijks leven	30 punten

Totaal 100 punten

Individuele norm van de basisbehoeften (INBB): ja/nee

Individuele motorische norm (IMN): ja/nee

Individuele verouderingsnorm (IVN): ja/nee

Complementaire intensieve begeleidingsnorm (CIBN): ja/nee

A. Sociaal aanpassingsvermogen	Centrum	Evaluator	Samenvatting	Toegang	Veroudering
A.1: Aanpassing van het gedrag.					
A.2: Tijdsbesef.					
A.3: Maken van keuzes.					
A.4: Gebruik van diensten.					
A.5: Relatie met anderen.					
A.6: Beroep doen op hulp.					
A.7: Deelname aan collectieve activiteiten.					
A.8: In staat zich aan te passen aan verandering					
Subtotaal A			/40	/16	
Totaal A	<i>/. 2= /20</i>			<i>/.2= / 8</i>	
B. Psychologische aspecten	Centrum	Evaluator	Samenvatting	Toegang	Veroudering
B.1: Erkenning en beheer van de eigen capaciteiten en beperkingen					
B.2: Erkenning van anderen.					

B.3: Erkenning en uiten van emoties.					
B.4: Driftbeheersing.					
Subtotaal B			/20	/8	
Totaal B	/. 2= /10			/. 2= /4	

C. Cognitieve en intellectuele vaardigheden	Centrum	Evaluator	Samenvatting	Toegang	Veroudering
C.1: Begrijpen.					
C.2: Expressie.					
C.3: Lezen.					
C.4: Schrijven.					
C.5: Rekenen.					
C.6: Onthouden.					
C.7: Aandacht, concentratie					
C.8: Leren					
C.9: Gebruik van verworven kennis en ervaring					
Subtotaal C			/45	/18	
Totaal C	I. X0,44= /20			X0,44= /8	

D. Motorische en psychomotorische vaardigheden	Centrum	Evaluator	Samenvatting	Toegang	Veroudering
D.1: Mobiliteit.					
D.2: Handigheid.					
Subtotaal D			/10	/4	
Totaal D	X2= /20			X2= /8	

E. Dagelijks leven		Centrum	Evaluator	Samenvatting	Toegang	Veroudering
E.1	Ruimtelijke oriëntatie.					
E.2	Aankleden, uitkleden.					
E.3	Lichaamshygiëne.					
E.4	Medicatie.					
E.5	Zorgdragen voor de eigen gezondheid					
E.6	Functionele zelfstandigheid aan tafel.					
E.7	Vrije tijd					
E.8	Zin voor initiatief in het dagelijkse leven					
E.9	Geldbeheer.					

E10	Bijzondere medische situatie					
E.11	Bijzondere gedragssituatie					
Subtotaal E				/55	/18	
Totaal E		X0,55= /30		X0,55= /1		
ALGEMEEN TOTAAL		samenvatting = /100				Totaal Toegang X1,05
(Samenvatting min Totaal Toegang)						/40
						/100

Individuele verouderingsnorm (IVN) Aantal verschillende criteria:
O Stemmingsstoornis O Nood aan rust O Maniakaal O Angst

IVN: Ja Nee	INBB: Ja Nee	CIN: A B C	IMN: Ja Nee	CIBN: Ja Nee
-------------	--------------	------------	-------------	--------------

Omschrijving van de onderdelen

A. Sociaal aanpassingsvermogen

<u>A.1 Aanpassing van het gedrag.</u> Past zijn of haar gedrag aan de regels (wetten, instructies, gezond verstand) aan.

- 5. Houdt op een correcte manier rekening met de regels.
- 4. Past zijn of haar gedrag aan de regels aan, maar niet altijd of moet er af en toe aan worden herinnerd.
- 3. Past zijn of haar gedrag aan, mits er regelmatig aan herinnerd wordt.
- 2. Past zijn of haar gedrag zelden aan de regels en instructies aan.
- 1. Leeft de regels niet na, verwerpt ze systematisch of is er zich niet van bewust

<u>A.2 Tijdsbesef.</u> Anticipeert en deelt de tijd in: jaren, maanden, dagen, uren en minuten; verleden, heden, toekomst; periode van de dag (ochtend, overdag, middag, namiddag, avond, nacht)

- 5. Anticipeert en plant zelfstandig.

4. Anticipeert zelfstandig en plant met de hulp van een derde.
3. Anticipeert op belangrijke gebeurtenissen in de week, maar plant niet.
2. Anticipeert op belangrijke gebeurtenissen overdag, maar plant niet.
1. Vertoont op geen enkele manier anticiperend of plannend gedrag.

A.3 Maken van keuzes.

Maakt zijn of haar keuzes op basis van de parameters van de situatie.

5. Houdt in alle omstandigheden bedachtzaam rekening met de verschillende elementen die hij of zij kent, om een keuze te maken.
4. Gedraagt zich in de meeste omstandigheden zelfstandig bij het maken van zijn of haar keuzes.
3. Heeft begeleiding nodig om keuzes te maken of om de gepastheid ervan te beoordelen.
2. Heeft begeleiding nodig om keuzes te maken en de gepastheid ervan te beoordelen.
1. Maakt zijn of haar keuzes op een impulsieve, ondoordachte en ongepaste manier kenbaar of heeft geen besef van keuzes.

A.4 Gebruik van diensten.

Maakt gebruik van al dan niet commerciële openbare en private diensten.

5. Maakt op een bevredigende manier zelfstandig gebruik van alle diensten.
4. Maakt onder begeleiding gebruik van alle diensten of doet af en toe beperkt beroep op een gespecialiseerde dienst.
3. Maakt zelfstandig gebruik van bepaalde eenvoudige diensten.
2. Maakt onder begeleiding gebruik van bepaalde diensten.
1. Maakt van geen enkele dienst gebruik, ook niet onder begeleiding.

A.5 Relatie met anderen.

De vlotheid waarmee sociale contacten worden gelegd, onderhouden en gesloten.

5. Legt, onderhoudt en sluit positieve sociale contacten met anderen, ook in groep.
4. Legt, onderhoudt en sluit sociale contacten, maar niet altijd op een passende manier.

3. Neemt het initiatief voor en reageert op contacten, maar op een beperkte of uiterst eenvoudige manier.
2. Treedt in contact met anderen wanneer die erom vragen, maar geeft er geen of niet altijd een passend vervolg aan.
1. Komt niet in aanraking met anderen of doet dat altijd op een niet-passende manier.

A.6 Beroep op hulp.

Doet in situaties waarin hulp nodig is, een beroep op een derde.

5. Roept in om het even welke situatie indien nodig spontaan hulp in
4. Roept enkel in bekende en vertrouwde situaties indien nodig hulp in.
3. Roept zelden indien nodig hulp in, zelfs in bekende en vertrouwde situaties.
2. Doet niet het juiste om hulp te verkrijgen (bijvoorbeeld: vraagt hulp wanneer dat niet nodig is).
1. Roept nooit hulp in.

A.7 Deelname aan collectieve activiteiten.

Is aanwezig, neemt actief of passief deel aan een collectieve activiteit.

5. Neemt actief en geïnteresseerd deel, zonder hulp.
4. Neemt actief deel met gerichte bijstand van een derde.
3. Neemt niet deel, maar stemt ermee in aanwezig te zijn zonder de activiteit te verstoren en zonder hulp te krijgen van een derde.
2. Is aanwezig op of neemt deel aan een activiteit, daarbij voortdurend bijgestaan door een derde, maar zonder de activiteit constant te verstoren.
1. Verstoort de collectieve activiteit.

A.8 In staat zich aan te passen aan veranderingen.

Past zich aan, kan psychologisch om met veranderingen in de leefomgeving (plaats, personen, activiteiten, enz.) zonder extravagant en buitensporig gedrag te vertonen.

5. Past zich goed aan iedere verandering aan.
4. Past zich zonder al te veel moeilijkheden aan een verandering aan.

3. Past zich met voorbereide en geleidelijke hulp en ondersteuning aan een verandering aan.
2. Heeft ondanks hulp en ondersteuning zeer veel moeite om zich aan de kleinste verandering aan te passen.
1. Past zich ondanks hulp en ondersteuning aan geen enkele verandering aan.

B. Psychologische aspecten.

B.1 Erkenning en beheer van de eigen capaciteiten en beperkingen.

5. Erkent en beheert zijn of haar capaciteiten en beperkingen op een zelfstandige manier.
4. Erkent en beheert zijn of haar capaciteiten en beperkingen, met af en toe hulp van een derde.
3. Erkent en beheert zijn of haar capaciteiten en beperkingen, met voortdurende hulp van een derde.
2. Is verward of neemt een tweeslachtige houding aan over zijn of haar capaciteiten en beperkingen.
1. Erkent en beheert zijn of haar capaciteiten en beperkingen niet, ook niet met de hulp van een derde.

B.2 Erkenning van anderen (van hun lichaam, mens zijn en goederen)

Verhouding tot zichzelf en tot anderen.

5. Houdt rekening met en respecteert de anderen: hij of zij heeft voortdurend positieve interactie.
4. Houdt in zijn of haar handelingen op een wisselende manier rekening met de anderen. Hij of zij heeft onbestendige, maar positieve interacties.
3. Erkent de anderen weinig of niet. Is passief en heeft weinig interacties, maar die zijn wel positief
2. Erkent de anderen, maar gaat geen interactie aan of vertoont vermijdingsgedrag. De interactie kan negatief zijn.
1. Erkent de anderen niet, beschouwt hen enkel als een louter verlengstuk. Het fusionele aspect domineert.

B.3 Uiten van emoties.

Erkent zijn of haar emoties (angst, woede, vreugde, droefheid) en uit ze.

5. Uit zijn of haar emoties op een passende manier.
4. Uit zijn of haar emoties, maar laat er zich op sommige momenten door overweldigen.
3. De beleefde emotie stemt niet overeen met de manier waarop ze geuit wordt.

2. Uit zijn of haar emoties niet of weinig of weigert om dat te doen.

1. Laat zich overweldigen door zijn of haar emoties zonder zich daarvan bewust te zijn (emotionele labiliteit).

B.4 Driftbeheersing.

Houdt zijn of haar driften (agressie, geweld, seksuele driften, ...) onder controle. Overgaan tot actie.

5. Is gewoonlijk in staat om zijn of haar driften onder controle te houden.

4. Reageert impulsief met woorden of symbolen en is nadien in staat om afstand te nemen.

3. Vertoont af en toe een van de houdingen die omschreven staan onder de punten 2 en 1.

2. Krijgt regelmatig een intense aanval (van woede, ergernis, stereotypie, angst, enz.).

1. Vertoont regelmatig op een intense manier destructief gedrag, agressie of geweld ten aanzien van zichzelf, anderen en/of zijn of haar omgeving.

C. Cognitieve en intellectuele vaardigheden.

C.1 Begrijpen.

Begrijpt een niet-geschreven boodschap.

5. Begrijpt onmiddellijk elke boodschap, ook complexe boodschappen.

4. Begrijpt een complexe boodschap (bijvoorbeeld meerdere instructies of een abstracte boodschap), mits er wat uitleg bij geboden wordt.

3. Begrijpt een eenvoudige boodschap.

2. Begrijpt met behulp van wat uitleg of afgeleide instrumenten (tools) een eenvoudige boodschap.

1. Kan een eenvoudige boodschap (bijvoorbeeld één instructie) niet begrijpen.

C.2 Expressie.

Brengt een niet-geschreven boodschap op een samenhangende wijze over.

5. Brengt een complexe boodschap correct over met woorden: logische zinsbouw, (eventueel abstracte) boodschappen die meteen begrijpelijk zijn.

4. Kan met technische ondersteuning of met de hulp van een derde een complexe boodschap (bijvoorbeeld meerdere instructies of een abstracte boodschap) overbrengen.

3. Kan eventueel met technische ondersteuning of met de hulp van een derde een eenvoudige boodschap overbrengen.
2. Kan een eenvoudige boodschap overbrengen, echter met weinig of geen samenhang of met slechts enkele woorden.
1. Is niet in staat een boodschap over te brengen die de gesprekspartner kan begrijpen of ontcijferen.

C.3 Lezen.

Gebruikt zijn of haar leesvaardigheid in alledaagse situaties.

5. Leest vlot en begrijpt de betekenis van de tekst.
4. Kan dankzij een technisch hulpmiddel (braille, enz.) of met gerichte hulp een tekst ontcijferen en de betekenis ervan begrijpen.
3. Kan een tekst ontcijferen, maar begrijpt de betekenis ervan niet volledig, ook al krijgt hij of zij daarbij hulp.
2. Kan enkele woorden, pictogrammen of symbolen ontcijferen en begrijpt ze.
1. Kan geen enkel woord, pictogram of symbool ontcijferen.

C.4 Schrijven.

Gebruikt zijn of haar schrijfvaardigheid in alledaagse situaties.

5. Schrijft normaal.
4. Kan met technische ondersteuning of met de hulp van een derde normaal schrijven.
3. Kan eenvoudige zinnen schrijven.
2. Kan zijn of haar naam en enkele essentiële woorden schrijven.
1. Kan niet schrijven of kan alleen tekenen.

C.5 Rekenen.

Is in staat om zonder rekenmachine rekenkundige basisbewerkingen uit te voeren.

5. Kan zonder moeilijkheden de vier rekenkundige bewerkingen uitvoeren.
4. Kan de vier rekenkundige bewerkingen uitvoeren, maar met moeite.
3. Kan zonder moeilijkheden eenvoudige berekeningen (optellen en aftrekken) uitvoeren.

2. Kan eenvoudige berekeningen (optellen en aftrekken) uitvoeren, maar met moeite.

1. Heeft geen getallenkennis.

C.6 Onthouden.

Onthoudt informatie, een gebeurtenis.

5. Kan gebeurtenissen uit het verleden reconstrueren en zonder moeilijkheden boodschappen, ook complexe, onthouden.

4. Kan met technische ondersteuning of de hulp van een derde de meeste gebeurtenissen uit het verleden of het heden reconstrueren.

3. Kan een klein deel van gebeurtenissen uit het verleden of het heden reconstrueren.

2. Kan recente informatie reconstrueren om ze onmiddellijk te gebruiken.

1. Kan geen gebeurtenissen en boodschappen uit het verleden of het heden reconstrueren. Vergeet voortdurend alles.

C.7 Concentratie.

Kan zijn of haar aandacht bij verschillende activiteiten houden, afhankelijk van de motivatie en het plezier.

5. Kan zijn of haar aandacht gedurende minstens 1 uur bij een activiteit houden.

4. Kan zijn of haar aandacht gedurende minstens 30 minuten bij een activiteit houden.

3. Kan zijn of haar aandacht gedurende minstens 15 minuten bij een activiteit houden.

2. Kan zijn of haar aandacht gedurende minstens 5 minuten bij een activiteit houden.

1. Verliest voortdurend zijn of haar aandacht.

C.8 Leren.

Leervermogen.

5. Onthoudt de te volgen werkwijze voor meerdere verschillende activiteiten, waaronder ook complexe activiteiten. Past een uitleg die eenmaal werd gegeven, vlot toe. Kan een niet al te moeilijk probleem analyseren, erop anticiperen en oplossen.

4. Onthoudt de te volgen werkwijze voor meerdere verschillende activiteiten, onthoudt de uitleg die één keer duidelijk werd gegeven. Kan eenvoudige problemen waarmee hij of zij al eens te maken heeft gehad, oplossen en zorgt ervoor dat ze zich niet meer voordoen.

3. Onthoudt de te volgen werkwijze voor meerdere verschillende activiteiten, onthoudt de uitleg die meerdere keren werd gegeven. Kan eenzelfde probleem waarmee hij of zij al meermaals te maken heeft gehad en waarvoor hij of zij hulp van iemand anders heeft gekregen, uiteindelijk zelfstandig oplossen.
2. Onthoudt slechts voor een beperkt aantal activiteiten de te volgen werkwijze.
1. Vergeet elke dag wat hem of haar werd aangeleerd, heeft dagelijks opnieuw uitleg nodig.

C.9 Gebruik van verworven kennis en ervaring.

Benut verworven kennis en ervaring.

5. Past zijn of haar gedrag spontaan aan op basis van de verworven kennis en ervaring en maakt er passend gebruik van.
4. Past zijn of haar gedrag aan op basis van herhaaldelijk beleefde ervaringen en maakt voor een deel gebruik van de verworven kennis.
3. Past zijn of haar gedrag aan en maakt gebruik van de verworven kennis en ervaring als een derde hem of haar herinnert aan zijn of haar ervaringen uit het verleden en/of bijkomende uitleg geeft.
2. Past zijn of haar gedrag zelfs met de hulp van een derde zeer weinig aan op basis van de verworven kennis en ervaring.
1. Benut de verworven kennis en ervaring niet.

D. Motorische en psychomotorische vaardigheden.

D.1 Mobiliteit.

Verplaatst zich, houdt zich staande en verandert van houding.

5. Kan zich zonder technisch hulpmiddel of bijstand van een derde in om het even welke situatie rechtopstaand verplaatsen en veranderen van houding.
4. Kan zich eventueel met een technisch hulpmiddel, zonder bijstand van een derde, rechtopstaand verplaatsen en van houding veranderen, waardoor hij of zij aan de meeste van zijn of haar dagelijkse behoeften kan voldoen.
3. Kan zich met een technisch hulpmiddel, zonder bijstand van een derde, verplaatsen en van houding veranderen, waardoor hij of zij aan de meeste van zijn of haar dagelijkse behoeften kan voldoen.
2. Kan zich met bijstand van een derde en/of eventueel met een technisch hulpmiddel verplaatsen en van houding veranderen, waardoor hij of zij aan de meeste van zijn of haar dagelijkse behoeften kan voldoen.

1. Kan alleen maar blijven liggen en moet om zich te verplaatsen of van houding te veranderen een beroep doen op een derde en gebruik maken van een technisch hulpmiddel, waardoor hij of zij aan de meeste van zijn of haar dagelijkse behoeften kan voldoen.

D.2 Handigheid.

Efficiënte manuele behendigheid en vaardigheid in het dagelijkse leven.

5. Heeft geen moeite om zelfs kleine voorwerpen met één of twee handen en zonder technisch hulpmiddel te manipuleren, vast te houden en los te laten.
4. Heeft geen moeite om de meeste voorwerpen met één of twee handen zonder technisch hulpmiddel te manipuleren, vast te houden en los te laten.
3. Kan met een belangrijk technisch hulpmiddel of met de hulp van een derde voorwerpen nemen, vasthouden en loslaten.
2. Kan met de noodzakelijke bijstand van een derde en eventueel met een technisch hulpmiddel bepaalde voorwerpen vasthouden, maar niet manipuleren.
1. Is niet in staat om iets vast te nemen of te manipuleren.

E. Dagelijks leven.

E.1 Ruimtelijke oriëntatie (de weg vinden of terugvinden)

Kan zich in een bekende of onbekende omgeving zelfstandig oriënteren en/of verplaatsen.

5. Kan zich in alle omgevingen correct oriënteren.
4. Kan zich met materiële hulpmiddelen en/of voorafgaande hulp van een derde (die uitleg geeft, een plan toont, enz.) in alle bekende omgevingen oriënteren.
3. Kan zich alleen in een bekende omgeving oriënteren.
2. Heeft moeite om zich in een bekende omgeving te oriënteren, zelfs met een materieel hulpmiddel en/of voorafgaande hulp van een derde.
1. Kan zich niet ruimtelijk oriënteren.

E.2 Aankleden, uitkleden.

Kleedt zich aan en uit met of zonder technisch hulpmiddel.

5. Kleedt zich zelfstandig en in een logische volgorde correct aan en kan zijn of haar schoenen aandoen.

4. Kleedt zich zelfstandig aan, maar heeft voor sommige handelingen de hulp van een derde nodig (om knopen dicht te maken, de ritsluiting open of dicht te doen, een broeksband aan te doen, de veters vast te binden, enz.).
3. Kan elk kledingstuk onder permanent toezicht van een derde aantrekken.
2. Helpt bij het aankleden van zichzelf door armen en benen te strekken.
1. Is niet in staat om zichzelf aan te kleden en om zijn of haar schoenen aan te doen.

E.3 Lichaamshygiëne (met inbegrip van anale hygiëne)

Staat in voor de eigen lichaamsverzorging en intieme hygiëne.

5. Wast zich volledig (aan de lavabo, onder de douche of in bad) zonder hulp.
4. Wast zich volledig, maar heeft toezicht en raad (intieme hygiëne) nodig.
3. Staat in voor zijn of haar basishygiëne, maar heeft daarbij de hulp van een derde (controle, richtlijnen, gebruik van passende apparaten en producten) of een technisch hulpmiddel nodig.
2. Werkt met de hulp van een derde of met een technisch hulpmiddel mee bij het wassen van zichzelf.
1. Is voor zijn of haar persoonlijke hygiëne volledig afhankelijk van een ander.

E.4 Medicatie.

Beheert en volgt regelmatig of af en toe een behandeling met geneesmiddelen.

5. Gebruikt op een correcte manier basisgeneesmiddelen. De persoon volgt een behandeling met geneesmiddelen en begrijpt hoeveel hij of zij ervan moet innemen en wanneer.
4. De persoon volgt een behandeling met geneesmiddelen en begrijpt dat, waarbij een derde toezicht houdt op de hoeveelheid en op het tijdstip (bijvoorbeeld weekkalender).
3. De persoon weet dat hij of zij een behandeling met geneesmiddelen volgt, hij of zij herinnert het zich, maar neemt de medicatie niet op eigen initiatief.
2. De persoon is voor zijn of haar medicatie volledig afhankelijk van een derde (doordat hij of zij het vergeet of niet de juiste keuze maakt).
1. De persoon is voor zijn of haar medicatie volledig afhankelijk van een derde en heeft moeite om ze in te nemen.

E.5 Zorgdragen voor de lichamelijke en geestelijke gezondheid

Vertoont preventief gedrag, herkent, uit en lokaliseert een gevoel van pijn, en neemt medicatie.

5. Draagt op gepaste wijze zorg voor zijn of haar gezondheid.
4. Heeft af en toe het toezicht van een derde nodig om zorg te dragen voor zijn of haar gezondheid
3. Heeft vaak geheugensteuntjes of hulp nodig.
2. Is volledig afhankelijk van een derde om zorg te dragen voor zijn of haar gezondheid.
1. Vertoont vaak risicogedrag of weigert verzorging en medicatie.

E.6 Functionele zelfstandigheid aan tafel.

Bedient zichzelf, snijdt zijn of haar voeding, eet (vaste en/of vloeibare voeding) en respecteert de basishygiëne (los van relationele of gedragsaspecten)

5. Is volledig zelfstandig aan tafel.
4. Heeft af en toe (voor sommige maaltijden wel en voor andere niet) de hulp van een derde nodig.
3. Heeft voor een van de handelingen tijdens elke maaltijd een technisch hulpmiddel en/of bijstand van een derde nodig.
2. Heeft voor de meeste handelingen een technisch hulpmiddel en/of bijstand van een derde nodig.
1. Heeft voor alle handelingen tijdens een maaltijd de voortdurende hulp van een derde nodig.

E.7 Gebruik en besteding van de vrije tijd.

Deelt zijn of haar tijd in en houdt zich bezig buiten de georganiseerde activiteiten.

5. Deelt zijn of haar vrije tijd in en houdt zich alleen bezig.
4. Deelt zijn of haar vrije tijd in en houdt zich alleen bezig, mits er af en toe iemand bij is
3. Deelt zijn of haar vrije tijd in en houdt zich bezig, mits er voortdurend een derde bij is.
2. Houdt zich gedurende een beperkte tijd alleen bezig, mits hij nauwkeurige instructies krijgt en een derde (dicht in de buurt) aanwezig is.
1. Kan op geen enkel moment alleen gelaten worden, omdat hij of zij zich op een negatieve manier mengt met de anderen of zichzelf in gevaar brengt.

E.8 Zin voor initiatief in het dagelijkse leven.

Neemt een initiatief en voert het concreet uit.

5. Neemt in alle omstandigheden passende initiatieven en voert ze uit.
4. Neemt in bepaalde bijzondere omstandigheden passende initiatieven en voert ze uit.
3. Neemt beperkte initiatieven die echter niet altijd passen bij de omstandigheden, en voert ze uit met de hulp van een derde.
2. Neemt zelden ofwel geen initiatieven of kan ze niet uitvoeren.
1. Neemt te veel ongepaste initiatieven zonder rekening te houden met de omgeving en de gevolgen ervan. Neemt vaak of altijd ongepaste initiatieven

E.9 Geldbeheer.

Begrijpt wat geld is en maakt er gebruik van.

5. Beheert zijn of haar budget zelfstandig.
4. Beheert zijn of haar wekelijkse budget met de hulp van een derde.
3. Beheert zijn of haar dagelijkse budget met de hulp van een derde (met besef van de waarde ervan).
2. Gaat om met geld zonder een nauwkeurig besef te hebben van de waarde ervan (maar is er zich van bewust dat geld nodig is om een transactie te doen).
1. Heeft geen besef van geld.

E.10 Bijzondere medische situatie die zonder bijstandsverlening gevaarlijk kan zijn

Bijzondere risicosituaties overdag en/of 's nachts waarin de bijstand van een derde nodig is (epilepsie, ademhalingsproblemen, sonde, sondevoeding, bedwateren of hulp nodig om naar het toilet te gaan, fecesincontinentie, gehoorprothese, enz.).

5. Heeft geen bijstand nodig.
4. Heeft gerichte bijstand nodig en/of vraagt erom.
3. Heeft regelmatig gerichte bijstand nodig.
2. Heeft overdag of 's nachts herhaaldelijk veel bijstand nodig.
1. Heeft overdag of 's nachts herhaaldelijk veel bijstand nodig.

E.11 Bijzondere gedragssituatie die zonder bijstandsverlening gevaarlijk kan zijn.

Bijzondere risicosituaties overdag en/of 's nachts waarin de bijstand van een derde nodig is (angst, zelfverminking, het stellen van gewelddadige en gevaarlijke handelingen, enz.).

5. Heeft geen bijstand nodig.
4. Heeft gerichte bijstand nodig en/of vraagt erom.
3. Heeft regelmatig gerichte bijstand nodig.
2. Heeft overdag of 's nachts herhaaldelijk bijstand nodig.
1. Heeft overdag of 's nachts herhaaldelijk veel bijstand nodig.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,

De minister

Collegelid
bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan
personen met een handicap

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT

Bijlage 4 bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

MODEL VAN VOORRANGSOVEREENKOMST

Overeenkomst betreffende de toekenning van een bijkomende subsidie verantwoord door de prioritaire zorg voor een persoon met een handicap

Tussen

De Franse Gemeenschapscommissie
Paleizenstraat 42 in 1030 Brussel
vertegenwoordigd door
hierna de Commissie genoemd,

en de vzw " " voor het dagactiviteitencentrum: " "
met adres in Brussel,

vertegenwoordigd door:

hierna het centrum genoemd;

Gelet op hoofdstuk V van het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De Commissie verleent het centrum vanaf tot en met 31 december een bijkomende subsidie die verantwoord wordt door de prioritaire zorg voor een persoon met een handicap, van wie de contactgegevens hieronder zijn weergegeven:

Naam:

Adres: in Brussel Nr. SH:

Ze eindigt automatisch bij het vertrek van de persoon met een handicap.

Art. 2

De bepalingen van de artikelen 62 tot 65 van het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap zijn van toepassing op het centrum.

Art. 3

De bepalingen van de artikelen 11 tot 27 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap zijn van toepassing op het centrum.

Art. 4

De subsidie bedraagt ... euro op jaarbasis voor een voltijds verblijf. De financiering wordt met ... tiende verminderd in verhouding tot het aantal halve dagen afwezigheid die in de gepersonaliseerde overeenkomst zijn bepaald.

Ze wordt toegekend op het begrotingsartikel ... van de begroting van de dienst PHARE voor het jaar 20...

Art. 5

De in artikel 4 bedoelde subsidie wordt in maandelijkse voorschotten uitbetaald en dat uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor het voorschot is toegekend.

Art. 6

Ze wordt verantwoord door uitgaven die verband houden met de algemene kosten, de kosten aangaande de persoon met een handicap en de personeelskosten die betrekking hebben op de prioritaire zorg voor de in artikel 1 bedoelde persoon met een handicap.

Art. 7

Voor die uitgaven moet uiterlijk op 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt toegekend, bij de administratie een verantwoordingsdossier worden ingediend. De aftrek van de financiële bijdragen die van de in artikel 1 bedoelde persoon met een handicap zijn ontvangen, is daarin verrekend.

Dat verantwoordingsdossier omvat:

1. de resultatenrekening samen met het verslag van de revisor;
2. het grootboek van lasten en opbrengsten;
3. de individuele rekening(en) van de werknemers die instaan voor de prioritaire zorg.

Art. 8

De uitgaven die aanvaard worden als algemene kosten en kosten aangaande de persoon met een handicap staan vermeld in bijlage 1 van het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

De uitgaven die aanvaard worden als personeelskosten staan vermeld in artikel 91 van het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een

handicap.

Art. 9

Indien uit de controle van het verantwoordingsdossier blijkt dat het verantwoorde bedrag lager ligt dan de toegekende subsidie, zal het verschil op basis van de door de Commissie bepaalde wijze worden teruggevorderd.

Opgemaakt te Brussel, op

Voor de Franse Gemeenschapscommissie,
Voor het centrum,
(handtekeningen)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2023/1419 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de dagactiviteitencentra dat uitvoering geeft aan afdeling 4 van hoofdstuk 5 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het College,

De minister,

Collegelid
bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan
personen met een handicap

Barbara TRACHTE

Rudi VERVOORT